JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983

COMPTE RENDU INTEGRAL — 19^e SEANCE

Séance du Vendredi 5 Novembre 1982.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER

1. — Procès-verbal (p. 5199).
2. — Commission centrale de classement des débits de tabac. — Représentation du Sénat (p. 5199).
3. — Répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 5199).

Art. 115 (p. 5199).

Amendements n°s B-49 de M. Jean-François Pintat, B-3 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis, B-30 de la commission et B-68 du Gouvernement. — MM. Jacques Descours Desacres, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis de la commission des finances; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Retrait des amendements n°s B-49 et B-30; adoption de l'amendement n° B-3.

Adoption de l'article modifié.

Section 2 et article 116 (p. 5201).

Amendement n° B-31 de la commission. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption de l'intitulé.

Amendement n° B-50 de M. Jean-François Pintat. — Retrait. Adoption de l'article.

Art. 117 (p. 5201).

Amendements n°s B-4 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis, et B-51 de M. Jean-François Pintat. — MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis; le rapporteur, le ministre d'Etat, Jacques Descours Desacres. — Retrait de l'amendement n° B-51; adoption de l'amendement n° B-4.

Suppression de l'article.

★ (1 f.)

Art. 118 (p. 5201).

Amendements n° B-52 de M. Jean-François Pintat et B-5 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. — MM. Jacques Descours Desacres, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis; le ministre d'Etat. — Retrait de l'amendement n° B-52; adoption, au scrutin public, du paragraphe I de l'amendement n° B-5; adoption des paragraphes II et III; adoption de l'ensemble de cet amendement constituant l'article.

Section 3 et article 119 (p. 5203).

Amendement n° B-32 de la commission. — Adoption de l'intitulé.

Amendement n° B-6 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. — MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis; le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 120 (p. 5203).

Amendements n°s B-69 du Gouvernement, B-7 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis, et B-33 de la commission. — MM. le ministre d'Etat, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis, le rapporteur. — Retrait de l'amendement n° B-33; adoption de l'amendement n° B-7 constituant l'article.

Article additionnel (p. 5205).

Amendement n° B-70 du Gouvernement. — MM. le ministre d'Etat, le rapporteur, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. — Rejet.

Section 4 et article 121 (p. 5205).

Amendements n°s B-24 de la commission, B-71 et B-72 du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait de l'amendement n° B-34; adoption de l'amendement n° B-71 et de l'intitulé; rejet de l'amendement n° B-72.

Adoption de l'article.

Article additionnel (p. 5205).

Amendements n°s B-8 rectifié de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; et sous-amendement n° B-73 du Gouvernement. — MM. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; le ministre d'Etat, le rapporteur. — Adoption, par division, de l'amendement n° B-8 rectifié constituant l'article.

Art. 122 (p. 5206).

Amendement n° B-9 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, et sous-amendement n° B-35 rectifié de la commission ; amendements n°s B-53 de M. Jacques Larché et B-83 de M. Camille Vallin. — MM. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; le rapporteur, le ministre d'Etat, Jacques Descours Desacres, Jean Ooghe, Marc Bécam. — Retrait de l'amendement n° B-83, adoption du sous-amendement n° B-35 rectifié puis, au scrutin public, de l'amendement n° B-9 constituant l'article.

Art. 123. — Adoption (p. 5210).

Art. 124 (p. 5210).

Amendements n° B-10 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; B-36 de la commission, B-54 de M. Jacques Larché. — MM. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, le rapporteur, Jacques Descours Desacres, le ministre d'Etat. — Retrait des amendements n°s B-36 et B-54 ; adoption de l'amendement n° B-10.

Amendement n° B-37 de la commission. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 125 (p. 5211).

Amendement n° B-74 du Gouvernement. — MM. le ministre d'Etat, le rapporteur, Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art 126 (p. 5211).

Amendement n° B-75 du Gouvernement et sous-amendement n° B-81 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; amendement n° B-11 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. — MM. le ministre d'Etat, Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; le rapporteur. — Adoption du sous-amendement n° B-81 puis de l'amendement n° B-75 constituant l'article.

Article additionnel (p. 5211).

Amendement n° B-12 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, sous-amendements n°s B-59 de M. Roland du Luart et B-78 du Gouvernement ; amendement n° B-84 de M. Camille Vallin. — MM. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; Jacques Descours Desacres, le ministre d'Etat, Jean Ooghe, Marc Bécam. — Adoption du sous-amendement n° B-59 ; rejet du sous-amendement n° B-78 ; adoption de l'amendement n° B-12 constituant l'article.

Section additionnelle (p. 5213).

Amendement n° B-38 de la commission. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption de l'intitulé.

Art. 127 (p. 5213).

Amendements n°s B-13 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, B-39 de la commission et sous-amendement n° B-76 du Gouvernement. — MM. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; le rapporteur, le ministre d'Etat, Jacques Descours Desacres, Marc Bécam. — Retrait de l'amendement n° B-13 ; adoption du paragraphe I du sous-amendement n° B-76 et rejet des paragraphes II et III ; adoption de l'amendement n° B-39 modifié constituant l'article.

Art. 128 (p. 5214).

Amendement n° B-14 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, B-40 de la commission et sous-amendement n° B-77 du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait de l'amendement n° B-14 ; adoption du paragraphe I du sous-amendement n° B-77 et rejet des paragraphes II et III ; adoption de l'amendement n° B-40 modifié constituant l'article.

Art. 129 (p. 5215).

Amendements n°s B-15 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, B-85 de M. Camille Vallin, B-60 de M. Roland du Luart et B-56 de M. Franck Sérusclat. — MM. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; Jean Ooghe, Jacques Descours Desacres, Roland Grimaldi. — Retrait des amendements n°s B-60 et B-56 ; adoption de l'amendement n° B-15.

Suppression de l'article.

Section additionnelle (p. 5216).

Amendement n° B-41 de la commission. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption de l'intitulé.

Art. 130. — Adoption (p. 5216).

Art. 131 (p. 5216).

Amendement n° B-79 du Gouvernement. — MM. le ministre d'Etat, le rapporteur. — Adoption de l'amendement constituant l'article.

Article additionnel (p. 5216).

Amendement n° B-16 rectifié de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. — MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis, le rapporteur, le ministre d'Etat, Jacques Descours Desacres. — Adoption de l'article.

Article additionnel (p. 5218).

Amendement n° B-42 de la commission. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Jean Ooghe, Jacques Descours Desacres. — Adoption de l'article.

Art. 132 (p. 5219).

Amendements n°s B-80 du Gouvernement et B-43 de la commission. — MM. le ministre d'Etat, le rapporteur. — Rejet de l'amendement n° B-80 ; adoption de l'amendement n° B-43.

Adoption de l'article modifié.

Art. 133 (p. 5219).

Amendement n° B-44 de la commission. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 134 (p. 5220).

Amendements n°s B-20 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis, et B-45 de la commission. — MM. Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait de l'amendement n° B-45 ; adoption de l'amendement n° B-20.

Adoption de l'article modifié.

Art. 135 (p. 5221).

Amendement n° B-61 de M. Roland du Luart. — MM. Jacques Descours Desacres, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels (p. 5221).

Amendement n° B-65 rectifié du Gouvernement. — MM. le ministre d'Etat, le rapporteur, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. — Adoption de l'article.

Amendement n° B-17 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis, et sous-amendement n° B-46 de la commission. — MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis ; le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption du sous-amendement et de l'amendement constituant l'article.

Intitulé du projet de loi (p. 5222).

Amendement n° A-13 rectifié de la commission. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption de l'intitulé.

Seconde délibération (p. 5222).

MM. le rapporteur, le ministre d'Etat.

Art. 4 (p. 5222).

Amendements n°s 1 et 2 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 20 (p. 5222).

Amendement n° 3 de la commission. — MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption de l'article.

Art. 22 (p. 5223).

Amendement n° 4 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 23 (p. 5223).

Amendement n° 5 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 23 bis (p. 5223).

Amendement n° 6 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 27 (p. 5223).

Amendement n° 7 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 29 ter (p. 5223).

Amendement n° 8 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 33 (p. 5224).

Amendement n° 9 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 34 quater (p. 5224).

Amendement n° 10 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 45 (p. 5224).

Amendement n° 11 de la commission. — M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Vote sur l'ensemble (p. 5224).

MM. Jean Madelain, Marc Bécam, Jean Ooghe, Germain Authié, Jacques Descours Desacres, le ministre d'Etat, le rapporteur.

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi.

Suspension et reprise de la séance.

PRÉSIDENCE DE M. ETIENNE DAILLY

4. — Questions orales (p. 5226).

Respect de l'immunité parlementaire (p. 5226).

Question de M. Charles Pasqua. — MM. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice; Charles Pasqua.

Tourisme: avenir des propositions formulées par le groupe de travail interministériel (p. 5229).

Question de M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement; Pierre Ceccaldi-Pavard.

Malaise dans la profession de coiffeur (p. 5230).

Question de M. Pierre Ceccaldi-Pavard. — MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement; le président, Pierre Ceccaldi-Pavard.

Situation du C. H. S. de Digne (p. 5231).

Question de M. Fernand Tardy. — MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement; Fernand Tardy.

Conditions d'expulsion des étrangers condamnés pour crimes ou délits (p. 5232).

Question de M. Maurice Lombard. — MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement; Maurice Lombard.

5. — Ordre du jour (p. 5233).

PRÉSIDENCE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER,
vice-président.

La séance est ouverte à neuf heures trente-cinq.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

— 2 —

COMMISSION CENTRALE DE CLASSEMENT DES DEBITS DE TABAC

Représentation du Sénat.

M. le président. J'informe le Sénat que M. le président du Sénat a reçu une lettre par laquelle M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, demande au Sénat de bien vouloir procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de la commission centrale de classement des débits de tabac, en application du décret n° 78-631 du 2 juin 1978, pour l'année 1983.

En application de l'article 9 du règlement, j'invite la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à présenter une candidature.

La nomination du représentant du Sénat à cet organisme extraparlémentaire aura lieu ultérieurement.

— 3 —

REPARTITION DE COMPETENCES ENTRE LES COMMUNES, LES DEPARTEMENTS, LES REGIONS ET L'ETAT

Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. [N° 409, 516 (1981-1982), 16, 47, 19, 17 et 18 (1982-1983).]

Dans la discussion des articles, nous en sommes arrivés à l'article 115.

Article 115.

M. le président. « Art. 115. — Les charges visées à l'article précédent sont compensées par le transfert d'impôts d'Etat et par l'attribution d'une dotation générale de décentralisation.

« Les transferts d'impôts représenteront la moitié au moins des ressources attribuées par l'Etat. »

Sur cet article, je suis saisi de quatre amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-49, présenté par MM. Pintat, Miroudot, Sallenave, Barbier, Mathieu et le groupe de l'U.R.E.I., a pour objet de rédiger comme suit cet article :

« Les charges visées à l'article précédent sont intégralement compensées par un transfert d'impôts d'Etat. »

Le deuxième, n° B-3, est présenté par M. Fourcade, au nom de la commission des finances.

Il est identique au troisième, n° B-30, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois.

Tous deux tendent à supprimer le deuxième alinéa de cet article.

Le quatrième, n° B-68, présenté par le Gouvernement, vise à rédiger ainsi le début du second alinéa de cet article :

« Au terme de la période visée à l'article 4, et pour l'ensemble des collectivités locales, les transferts... »

La parole est à M. Descours Desacres, pour défendre l'amendement n° B-49.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le président, M. Pintat et les membres du groupe de l'U.R.E.I. auraient souhaité que le transfert de compétences fut accompagné d'une compensation intégrale par le transfert d'impôts d'Etat.

Cependant, à la suite d'un échange de vues qui s'est instauré à ce sujet en commission des finances, nous pensons devoir retirer cet amendement.

M. le président. L'amendement n° B-49 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-3.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le

ministre d'Etat, la commission des finances a constaté que l'article 115, qui organise la séparation à parts égales entre le transfert fiscal et le transfert budgétaire, posait un principe que, dès la première année, le Gouvernement ne respectait pas. En effet, pour 1983, les dispositions de la loi de finances qui mettent en application le texte de principe nous montrent bien qu'il n'y a pas égalité entre la partie fiscale et la partie budgétaire de ces transferts.

En conséquence, comme il ne nous paraît pas souhaitable d'adopter des textes qui sont démentis dès la première année d'application et comme, par ailleurs, il sera certainement très difficile au cours de la réalisation effective des transferts de veiller à cette égalité, il a semblé à la commission des finances qu'il valait mieux en rester au principe en disant que la compensation se faisait par des transferts de fiscalité et par une aide budgétaire.

L'amendement n° B-3 a pour objet de supprimer le second alinéa de l'article 115, lequel demeurerait simplement dans une formulation claire, à savoir : « Les charges visées à l'article précédent sont compensées par le transfert d'impôts d'Etat et par l'attribution d'une dotation générale de décentralisation ». C'est une affirmation de principe. Chaque année, la loi de finances fera le départ, compte tenu des possibilités, entre ce qui est fiscal et ce qui est budgétaire.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° B-30.

M. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. A chaque fois qu'un problème lui a semblé suffisamment grave, la commission des lois a déposé des amendements identiques à ceux des commissions saisies pour avis, afin de bien marquer l'identité de vues des commissions dans cette affaire.

Ici, c'est le cas. Notre sentiment est donc le même que celui de la commission des finances sur l'utilité de cette prescription qui n'est pas respectée, qui n'est pas normative et qui, de surcroît, ne s'applique qu'à l'ensemble des collectivités locales.

A ce propos, j'en profiterai pour donner le sentiment de la commission sur l'amendement du Gouvernement, qui me semble être une sorte d'aveu de cette situation. Ce n'est valable qu'à l'échelon de l'ensemble de la nation. Le principe du transfert moitié-moitié n'est respecté pour aucune collectivité territoriale, même en fin de période ; certaines seront plus libres de leur action que d'autres.

C'est la raison pour laquelle cette indication normative et globale nous semble de peu d'intérêt dans une loi où il importe qu'aucun malentendu ne puisse se créer au sujet des collectivités territoriales.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, pour défendre l'amendement n° B-68 et pour donner l'avis du Gouvernement sur les amendements.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur Fourcade, j'attache de l'importance à la disposition que la commission des finances propose de supprimer. En effet, dès le début de cette discussion, j'ai indiqué que le Gouvernement veillerait à ce que les transferts représentent environ pour moitié des transferts budgétaires et pour moitié des transferts de fiscalité.

Quand on examine les chiffres, en gros on s'aperçoit que, sur 27 milliards de francs, la fiscalité déjà prévue représente plus de 15 milliards. Par conséquent, cette proportion est d'ores et déjà largement respectée.

J'ajoute qu'on ne verra clair dans cette situation qu'au bout des trois ans qui sont prévus et que l'on ne pourra le faire que de façon globale et non collectivité par collectivité. Or je rappelle que j'ai accepté que le bilan soit fait collectivité par collectivité et, le cas échéant, année par année.

Si j'attache de l'importance à cette disposition, c'est non seulement dans l'intérêt des collectivités, mais aussi pour que le Gouvernement lui-même soit engagé par cette déclaration et par les votes du Sénat et de l'Assemblée nationale.

En effet, si ce principe n'était pas affirmé et s'il n'était pas voté, je crains que, dans les années à venir, un certain nombre de difficultés ne puissent se produire. C'est pourquoi je me prononce avec beaucoup de fermeté contre ces amendements.

Notre propre amendement concrétise les idées que je viens de développer.

M. Paul Girod, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. J'indique d'abord que je retire mon amendement au profit de celui de la commission des finances.

Je tiens à dire à M. le ministre d'Etat qu'à la limite je préférerais encore le vote du texte dans son état actuel qu'assorti de son amendement, qui est vraiment l'indication que cette compensation moitié-moitié ne se fait qu'à l'échelon global. Par conséquent, si nous l'acceptons, nous ne ferions que consacrer certaines distorsions. Il s'agit dans cette affaire, à terme, du transfert de l'aide sociale avec le poids énorme que celle-ci représentera dans les budgets départementaux. Un département peut n'avoir pour ressource principale transférée que la dotation globale de décentralisation, alors que le département voisin aura pour ressource principale transférée une masse de fiscalité sur laquelle il aura une influence directe. Accepter cet état de fait, ce serait introduire des éléments supplémentaires de distorsion entre les départements, qui, comme par hasard, agiront au détriment des départements économiquement les moins actifs. Cela nous semble mauvais. C'est la raison pour laquelle je maintiens l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement du Gouvernement.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Monsieur le président, je voudrais remercier le ministre de ses propos lors de la présentation de son amendement. Si, sur son amendement, ma position n'a pas changé, je voudrais donner acte à M. le ministre d'avoir dit que, bien qu'il se soit opposé à un certain nombre d'amendements votés cette nuit, le bilan serait effectué collectivité par collectivité. C'est, en effet, un principe fondamental auquel nous tenons beaucoup.

Il ne peut pas être question d'organiser des transferts vers les communes, les départements et les régions en s'en tenant à des bilans globaux et constater chaque année qu'en inscrivant quelques crédits dans la loi de finances, on a réglé l'ensemble des problèmes de transfert.

Le fait que le ministre ait dit, en présentant l'amendement, qu'il tenait à ce que le bilan soit fait collectivité par collectivité, chaque année et pendant plusieurs années, me paraît une déclaration capitale sur laquelle je voulais insister.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je l'avais déjà dit !

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Je vous en remercie à nouveau, monsieur le ministre, car c'est très important, du fait de l'opposition que vous aviez marquée aux amendements votés cette nuit à l'article 114 qui précisait ce point.

En ce qui concerne l'amendement n° B-68, je crois que l'intention du Gouvernement, que d'ailleurs la commission des finances n'a jamais mise en doute, a toujours été d'organiser le transfert sur un plan collectif avec moitié de ressources fiscales et moitié de transferts budgétaires.

L'ennui, c'est que, pour la première année, ce mécanisme ne joue pas puisque nous avons d'un côté un transfert de fiscalité de 1 150 ou 1 200 millions de francs — on relève là un léger décalage quant à l'évaluation du produit de la taxe sur les cartes grises entre les différents ministres — disons 1 150 millions de francs et, d'autre part, 1 650 millions de francs de transferts budgétaires à destination des régions.

Il nous semble donc, et je partage en cela l'avis de mon collègue et ami M. Girod, qu'il vaut mieux, au départ, se contenter de poser le principe, et nous verrons bien au bout de deux ou trois ans quelle sera la réalité des transferts. Peut-être d'ici là l'Etat aura-t-il envisagé de nouvelles recettes de fiscalité à destination des collectivités locales ?

En tout cas, l'amendement proposé par le Gouvernement, qui marque un retrait par rapport au projet initial, ne me paraît pas acceptable. C'est pourquoi je maintiens l'amendement de la commission des finances auquel s'est ralliée la commission des lois, ce dont je la remercie.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Quel que soit mon désir d'avancer rapidement dans ce débat, je me dois de répondre quelques mots sur ce point très important.

En premier lieu, il est absolument évident qu'il n'était pas possible que cette proportion de moitié-moitié, en gros, soit respectée dès la première année. Un jugement valable ne pourra être porté qu'au terme des trois années. Je demande à M. le rapporteur pour avis de bien vouloir le comprendre et l'admettre.

En second lieu, en ce qui concerne le souci manifesté par M. Girod sur la disparité de traitement entre les départements, je suis bien placé pour en parler puisqu'il a cité le cas de l'aide sociale et que les Bouches-du-Rhône figurent en tête des départements qui supportent le plus de charges à ce titre avec la Manche et le Calvados. Par conséquent, cette situation ne m'échappe pas.

Le souci du Gouvernement sera donc de profiter de cette occasion de remise en ordre pour fixer les choses, pour essayer de trouver une solution à ce problème qui, il faut le rappeler, dure depuis des années sans qu'il ait jamais été résolu, puisqu'il n'a jamais fait l'objet que d'arrangements de dernière minute, qui n'ont pas une valeur durable.

Dernier point, que je rappelle, ces transferts de fiscalité au profit des collectivités locales concernent la région et le département et non pas, pour le moment, les communes. Je tenais à le rappeler, car c'est un point important du débat.

M. le président. Je donne acte à M. le rapporteur du retrait de son amendement n° B-30.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-3, approuvé par la commission saisie au fond et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° B-68 devient sans objet.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 115, modifié.

(L'article 115 est adopté.)

SECTION 2.

De la dotation générale de décentralisation.

Article 116.

M. le président. « Art. 116. — Il est créé une dotation générale de décentralisation inscrite à un chapitre unique du budget de l'Etat. »

Par amendement n° B-31, M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, propose, avant l'article 116, de remplacer la division : « section 2, » par la division : « sous-section 2 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de coordination qui fait partie de la réorganisation de l'ensemble du titre, que nous avons proposée hier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-31, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. La section 2 devient donc la sous-section 2.

Par amendement n° B-50, MM. Pintat, Miroudot, Sallenave, Barbier, Mathieu et le groupe de l'U. R. E. I. proposent de supprimer l'article 116.

La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le président, il s'agit aussi d'un amendement de coordination ; mais, ayant retiré le précédent, par coordination je retire celui-ci.

M. le président. L'amendement n° B-50 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 116.

(L'article 116 est adopté.)

Article 117.

M. le président. « Art. 117. — Les crédits inclus dans la dotation globale d'équipement au titre de l'article 121 pour les communes, et de l'article 124 pour les départements, ainsi que les ressources prévues à l'article 119 de la présente loi, ne figurent pas dans les bilans des accroissements et diminutions de charges résultant du transfert, prévu à l'article 114 de la présente loi.

« De la même façon, les crédits prévus aux 1° et 2° de l'article 75 de la présente loi, relatif au fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue, ne sont pas inclus dans la dotation générale de décentralisation. »

Je suis saisi de deux amendements identiques. Le premier, n° B-4, est présenté par M. Fourcade, au nom de la commission des finances ; le second, n° B-51, par MM. Pintat, Miroudot, Sallenave, Barbier, Mathieu et le groupe de l'U. R. E. I. Ils tendent tous deux à supprimer cet article.

La parole est à M. Fourcade, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-4.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Le vote de l'article 114, dans la rédaction proposée par la commission des finances, a repris une partie des dispositions de ce qui constituait l'article 117 du texte initial.

De plus, le deuxième alinéa du texte initial du Gouvernement a déjà été voté dans le cadre de ce que nous avons décidé pour l'article 75 lorsque nous avons traité du problème du fonds régional de l'apprentissage.

L'article 117, dans sa version actuelle, n'a donc plus d'objet et c'est par cohérence avec ce que le Sénat a déjà voté aux articles 75 et 114 que la commission des finances demande sa suppression.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Girod, rapporteur. Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Les rapporteurs sont dans leur logique, je suis dans la mienne, je suis donc contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres, pour défendre l'amendement n° B-51.

M. Jacques Descours Desacres. L'amendement n° B-51 qui est proposé par mon collègue M. Pintat et notre groupe tend aussi à la suppression de cet article, mais avec une motivation de coordination différente.

Bien entendu, je le retire en me ralliant à celui de la commission des finances.

M. le président. L'amendement n° B-51 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-4, accepté par la commission des lois et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 117 est supprimé.

Article 118.

M. le président. « Art. 118. — Le montant de la dotation générale de décentralisation évolue dans les conditions prévues par l'article 102 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. Les lois de finances précisent le montant de cette dotation ainsi que les modalités de sa répartition. »

Je suis saisi de deux amendements et d'un sous-amendement qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier amendement, n° B-52, présenté par MM. Pintat, Miroudot, Sallenave, Barbier, Mathieu et le groupe de l'U. R. E. I., tend à supprimer cet article.

Le deuxième, n° B-5, déposé par M. Fourcade au nom de la commission des finances, a pour objet de rédiger ainsi cet article :

« I. — Pendant la période de trois ans prévue à l'article 4 de la présente loi, la dotation générale de décentralisation assure, conformément à l'article 114 et à l'article 115, pour chaque collectivité concernée, la compensation intégrale des charges résultant des compétences transférées et qui ne sont pas compensées par des transferts de fiscalité.

« Au fur et à mesure du transfert des compétences, les charges déjà transférées font l'objet, pour le calcul de cette dotation l'année suivante, d'une actualisation par application d'un taux égal au taux de progression de la dotation globale de fonctionnement pour la même année.

« A l'issue de cette période, la dotation générale de décentralisation versée à chaque collectivité évolue chaque année comme la plus favorable des deux références suivantes : soit la dotation globale de fonctionnement de l'ensemble des collectivités locales, soit, le cas échéant, la dotation globale de fonctionnement versée à la collectivité concernée.

« La loi de finances précise chaque année, par département, le montant de la dotation générale de décentralisation.

« II. — Dans les régions ainsi que, pendant la période de trois ans prévue à l'article 4, dans les départements et les communes, la dotation générale de décentralisation est inscrite à la section de fonctionnement du budget. Les collectivités bénéficiaires utilisent librement cette dotation.

« III. — Le comité des finances locales est tenu, chaque année, informé des conditions d'application du présent article. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° B-63, présenté par M. Chupin, qui tend, dans le premier alinéa du texte proposé, après les mots : « compensation intégrale », à ajouter les mots : « et simultanée ».

La parole est à M. Descours Desacres, pour défendre l'amendement n° B-52.

M. Jacques Descours Desacres. Le texte même de cet amendement était à l'origine des inquiétudes que nous éprouvions et qui nous avaient conduits à demander la suppression des articles précédents.

Ayant renoncé à l'amendement initial de suppression, celui-ci doit être retiré également.

M. le président. L'amendement n° B-52 est retiré.

La parole est, à M. le rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-5.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Monsieur le président, nous voilà parvenus au troisième acte de l'organisation du transfert de compétences.

A l'article 3, le Sénat avait bien voulu clarifier les principes qui vont présider à ces transferts.

A l'article 114, le Sénat avait bien voulu préciser, de manière très claire, l'organisation du transfert des compétences.

Nous arrivons maintenant à l'article 118, qui concerne la dotation générale de décentralisation. La commission des finances a été choquée par la rédaction initiale de cet article, rédaction qui était extrêmement allusive, extrêmement floue. Il est extrêmement difficile, monsieur le ministre d'Etat, de dire à une collectivité locale qu'elle aura de nouvelles charges à supporter et que, pour une partie du financement de ces charges, la loi de finances organisera, chaque année, la répartition de la dotation.

La commission des finances a donc réécrit l'article 118, qui constitue, pour elle, un des articles essentiels du texte.

L'amendement B-5 a trois objets : tout d'abord, il précise le calcul et l'évolution de la dotation générale de décentralisation pendant la période où seront effectués les transferts de compétences et à l'issue de cette période.

Puis, il introduit, comme critère de répartition de cette dotation, la notion même de compensation intégrale.

Enfin, ce qui me paraît quand même le minimum, il précise l'inscription de la dotation à la section de fonctionnement du budget des collectivités et sa liberté d'emploi.

Ainsi l'article 118, dans la rédaction proposée par la commission des finances donne-t-il aux collectivités, pour l'ensemble de la période couverte par le transfert, un mécanisme de compensation budgétaire qui, nous l'espérons, permettra d'éviter les risques inhérents à ces mécanismes de transfert.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cet amendement ?

M. Paul Girod, rapporteur. La commission des lois partage le sentiment de la commission des finances.

Il n'était effectivement pas possible de laisser cette affaire de la dotation générale de décentralisation dans le flou de l'article 118 et la rédaction de la commission des finances répond à l'ensemble des questions que s'est posées la commission des lois à ce sujet, en particulier quant à la répartition et à l'évolution.

Elle donne donc un avis favorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je suis opposé au paragraphe I. En revanche, je suis favorable aux paragraphes II et III. Je demande donc un vote par division.

En ce qui concerne le caractère « allusif » dont on qualifie la rédaction, je me permets de rappeler que l'article est parfaitement clair et vise très exactement le mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement, laquelle n'a pas été inventée par le Gouvernement auquel j'appartiens mais par le gouvernement précédent. Il ne faut donc vous en prendre qu'à vous-mêmes.

J'ai sous les yeux l'article 88 du projet de loi dit « Bonnet » qui, en matière d'allusion, bat tous les records. Or, si je suis bien renseigné, il a été approuvé par la majorité de l'époque.

Par conséquent, je me sens tout à fait à l'aise pour dire que la rédaction de l'actuel Gouvernement donne, au contraire, des précisions qui n'avaient jamais été apportées dans ce domaine.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Je remercie M. le ministre d'Etat d'être favorable aux paragraphes II et III de l'amendement de la commission des finances.

Quant au point I, la commission des finances a jugé inadmissible — et je pèse mes mots — d'inscrire dans un article aussi important que celui qui vise la création de la dotation globale de décentralisation — c'est le deuxième alinéa de votre texte initial — que « les lois de finances précisent le montant de cette dotation » — ce qui est normal — « ainsi que les modalités de sa répartition. »

Ou bien, monsieur le ministre d'Etat, on admet un bilan collectivité par collectivité et on connaît à l'avance les modalités de répartition de la dotation de décentralisation. Ou bien on ne veut pas admettre un bilan collectivité par collectivité et on détermine chaque année les modalités de répartition. C'est cela que j'ai traité d'allusif et qui est inadmissible pour ceux qui défendent très fermement les intérêts légitimes des collectivités locales.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Monsieur le président, voyez comme les choses s'éclaircissent ! Quand on m'a dit que le texte était allusif, j'ai compris qu'on lui reprochait de faire allusion à un vague principe, qui n'était pas très bien déterminé.

J'ai accepté un bilan collectivité par collectivité et la partie de l'article 118 qui renvoie à l'article 62 de la loi du 2 mars 1982 est parfaitement claire.

Quant aux modalités, il n'est absolument pas question qu'elles puissent aboutir à léser telle ou telle collectivité.

Pour ce qui est de la défense des collectivités locales, je me sens tout aussi bonne conscience — quelle que soit l'estime que j'ai pour eux — que les rapporteurs qui, se trouvant maintenant dans l'opposition, ont un comportement facilement critique — c'est normal et c'est peut-être ce qui m'arrivera à mon tour puis j'ai cessé de l'être et je sais ce que c'est que d'être dans l'opposition.

Le ministre des finances, vous le savez mieux que moi, monsieur Fourcade, détient un certain nombre de pouvoirs. Ici, étant solidaire de mon collègue de l'économie et des finances, je ne faillirai pas à cette règle, pas plus que je ne renoncerais aux principes que j'ai énoncés, notamment en matière de bilan.

M. le président. Le sous-amendement n° B-63 est-il soutenu ?...
Je constate qu'il ne l'est pas.

M. le ministre d'Etat a demandé un vote par division sur l'amendement n° B-5. Or, je reçois une demande de scrutin public émanant de la commission des finances.

Monsieur le rapporteur pour avis, votera-t-on par scrutin public trois fois ou simplement sur le paragraphe I ?

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Simplement sur le paragraphe I, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe I de l'amendement n° B-5, accepté par la commission des lois et repoussé par le Gouvernement.

Je suis saisi de deux demandes de scrutin public émanant, l'une de la commission des finances et l'autre du groupe de l'U. C. D. P.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 33 :

Nombre des votants	300
Nombre des suffrages exprimés	196
Majorité absolue des suffrages exprimés .	99
Pour l'adoption	196

Le Sénat a adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets maintenant aux voix le paragraphe II de l'amendement n° B-5, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe III, également accepté par la commission et par le Gouvernement.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'amendement n° B-5.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 118 est ainsi rédigé.

SECTION 3

Des ressources fiscales.

Article 119.

M. le président. « Art. 119. — Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions ainsi que celles des troisième et quatrième alinéas de l'article 1609 *decies* du code général des impôts sont abrogées à compter du 1^{er} janvier 1983. »

Par amendement n° B-32, M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, propose, avant l'article 119, de remplacer la division : « section 3 » par la division : « sous-section 3 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit simplement de la suite de la réorganisation du chapitre.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 32, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, la section 3 devient la sous-section 3.

Par amendement n° B-6, M. Fourcade, au nom de la commission des finances, propose de supprimer l'article 119.

La parole est à M. Fourcade, rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Cet amendement ne doit pas être mal interprété. En effet, il a pour objet de supprimer l'article 119, qui autorise le déplaçonnement des ressources fiscales des régions. Cela ne signifie pas que la commission des finances soit hostile à ce déplaçonnement. Simplement, par souci de clarté, elle a voulu dissocier de manière très précise le problème de la compensation des charges transférées de celui du déplaçonnement des ressources fiscales. Ce dernier constitue un problème en soi, que l'on peut régler par exemple dans une loi de finances. Le problème de la compensation par des recettes nouvelles des charges transférées aux régions en est un autre. C'est pour éviter toute tentation de confusion entre les deux que la commission des finances a proposé cet amendement de suppression.

J'indique tout de suite au Sénat que, dans la suite du débat, lors de l'examen des dispositions transitoires, la commission des finances vous proposera un amendement visant à reprendre ce dispositif, de manière à bien montrer que, dans son esprit, il ne s'agit pas de brimer les régions ou de porter un jugement d'opportunité sur cette mesure.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Girod, rapporteur. Elle a émis un avis favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Il est également favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-6, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 119 est supprimé.

Article 120.

M. le président. « Art. 120. — Les lois de finances définissent les modalités du transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules automobiles et de tous autres véhicules à moteur prévue à l'article 958 du code général des impôts. Elles définissent également les modalités du transfert aux départements de la taxe sur les véhicules à moteur (cartes grises) prévue aux articles 1007 à 1009 B du code général des impôts, et des droits d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière exigibles sur les mutations à titre onéreux d'immeubles et de droits immobiliers situés sur leur territoire ainsi que, sous la même condition de situation des immeubles, des droits perçus au titre de l'article 663-1^o du code général des impôts. Sont exclus du transfert les droits dus sur les actes de société, le droit d'échange ainsi que les droits ou taxes fixes.

« Ces lois définissent en outre les conditions dans lesquelles les régions et les départements peuvent fixer les taux de ces droits et taxes. »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par le premier, n° B-69, le Gouvernement propose de rédiger ainsi cet article :

« I. — Pour compenser une partie des charges résultant de l'application de la présente loi, la loi de finances pour 1983 définit les modalités de transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules automobiles et de tous autres véhicules à moteur prévue à l'article 968 du code général des impôts.

« II. — Pour compenser une partie des charges résultant de l'application de la loi mentionnée à l'article 4, des lois de finances ultérieures définissent les modalités du transfert aux départements, des taxes sur les véhicules à moteur prévues aux articles 1007 à 1009 B du code général des impôts et des droits d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière exigibles sur les mutations à titre onéreux d'immeubles ou de droits immobiliers situés sur leur territoire ainsi que, sous la même condition de situation des immeubles, des droits perçus au titre de l'article 663-1^o du code général des impôts. Sont exclus

du transfert les droits dus sur les actes de société, le droit d'échange ainsi que les droits ou taxes fixes.

« III. — Ces lois définissent, en outre, les conditions dans lesquelles les régions et les départements peuvent fixer les taux de ces droits et taxes. »

Le deuxième, n° B-7, présenté par M. Fourcade, au nom de la commission des finances, vise à rédiger ainsi cet article :

« Les lois de finances définissent les modalités du transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules automobiles et de tous autres véhicules à moteur (carte grise) prévue à l'article 968 du code général des impôts.

« Elles définissent également les modalités du transfert aux départements, de la taxe sur les véhicules à moteur (vignette), prévue aux articles 1007 à 1009 B du code général des impôts, et des droits d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière exigibles sur les mutations à titre onéreux d'immeubles ou de droits immobiliers situés sur leur territoire ainsi que, sous la même condition de situation des immeubles, des droits perçus au titre de l'article 663-1° du code général des impôts. Sont exclus du transfert les droits dus sur les actes de société, le droit d'échange ainsi que les droits ou taxes fixes.

« Ces lois définissent, en outre, les conditions dans lesquelles les régions et les départements peuvent fixer les taux de ces droits et taxes.

« La première loi de finances qui suivra l'entrée en vigueur du présent article précisera les transferts d'impôts de l'Etat qui se substitueront à la taxe sur les véhicules à moteur (vignette) pour la compensation des charges nouvelles supportées par les communes et les départements de la région de Corse en application de la présente loi et qui ne seront pas déjà compensées par application de l'article 118.

« En tant que de besoin, les lois de finances pourront, en outre, définir les modalités du transfert aux régions et aux départements d'une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers visée à l'article 265 du code des douanes. »

Le troisième, n° B-33, proposé par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, tend à compléter *in fine* cet article par l'alinéa suivant :

« La première loi de finances qui suivra l'entrée en vigueur du présent article précisera les transferts d'impôts de l'Etat qui se substitueront à la taxe sur les véhicules à moteur (vignette) par la compensation des charges nouvelles supportées par les communes et les départements de la région de Corse en application de la présente loi, et qui ne seront pas compensés par l'application de l'article 118 ci-dessus. »

La parole est à M. le ministre d'Etat, pour défendre l'amendement n° B-69.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Cet amendement a pour objet de tenir compte du nouveau calendrier du fait que la loi a été divisée en deux parties, mais cela ne modifie en rien le fond.

M. le président. La parole est à M. Fourcade, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-7.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. La commission des finances a consacré un très long délai à cet article 120, qui est un des points essentiels du projet de loi puisqu'il détermine les nouvelles ressources fiscales dont vont disposer les collectivités locales pour financer en partie — nous l'avons vu — les compétences qui leur seront transférées.

Le sentiment de tous les membres de cette assemblée — j'ai bien entendu le discours de M. Vallin, hier soir — est unanime : il est clair, monsieur le ministre d'Etat, que les recettes que vous nous proposez ne sont pas parmi les meilleurs impôts que l'Etat collecte sur le territoire national. On a l'impression que l'on a profité de cette opération de transfert de compétences pour alléger l'Etat d'un certain nombre d'impôts à l'assiette un peu figée ou au recouvrement difficile.

Votre commission des finances, dans une première démarche, avait essayé de modifier fondamentalement ce mécanisme en refusant les « cadeaux » qui nous étaient proposés et en tentant de mettre en place un autre mécanisme de transfert. Mais nous nous sommes rendu compte, en discutant avec les commissaires du Gouvernement, qu'il était difficile de trouver un système favorable et facile à appliquer dès la première année. Or, la loi de finances pour 1983 prévoit un premier transfert dès l'année prochaine.

C'est pourquoi l'amendement de la commission des finances a essentiellement deux objets.

Premièrement, il est bien clair que l'on va transférer aux régions et, demain, aux départements non pas des produits fiscaux, mais des assiettes d'impôts. Les départements et les régions pourront, à partir de ces nouvelles assiettes, faire varier les taux de manière à adapter leurs recettes fiscales provenant de ces impôts transférés à l'étendue de leurs charges. Ce n'était pas tellement net dans le texte du Gouvernement ; ce l'est plus dans la rédaction de la commission des finances.

Deuxièmement, il est également envisagé qu'un peu plus tard, lorsque des chiffres indiscutables auront été publiés, lorsque, notamment, on abordera le problème si difficile du transfert des charges sociales aux départements — lesquelles représentent la grosse masse financière des transferts — les lois de finances qui vont, par décisions successives, déterminer les transferts, pourront, en tant que de besoin, « définir les modalités du transfert aux régions et aux départements d'une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers visée à l'article 255 du code des douanes ».

Le recouvrement de cette taxe est, à l'heure actuelle, très centralisé ; par conséquent, son transfert aux collectivités locales poserait des problèmes complexes. Mais nous pensons que le produit des impôts envisagés par le Gouvernement dans l'article 120 ne permettra pas de couvrir d'une manière substantielle le transfert des compétences. Nous indiquons donc que, le cas échéant, c'est vers la taxe intérieure sur les produits pétroliers, dont la collecte est mieux organisée sur l'ensemble du territoire et dont la liaison avec l'activité économique est plus satisfaisante que celle des autres impôts transférés, qu'il faudra se tourner pour permettre de parachever le transfert de fiscalité.

Tels sont, monsieur le président, les deux éléments importants de cet article 120, qui ont paru à la commission des finances nécessaires pour bien organiser le transfert.

J'ajoute au passage que, dans son dispositif, cet amendement rectifie quelques erreurs matérielles et assure une cohérence avec la loi portant statut particulier de la région de Corse, que M. Girod connaît bien.

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie au fond sur ces deux amendements ?

M. Paul Girod, rapporteur. L'amendement présenté par le Gouvernement tient compte, c'est vrai, des modifications de calendrier, plus exactement des explicitations de calendrier que nous avons introduites à l'article 4, mais pour le reste, il maintient le système proposé par l'article 120 dans sa rédaction initiale.

En revanche, l'amendement présenté par M. Fourcade répond à deux préoccupations de la commission des lois.

Elle a exprimé la première en insérant dans l'amendement n° B-33 un alinéa identique à l'avant-dernier alinéa de l'amendement de la commission des finances pour montrer, là encore, que le problème est important. Les deux commissions ont tenu à le marquer par cette concordance de rédaction.

L'autre consiste en une allusion à la taxe intérieure sur les produits pétroliers, qui donne la possibilité de parvenir à une certaine égalité, du moins d'éviter certaines distorsions entre départements.

Pour ces raisons globales et de détail, la commission des lois donne un avis favorable à l'amendement n° B-7 de la commission des finances et retire à son profit l'amendement n° B-33 qu'elle avait déposé.

M. le président. L'amendement n° B-33 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° B-7 ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Monsieur le président, il est prévu qu'un rapport sera établi sur la fiscalité de la Corse et sur son évolution possible. Par conséquent, ce rapport permettra d'y voir tout à fait clair et de prendre les décisions nécessaires.

En ce qui concerne la taxe sur les produits pétroliers, la suggestion est évidemment séduisante. On sait que les prix des produits pétroliers ont tendance à augmenter et que, malgré les efforts des gouvernements, la consommation, même si elle diminue un peu, reste importante.

On a l'impression que, les voitures circulant dans toutes les villes et les villages, chacun pourrait percevoir la taxe. En fait, il n'en va pas ainsi. Il existe peu de raffineries et beaucoup de points de distribution, mais ces derniers — les pompes à essence — sont répartis très inégalement ; ils se trouvent surtout autour des grands axes routiers.

La proposition de la commission des finances à cet égard pose donc des problèmes extrêmement difficiles et le Gouvernement la rejette.

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-7, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 120 est donc ainsi rédigé et l'amendement n° B-69 devient sans objet.

Article additionnel.

M. le président. Par amendement n° B-70, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 120, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le rapport mentionné à l'article 25 de la loi n° 82-659 du 30 juillet 1982 portant statut particulier de la région de Corse : compétences, formulera des propositions pour assurer la compensation des charges nouvelles supportées par les départements de la région de Corse en application de la présente loi et de la loi mentionnée au deuxième alinéa de l'article 4 et qui ne seront pas compensés par les transferts d'impôts prévus à l'article 120 ci-dessus.

« Des lois de finances ultérieures définiront, le cas échéant, les modalités de cette compensation. »

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Cet amendement précise les conditions dans lesquelles sera établi le rapport sur la fiscalité de la Corse.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Girod, rapporteur. Compte tenu du texte que nous venons d'adopter pour l'article 120, il nous semble que cet amendement n'a plus d'objet.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. C'est exact !

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je le déplore, mais c'est logique.

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-70, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

SECTION 4

De la dotation globale d'équipement.

Article 121.

M. le président. « Art. 121. — Il est créé au budget de l'Etat un chapitre intitulé Dotation globale d'équipement des communes.

« Ce chapitre regroupe en 1983, les subventions d'investissement de l'Etat aux communes et à leurs groupements pour la voirie communale et pour l'aménagement des espaces verts forestiers.

« Il regroupe également les autres crédits de subventions aux communes et à leurs groupements déterminés par la loi de finances pour 1983. »

Je suis d'abord saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-34, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, vise, avant l'article 121, à remplacer la division : « Section 4 » par la division : « Sous-section 4. »

Le deuxième, n° B-71, déposé par le Gouvernement, tend, avant l'article 121, à remplacer la division « Section 4 » par la division : « Section 2. »

Le troisième, n° B-72, également présenté par le Gouvernement, a pour objet d'ajouter à l'intitulé de la section 4 les mots : « et des aides à l'équipement rural. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° B-34.

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, une erreur s'étant glissée dans la rédaction de cet amendement, la commission — une fois n'est pas coutume — retire son amendement au profit de celui du Gouvernement qui a exactement le même objet.

M. le président. L'amendement n° B-34 est retiré.

La parole est à M. le ministre d'Etat, pour défendre les amendements n°s B-71 et B-72.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Puisque la commission accepte ces amendements...

M. Paul Girod, rapporteur. Nous n'acceptons que l'amendement n° B-71 !

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. C'est toujours ça ! Puisque la commission accepte l'amendement n° B-71, dis-je, je n'insiste donc pas sur les dispositions qu'il contient.

Quant à l'amendement n° B-72, il s'explique par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie au fond sur l'amendement n° B-72 ?

M. Paul Girod, rapporteur. Nous sommes défavorables à cet amendement, car nous avons prévu une section 2 qui traitera des aides à l'équipement rural.

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-71, accepté par la commission saisie au fond.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-72, repoussé par la commission saisie au fond.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° B-64, M. Chupin propose, au deuxième alinéa de l'article 121, d'ajouter une virgule entre le mot : « groupements » et les mots : « pour la voirie communale ».

Cet amendement est-il soutenu?...

Je constate qu'il ne l'est pas.

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 121.

(L'article 121 est adopté.)

Article additionnel.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-8, présenté par M. Raybaud, au nom de la commission des finances, a pour objet d'insérer, après l'article 121, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. — La globalisation des subventions d'investissement de l'Etat aux communes s'effectue au cours d'une période de trois années à compter du 1^{er} janvier suivant la promulgation de la présente loi.

« II. — Durant cette période, la dotation globale d'équipement évolue dans les conditions prévues à l'article 129. »

Le second, n° B-73, proposé par le Gouvernement, tend à insérer, après l'article 121, un article additionnel ainsi rédigé :

« La globalisation des subventions d'investissement de l'Etat aux communes s'effectue au cours d'une période de trois années à compter de la date de promulgation de la présente loi. »

La parole est à M. Raybaud, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-8.

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. La commission des finances a déposé un amendement qui s'explique par son texte même.

En outre, elle donne un avis favorable à l'amendement du Gouvernement, à condition qu'il le transforme en sous-amendement à l'amendement n° B-8. En effet si, d'aventure, la présente loi était promulguée après le 1^{er} janvier 1983, notre texte empêcherait le D. G. E. d'entrer en vigueur.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, pour défendre l'amendement n° B-73 et donner son sentiment sur l'amendement n° B-8.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. J'accepte de transformer mon amendement en sous-amendement, mais je suis opposé au paragraphe II de l'amendement n° B-8, car la disposition qu'il prévoit figure ultérieurement dans le texte.

M. le président. Ce sera donc le sous-amendement n° B-73 rectifié.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je demande un vote par division sur l'amendement n° B-8.

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie au fond sur l'amendement n° B-8 et le sous-amendement n° B-73 rectifié ?

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, la commission donne un avis favorable à l'amendement n° B-8 qui consacre le principe d'une globalisation progressive, étalée sur trois ans, et de l'évolution de la partie déjà mise en place de la dotation globale d'équipement.

Elle donne un avis également favorable au sous-amendement n° B-73 rectifié du Gouvernement.

M. Raybaud, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Raybaud, rapporteur pour avis.

M. Raybaud, rapporteur pour avis. Monsieur le président, pour tenir compte du texte présenté par le Gouvernement, je modifie mon amendement n° B-8 en remplaçant, au paragraphe I, les mots : « du 1^{er} janvier suivant la promulgation » par les mots : « de la promulgation ».

M. le président. Dès lors, le sous-amendement n° B-73 rectifié, présenté par le Gouvernement, n'a plus d'objet et je suis saisi d'un amendement n° B-8 rectifié, présenté par M. Raybaud, au nom de la commission des finances, et tendant, après l'article 121, à insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« I. — La globalisation des subventions d'investissement de l'Etat aux communes s'effectue au cours d'une période de trois années à compter de la promulgation de la présente loi.

« II. — Durant cette période, la dotation globale d'équipement évolue dans les conditions prévues à l'article 129. »

Conformément à la demande de M. le ministre, je vais le mettre aux voix par division.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe I de l'amendement n° B-8 rectifié, accepté par la commission des lois et par le Gouvernement.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe II de l'amendement n° B-8 rectifié, accepté par la commission des lois et repoussé par le Gouvernement.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'amendement n° B-8 rectifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un article additionnel ainsi rédigé est donc inséré dans le projet de loi, après l'article 21.

Article 122.

M. le président. « Art. 122. — La dotation globale d'équipement définie à l'article précédent est répartie chaque année entre l'ensemble des communes et de leurs groupements qui réalisent des investissements, après consultation du comité des finances locales :

« 1° A raison de 80 p. 100 au moins au prorata des dépenses réelles directes d'investissement de chaque commune et groupe-ment de communes ;

« 2° Le solde pour majorer, en tant que de besoin, la dotation :

« a) Des communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble

des communes de même importance, telles qu'elles sont définies par l'article L. 234-7 du code des communes ;

« b) Des communes et de leurs groupements qui réalisent des travaux d'équipement dans le cadre d'une charte intercommunale ;

« c) Des groupements bénéficiant d'une fiscalité propre. »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-9, présenté par M. Raybaud, au nom de la commission des finances, tend à rédiger ainsi cet article :

« La dotation globale d'équipement définie à l'article précédent est répartie chaque année entre l'ensemble des communes et de leurs groupements qui réalisent des investissements, après consultation du comité des finances locales :

« 1° A raison de 45 p. 100 au prorata des dépenses réelles directes d'investissement de chaque commune et groupement de communes ;

« 2° A raison de 45 p. 100 en tenant compte du potentiel fiscal de la commune, de la population permanente et saisonnière de la commune, du nombre de logements construits durant les trois dernières années connues sur le territoire de la commune, du nombre d'enfants scolarisés et de la longueur de la voirie rurale, urbaine ou autre, classée dans le domaine public communal et des charges de remboursement d'emprunts de la commune.

« La population saisonnière peut être évaluée forfaitairement à partir de la capacité d'accueil existante ou en cours de création. Il n'est tenu compte de la population saisonnière que pour les communes qui justifient d'une augmentation saisonnière de population d'au moins 35 p. 100. La population permanente est alors majorée de 50 p. 100 de la population saisonnière excédant 35 p. 100 de la population permanente ;

« 3° Le solde pour majorer, en tant que de besoin, la dotation :

« a) Des communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des communes de même importance, telles qu'elles sont définies par l'article L. 234-7 du code des communes ;

« b) Des groupements bénéficiant d'une fiscalité propre, sans que cette attribution puisse, en aucun cas, constituer une incitation à des modifications de structures administratives locales. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° B-35, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, qui vise à rédiger ainsi l'alinéa b du paragraphe 3° du texte proposé : « b) Des districts et des communautés urbaines. »

Le deuxième amendement, n° B-53, présenté par M. Larché et le groupe de l'U.R.E.I., a pour objet de supprimer l'alinéa b du paragraphe 2° de cet article.

Le troisième, n° B-83, présenté par M. Vallin et les membres du groupe communiste et apparenté, tend à supprimer l'alinéa c du paragraphe 2° de cet article.

La parole est à M. Raybaud, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-9.

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Le texte du projet gouvernemental substitue, comme critère presque exclusif de répartition de la D.G.E. des communes, les dépenses réelles d'investissement aux divers critères objectifs retenus par le Sénat lors de la discussion du projet sur le développement des responsabilités, en première lecture en 1979.

Ce choix, s'il semble justifié, demande à être partiellement corrigé par la référence à ces critères objectifs qui ont été longuement analysés par le Sénat en 1979, à savoir : la population permanente et saisonnière de la commune ; le nombre de logements construits ; le nombre d'enfants scolarisés ; la longueur de la voirie publique.

Par souci de réalisme, les charges d'emprunt seront, en outre, prises en compte.

La répartition du solde, dont le montant est fixé à 10 p. 100 de la D.G.E. des communes à l'échelon national, sera affectée : aux communes dont la richesse fiscale est inférieure à la moyenne ; aux groupements à fiscalité propre, sans qu'aucune forme d'incitation financière au regroupement communal ne soit ouverte.

Je demanderai à M. le rapporteur de bien vouloir, soit retirer son sous-amendement, soit le modifier pour qu'il puisse correspondre avec mon texte. Je fais allusion au mot « district », car tous les districts ne sont pas dotés d'une fiscalité propre.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre le sous-amendement n° B-35 et donner l'avis de la commission sur l'amendement n° B-9.

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, l'article 122 du projet de loi pose un certain nombre de problèmes.

Tout d'abord, le critère de répartition choisi par le Gouvernement pour la D.G.E. est en rupture fondamentale avec ceux qui avaient été envisagés par le Sénat au moment de la création provisoire — en effet, la discussion a été interrompue ensuite — de la dotation globale d'équipement dans le cadre de la loi « Bonnet ».

Le Sénat, à l'époque, avait raisonné de la façon suivante : la dotation globale d'équipement se substitue à un grand nombre de subventions spécifiques accordées par les différents ministères. Elle est attribuée aux communes en fonction de leurs besoins réels d'investissement — nous avons cherché à les déterminer — l'objectif étant de permettre à toutes les communes, même petites et peu argentées, d'accéder à l'investissement. Les critères qui avaient été choisis concernaient, notamment, la longueur des chemins, le nombre d'enfants scolarisés, le nombre des maisons construites depuis trois ans, etc.

Le Gouvernement adopte une logique complètement différente qui consiste à aider systématiquement les communes qui investissent sans se préoccuper de savoir si celles qui ne le font pas s'en abstiennent parce qu'elles ne veulent pas investir ou parce qu'elles n'en ont pas les moyens.

L'optique du Gouvernement semble reposer sur l'aide à l'activité économique par le biais de l'investissement et, par conséquent, sur le souci d'aider ceux qui vont de l'avant. Ce serait légitime s'il n'y avait pas d'autre frein que la volonté locale en matière d'investissement. Mais il y en a d'autres et c'est la raison pour laquelle le Sénat avait adopté une autre logique.

Devant ce changement d'optique, la commission des lois s'est longuement interrogée et, constatant que la commission des finances propose une solution de moyen terme entre les deux thèses — toutes deux peut-être trop exclusives — elle a donné son accord à la proposition de la commission des finances qui tend à répartir la dotation globale d'équipement en fonction, pour une moitié, des programmes d'investissement de l'année et, pour l'autre moitié, des besoins et des objectifs des communes.

Mais le texte du Gouvernement avait d'autres défauts : d'une part, il limitait l'attribution de la dotation globale d'équipement à 80 p. 100, en fonction du critère de l'investissement et, pour le reste, il augmentait la dotation des communes qui touchaient déjà, soit parce qu'elles étaient particulièrement démunies sur le plan fiscal, ce que personne ne conteste, soit parce qu'elles effectuaient leurs investissements dans le cadre d'une charte intercommunale, dont personne ne sait exactement de quoi il s'agit.

Par conséquent, le seul fait de prévoir un abondement de subventions au profit de communes adhérant à un système imprécis ouvrirait des possibilités de contentieux étendu, sans parler de l'incitation insidieuse de ce dispositif à des regroupements dont personne ici ne veut qu'ils aient lieu pour des motifs autres qu'objectifs. C'est ce qu'on recouvre généralement sous l'appellation de « pression insidieuse au regroupement ».

Plus grave encore, le système accordait une prime de dotation d'équipement aux groupements bénéficiant d'une fiscalité propre. Cela peut créer des difficultés car, à l'heure actuelle, certains districts et les communautés urbaines bénéficient déjà d'un surcroît de subventions et, si l'on interrompait le système brusquement, ces collectivités se trouveraient en situation difficile.

Il n'était donc pas opportun de mentionner les « groupements bénéficiant d'une fiscalité propre » dans une loi qui s'appliquera pendant une longue période et alors que nous ne connaissons rien de la future loi de coopération intercommunale que le Gouvernement prépare et dont on ne sait pas, en particulier, si elle prévoira une incitation assez vigoureuse en faveur des groupements à fiscalité propre, lesquels, je le rappelle au Sénat, démunissent les conseils municipaux de leur principale responsabilité, qui est celle de voter l'impôt ; c'était déjà difficilement admissible sous l'empire de l'ancienne loi fiscale locale, mais c'est complètement inadmissible, pour la commission des lois, dans la situation actuelle où les collectivités territoriales et locales ont la liberté de faire varier le taux des quatre taxes selon leur seule volonté, indépendamment les unes des autres.

En effet, la situation suivante pourrait se produire : une commune a une politique fiscale ; le groupement dont elle fait partie en a une différente et s'adresse directement aux contri-

buables de la commune « par dessus la tête » du conseil municipal ; dans ces conditions, le contribuable ne s'y retrouve plus et ne sait plus qui sanctionner, s'il est mécontent, de la municipalité qui opère selon ses vœux et qui est la seule pour laquelle il vote, ou de la communauté à laquelle il n'adhère que par une voie indirecte et sur laquelle il n'a aucun moyen de pression.

C'est pour éviter la généralisation éventuelle des systèmes de coopération à fiscalité propre que la commission des lois a cherché une formule. Elle a constaté que la commission des finances, dans son amendement, avait supprimé l'alinéa b) — ce qui comblait ses vœux — et proposé pour l'alinéa c) un dispositif qui lui semble — j'espère que M. le rapporteur de la commission des finances ne verra pas de malice dans mon observation — presque aussi dangereux que celui proposé par le Gouvernement.

Elle a donc cherché à stabiliser la situation à cet égard, au point où nous en sommes, sans créer de risques d'aggravation.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé le sous-amendement n° B-35 par lequel nous entendons limiter cet ajout en matière de dotation globale d'équipement aux organismes qui bénéficient déjà d'un supplément de subventions.

Il est vrai que la rédaction porte à critique. M. Raybaud a fort justement fait remarquer que, si nous limitons ce surcroît de dotation aux districts et aux communautés urbaines, nous l'étendons en réalité à tous les districts dont certains n'ont pas actuellement de fiscalité propre, et, par conséquent, d'après notre propre logique, pas de raison de recevoir un supplément de subventions.

C'est pourquoi, monsieur le président, je modifie le sous-amendement n° B-35 dans les termes suivants :

« Rédiger ainsi l'alinéa b) du 3° du texte proposé pour cet article par l'amendement n° B-9 :

« b) des districts disposant d'une fiscalité propre et des communautés urbaines. »

Sous réserve que le Sénat adopte son sous-amendement, la commission donne un avis favorable à l'amendement de la commission des finances.

M. le président. Je suis donc saisi d'un sous-amendement n° B-35 rectifié à l'amendement n° B-9, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, et tendant à rédiger ainsi l'alinéa b) du paragraphe 3° du texte proposé :

« b) des districts disposant d'une fiscalité propre et des communautés urbaines. »

Quel est l'avis de la commission des finances sur ce sous-amendement rectifié ?

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Elle est favorable au sous-amendement tel que vient de le modifier M. Girod.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. La question du choix des critères pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement est très délicate et je n'ai pas la prétention d'y apporter aujourd'hui une solution parfaite et encore moins définitive.

Néanmoins, il faut éviter de faire certaines confusions. D'une part, il y a les critères de distribution de la dotation globale de fonctionnement, dotation répétitive, donc versée chaque année pour des dépenses sensiblement égales, même si elles évoluent avec le taux d'inflation, et dont on connaît à l'avance le montant. D'autre part, il en va tout différemment pour la dotation globale d'équipement. Ainsi, certaines années, la part des dépenses d'équipement dans les budgets communaux peut varier sensiblement. A Marseille, par exemple, il est arrivé à plusieurs reprises que ce taux dépasse 50 p. 100 du budget communal total alors que, d'autres années, ce même taux retombe aux alentours de 30 p. 100, proportion semblable à celle d'un certain nombre d'autres villes. Si l'on procède à la construction d'une ligne de métro ou d'une grande station d'épuration, à une importante opération d'équipement, la situation n'est pas comparable à ce qu'elle est en année normale.

Par ailleurs, le système proposé aboutit à avantager des communes qui ne réalisent que très peu d'équipements, en moyenne 100 francs par an et par habitant quand on se réfère à ce qui s'est fait de 1976 à 1978.

Il faut, enfin, ajouter un argument qui n'a pas été avancé, à savoir qu'il existe maintenant une D.G.E. départementale qui

n'avait pas encore été créée au moment où le précédent projet avait été déposé. Cela change la situation puisque le département répartit des crédits entre les communes.

Certes, je suis d'accord pour que les petites communes rurales bénéficient de certains avantages, mais il ne faut quand même pas exagérer, sinon on aboutirait à des disparités extrêmement choquantes.

A la lecture des données chiffrées, on s'aperçoit que, dans le projet du Gouvernement, les communes urbaines reçoivent 24 francs par habitant, les communes rurales 72,4 francs par habitant, et l'ensemble des communes de France 36 francs par habitant. Si on aggravait encore cette disparité, il en résulterait un déséquilibre tout à fait préjudiciable à un certain nombre de communes qui ont besoin de réaliser des équipements.

C'est pourquoi, bien que convaincu du fait que le projet du Gouvernement peut être encore amélioré, je me prononce, malgré tout, contre l'amendement de la commission des finances.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres, pour défendre l'amendement n° B-53.

M. Jacques Descours Desacres. Cet amendement avait pour objet de supprimer le b) du 2° du texte du projet de loi. Comme ce b) du 2° disparaît dans le texte de la commission des finances, cet amendement ne peut qu'être mis en réserve, si je puis m'exprimer ainsi, au cas où l'amendement de la commission des finances ne serait pas adopté.

Cependant, la commission des lois a proposé, pour sa part, un sous-amendement à l'amendement de la commission des finances, et dans l'exposé qu'il vient de nous faire, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a souligné à nouveau combien il est difficile de répartir équitablement une ressource attribuée par l'Etat entre les différentes catégories de communes sans même parler des différentes communes à l'intérieur de chaque catégorie.

En outre, j'ai le sentiment que nous allons entamer maintenant une grande discussion de principe qui porte, en réalité, sur des sommes relativement peu importantes. Je regrette que les commissions — tout au moins à ma connaissance — n'aient pas été saisies d'une simulation de répartition qui nous aurait permis de mieux nous rendre compte de ce que serait celle-ci, car les variations de pourcentages sont très difficiles à apprécier au cours d'une discussion comme celle-ci.

Pour en revenir au sous-amendement de la commission des lois qui, dans une certaine mesure, peut être évoqué à propos de l'amendement de M. Larché, je me demande s'il est opportun de l'adopter.

Si cette réserve de 10 p. 100 est prévue, c'est tout de même pour aider les villes et les groupements qui ont un potentiel fiscal relativement insuffisant, ce qui est d'ailleurs le cas, je le sais, de certaines communautés ou de certaines grandes villes.

Dans ces conditions, n'aurait-il pas été plus normal, non seulement de supprimer le b) du 2° du texte du Gouvernement, mais également le b) du 3° du texte de la commission des finances, compte tenu des observations de la commission des lois, en indiquant seulement, au 3°, que serait réparti « le solde pour majorer, en tant que de besoin, la dotation des communes et de leurs groupements dont le potentiel fiscal moyen par habitant est inférieur au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des communes et des groupements de même importance ». Ainsi, nous ne ferions pas de distinction entre le fait d'avoir ou de ne pas avoir une fiscalité propre, et entre catégories de groupements, car il y a celles qui existent, mais d'autres noms vont peut-être encore être inventés, et cette formule nous paraîtrait plus simple.

M. le président. La parole est à M. Ooghe, pour défendre l'amendement n° B-83.

M. Jean Ooghe. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, la raison de l'amendement du groupe communiste est simple. Nous sommes déterminés par une position de principe : nous considérons que le droit de lever l'impôt doit demeurer la prérogative des seules collectivités territoriales.

Je profiterai de cette occasion pour poser une question à M. le ministre d'Etat. Le texte de cet article prévoit que la dotation globale d'équipement évoluera en fonction des dépenses réelles d'investissement. Pouvez-vous préciser, monsieur le ministre, l'année de référence que vous comptez utiliser pour déterminer la dotation qui sera attribuée aux communes ? Je

précise ma question : voulez-vous envisager de prendre en compte les dépenses du dernier compte administratif ? Quoi qu'il en soit, nous souhaitons que les conditions et les délais de versement de la dotation globale d'équipement favorisent les investissements — et cela le plus rapidement possible — et n'aient pas pour conséquence de reporter le vote des budgets.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces deux amendements ?

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, s'agissant de l'amendement n° B-54, M. Descours Desacres a bien voulu constater qu'il était satisfait par l'amendement de la commission des finances, accepté par la commission des lois.

J'en profiterai pour tenter d'éclaircir cette fameuse histoire du c) ou du b) du 3° de l'amendement de la commission des finances.

Cette affaire des districts, des communautés urbaines ou des groupements à fiscalité propre est une affaire délicate. Comme je l'ai déclaré tout à l'heure, nous ne voulons à aucun prix que ce mode de perception de l'impôt par des collectivités s'adressant directement aux contribuables, par-dessus la tête de la collectivité de base qu'est la commune, se généralise.

Mais nous avons été obligés de prendre en compte l'existence d'un ajout de subvention en faveur des districts et des communautés urbaines à fiscalité propre. Le supprimer purement et simplement aurait probablement créé quelques difficultés budgétaires inextricables à ces collectivités. C'est la raison pour laquelle, sans aucun enthousiasme, la commission des lois a accepté le b) du 3° de l'amendement de la commission des finances qui vise cette affaire ; elle essaie cependant d'en restreindre encore la portée qui nous semblait trop proche de celle du Gouvernement, en ce sens qu'elle laissait l'avenir vierge à une éventuelle généralisation du système. Elle a donc préféré la limiter à ceux qui en bénéficient aujourd'hui et à eux seuls. C'est un pis-aller et ce n'est pas glorieux pour autant.

Cela me permet de répondre à M. Ooghe que, sur le fond, le sentiment de la commission des lois est le même que le sien. Il le sait bien d'ailleurs, puisque nous en avons discuté en commission. Nous ne voulons pas d'un système qui permette à une collectivité regroupant des communes de lever l'impôt directement sur les contribuables. C'est du ressort du conseil municipal et de lui seul.

Cela dit, nous sommes placés devant une situation que nous devons prendre en compte, sans plus. Donc, d'une certaine façon, vous avez satisfaction, monsieur Ooghe, sinon dans la totalité de la lettre de votre amendement, du moins dans son esprit.

Je dirai enfin à M. le ministre d'Etat, qui nous a cité des chiffres — et je déplorerai, comme M. Descours Desacres, que l'on n'ait eu connaissance des résultats des simulations que très tardivement — le débat sur le texte était déjà engagé — qu'à trop les manipuler, on risquait de commettre des erreurs. Vous nous avez fait remarquer la différence qui existait entre les grandes villes, dont une que vous connaissez bien...

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Et les villes moyennes.

M. Paul Girod, rapporteur. ... les villes moyennes et les petites communes. Monsieur le ministre d'Etat, les petites communes, si vous voulez mon sentiment, ne se situent en général pas là où on les classe, en ce sens qu'on prétend qu'elles manquent de potentiel fiscal — et il est tout à fait vrai qu'elles en manquent quelquefois moins que certaines communes urbaines. Les charges des petites communes résultent de trois dépenses précises : un coût élémentaire d'administration plus élevé ; une longueur des réseaux de toutes sortes, démentielle par rapport à la ville — en effet, à la campagne, pour desservir un habitant, il faut quelquefois construire 250 mètres de routes, de canalisations d'eau ou d'assainissement, de ligne téléphonique — vous me direz que ce n'est pas la commune qui paie cette dernière — ou pour l'électrification — là ce sont elles qui en assument la charge, pour une part tout au moins ; enfin, l'entretien des bâtiments communaux.

Je ne crois pas, monsieur le ministre d'Etat, que beaucoup de villes aient à assumer l'entretien d'une école, même petite, d'un logement d'instituteur, d'une église et d'une mairie, même modeste, pour 90 habitants. Si l'on appliquait le même coefficient aux villes, on aboutirait à une « explosion » des édifices du culte des villes, qui mettrait immédiatement leur budget à plat, et c'est ce qui se passe dans les communes rurales.

C'est la raison pour laquelle nous sommes attachés à cette définition, en particulier en fonction de la longueur du réseau car c'est là qu'est la charge. La commune rurale est en diffi-

culté, non pas parce qu'elle manque de ressources, mais parce que les charges imposées englobent 90 p. 100 de leur budget.

Dans la mesure où la dotation globale d'équipement sera inscrite à la section investissement de la commune et, par conséquent, où elle pourra être utilisée pour rembourser le capital des emprunts, cela répond à l'objection que vous élevez quant au caractère irrégulier de l'investissement; en effet, si l'investissement est matériellement irrégulier, son amortissement par le biais des emprunts est, lui, beaucoup plus régulier dans le budget des communes.

C'est pourquoi nous souhaitons que l'amendement de la commission des finances, juste milieu entre la doctrine qui se fonde sur les besoins mesurés au moyen de certains critères et votre doctrine gouvernementale qui vise à suivre ce que réalisent les communes me semble une bonne solution.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces amendements ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. J'ai déjà répondu à M. Girod.

S'agissant de l'amendement n° B-83 défendu par M. Ooghe, je dirai que les communautés urbaines et les districts existent et qu'ils disposent d'une fiscalité propre. Ce n'est donc pas par le biais d'un amendement ou d'un article additionnel que l'on peut modifier brusquement cette situation.

Je me permets donc, dans ces conditions, de lui demander de bien vouloir retirer son amendement. Je sais qu'un problème réel se pose, je suis prêt à l'examiner, mais dans d'autres conditions s'il le veut bien.

S'agissant de l'année de référence — il m'a posé cette question — ce sera l'année en cours. Les communes devront indiquer quels seront leurs besoins afin que les crédits demandés leur correspondent le plus exactement possible.

M. le président. Monsieur Ooghe, votre amendement est-il maintenu ?

M. Jean Ooghe. M. le ministre a bien voulu noter que notre amendement correspondait à une position de principe. Nous continuerons de la défendre à l'avenir. Pour l'heure je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement n° B-83 est retiré.

Je vais mettre aux voix le sous-amendement n° B-35 rectifié.

M. Jacques Descours Desacres. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le président, j'ai déjà dit combien toute répartition de cette nature me paraissait arbitraire et qu'une formule ou une autre laissait certainement planer le même arbitraire. Je comprends parfaitement que les situations actuelles ne doivent pas être bouleversées. M. le rapporteur nous a indiqué qu'il s'agissait « des districts et des communautés urbaines à fiscalité propre et des communautés actuellement existantes ». Or cela n'est pas précisé dans le texte.

M. Paul Girod, rapporteur. On peut ajouter les mots « également existantes ».

M. Marc Bécam. Cela n'est pas possible. Et si on en crée d'autres ?

M. Paul Girod, rapporteur. Si, on pourrait ajouter les mots : « actuellement existantes ».

M. Jacques Descours Desacres. Je me permets, ensuite, de poser une question à M. le ministre d'Etat qui vient de nous dire à l'instant que ce seraient les investissements de l'exercice en cours qui seraient pris en compte — je crois que ce sont les termes qu'il a employés. Autrement dit, supposons la dotation globale d'équipement en application — je fais de la prospective — et considérons l'année 1990. Au début de l'année 1990, la commune devra-t-elle dire : j'ai des projets pour 1990 pour lesquels j'ai établi des dossiers ? Ne serait-il tout de même pas plus raisonnable de prendre en compte les investissements qui ont été effectivement réalisés en 1989 ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Il y aura d'abord un chiffre global. Les communes feront connaître, à l'occasion du budget primitif, les investissements qu'elles comptent réaliser. C'est à ce moment-là que le crédit complémentaire sera accordé, compte tenu des équipements à aménager dans l'année en cours.

Tel est le système que je vous propose, je n'en connais pas de meilleur.

Je considère que le système que vous avez mis en place avec la D.G.E. dans lequel on reçoit les crédits avec un ou deux ans de retard est un mauvais système. Le mien n'est pas parfait mais j'essaie d'améliorer ce qui existe.

M. Jacques Descours Desacres. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Je vous prie de m'excuser, monsieur le ministre d'Etat, mais je n'ai pas spécialement mis en place le système de la D.G.E.

Je voudrais vous faire remarquer que, dans beaucoup de communes, c'est au moment de l'élaboration du budget supplémentaire que l'on inscrit les crédits nécessaires à la réalisation des programmes que l'on a envisagés effectivement en début d'année mais sans savoir, par exemple, s'ils auront toutes les « bénédictions » possibles, ni si les emprunts pourront être contractés. Par conséquent, les communes concernées risquent d'être lésées pour tous les investissements qu'elles auront finalement réalisés définitivement dans le courant d'une année.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Monsieur le président, chacun sa méthode. Des municipalités inscrivent les crédits d'équipement au moment du budget supplémentaire, d'autres au moment du budget primitif. C'est mon cas. Si vous les inscrivez au budget supplémentaire vous n'aurez rien après, si vous les inscrivez au budget primitif, vous les aurez en cours de réalisation. Croyez-moi, les maires préfèrent certainement ma formule.

M. Marc Bécam. Moi je vais le mettre l'année avant !

M. le président. Ce sous-amendement, qui portera le n° 35 rectifié bis, est donc le suivant :

« Rédiger ainsi l'alinéa b du paragraphe 3° du texte proposé : « b) Des districts disposant d'une fiscalité propre et des communautés urbaines existant à la date de publication de la présente loi. »

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° B-35 rectifié bis, accepté par la commission des lois et la commission des finances et repoussé par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° B-9, ainsi modifié.

M. Marc Bécam. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bécam pour explication de vote.

M. Marc Bécam. Je suis un peu étonné des propos que M. le ministre d'Etat vient de tenir parce qu'il est bien évident que le système va encourager l'inscription de crédits d'investissement même si la commune n'est pas assurée, à l'évidence, de réaliser les travaux dans les six mois qui viennent. A mon avis, il va y avoir un écart croissant entre la totalisation des projets prévus par les communes et la réalisation concrète à la fin de l'année ou l'année suivante. Chacun d'entre nous le sait, car nous sommes tous maires et vous l'êtes, monsieur le ministre d'Etat, depuis bien plus longtemps que moi ; pour ma part, je ne le suis que depuis cinq ans et demi, mais cela m'a suffi pour voir qu'il faut être en permanence — passez-moi cette expression vulgaire — « sur le dos » des services, « sur le dos » de l'ensemble des administrations pour faire en sorte que ce que l'on a prévu au budget primitif soit effectivement réalisé à 80 ou 90 p. 100 à la fin de l'année. Les communes qui réalisent les trois quarts de ce qui était prévu au budget primitif sont d'ailleurs considérées comme assez proches d'une bonne gestion.

C'est la raison pour laquelle nous avons imaginé que les critères retenus seraient ceux de l'année précédente et cela n'était pas particulièrement choquant. Cependant, puisque vous avez dit

que l'on prendrait le critère de l'année en cours; je vous assure que je m'y adapterai sans aucune difficulté!

Néanmoins, je voterai l'amendement n° B-9 de la commission des finances de préférence au texte du projet, parce qu'il introduit des paramètres de nature à corriger l'injustice du texte. L'expérience de la taxe professionnelle, par exemple, nous a suffisamment montré que lorsque l'on prend deux paramètres pour l'établir, il y a des gens qui sont très favorisés, qui ont obtenu des baisses considérables par rapport à la patente et d'autres qui ont subi des croissances tout à fait aberrantes, inconvenient qui n'existe avec les paramètres — ils m'ont d'ailleurs rappelé des souvenirs pas si lointains — que M. Raybaud a introduits dans ce texte.

Je voterai cet amendement, mais je ne regrette qu'une chose, messieurs les rapporteurs, c'est que, dans ces paramètres, on ne se soit pas souvenu qu'une route de montagne coûte quatre fois plus cher qu'une route de plaine. Pour ma part, je suis à chaque fois plus impressionné quand je me rends en montagne, de constater qu'à la fin de chaque hiver les routes sont éclatées, alors que celles de régions plus tempérées ne subissent pas ces inconvenients.

On ne peut arriver à la perfection. Je suis très favorable à l'amendement de la commission des finances car, par des paramètres complémentaires, il corrige les injustices que présente le projet de loi.

En définitive, monsieur le président, nous nous battons sur une question de principe. En effet, cela jouera sur de faibles sommes, qui sont dix, douze ou treize fois inférieures au montant de la dotation globale de fonctionnement. Par conséquent, n'entendons pas, dans l'esprit des maires ou des présidents de conseils généraux, une espérance qui sera déçue puisqu'il ne s'agit que de quelque milliards de francs, ce qui ne représente pas grand-chose par rapport à la totalité de nos budgets.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix, modifié, l'amendement n° B-9, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe de l'union des républicains et des indépendants.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 34 :

Nombre de votants	302
Nombre des suffrages exprimés	197
Majorité absolue des suffrages exprimés..	99
Pour l'adoption	197

Le Sénat a adopté.

L'article 122 est donc ainsi rédigé et l'amendement n° B-53 devient sans objet.

Article 123.

M. le président. « Art. 123. — La dotation est inscrite à la section d'investissement du budget de la commune ou du groupement, qui l'affecte au financement des investissements de son choix. » — (Adopté.)

Article 124.

M. le président. « Art. 124. — Il est créé au budget de l'Etat un chapitre intitulé : « Dotation globale d'équipement des départements. »

« Ce chapitre regroupe les subventions d'investissement de l'Etat aux départements pour la réalisation de leurs investissements ainsi que les subventions d'investissement de l'Etat pour le financement des travaux d'équipement rural suivants : aménagements fonciers, travaux d'hydraulique d'intérêt local, eau et assainissement, bâtiments d'habitation, habitat autonome des jeunes agriculteurs, aménagements d'accueil, d'animation, de loisirs, création et protection des jardins familiaux, études de plans d'aménagement rural, électrification rurale telles qu'elles figurent au budget du ministère de l'agriculture.

« Ce chapitre regroupe également les subventions d'investissement de l'Etat au titre de la modernisation de l'hôtellerie rurale qui figurent au budget du ministère de l'économie et des finances (charges communes). »

Sur cet article, je suis d'abord saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-10, présenté par M. Raybaud, au nom de la commission des finances, et le deuxième, n° B-36, proposé par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, sont identiques. Tous deux tendent, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots suivants :

« 1) Eau et assainissement,

« 2) Electrification rurale, ».

Enfin, par le troisième, n° B-54, M. Larché et le groupe U.R.E.I. proposent, au deuxième alinéa de cet article, après les mots : « jardins familiaux », de supprimer les mots : « , études de plan d'aménagement rural, électrification rurale ».

La parole est à M. Raybaud, rapporteur pour avis.

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Votre commission vous propose de ne pas soumettre à la globalisation les crédits d'équipement du budget de l'Etat pour l'eau et l'assainissement ainsi que pour l'électrification rurale, afin de leur conserver leur caractère spécifique qu'apprécient les élus locaux, compte tenu de l'importance des travaux en cause.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre son amendement n° B-36.

M. Paul Girod, rapporteur. La commission des lois a déposé un amendement identique à celui de la commission des finances pour marquer l'importance de ce problème. Cependant, elle retire son amendement au profit de celui de M. Raybaud.

M. le président. L'amendement n° B-36 est retiré.

La parole est à M. Descours Desacres, pour défendre l'amendement n° B-54.

M. Jacques Descours Desacres. Pour faciliter le déroulement de nos débats, je retire cet amendement qui rejoint, pour l'essentiel, ceux des commissions.

M. le président. L'amendement n° B-54 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° B-10 ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Contre !

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-10, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° B-37, M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, propose de compléter *in fine* l'article 124 par l'alinéa suivant :

« Pour le calcul de la dotation globale d'équipement des départements, le montant de chaque subvention spécifique faisant l'objet d'une globalisation ne peut être inférieur au montant moyen de cette subvention pendant les trois années précédant cette globalisation. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Quelque confiance que l'on puisse faire à un Gouvernement, il peut être confronté à un certain nombre de difficultés. Les subventions pourraient, par exemple, s'étioler.

C'est pourquoi la commission des lois souhaite que la dotation globale des départements soit calculée sur la valeur moyenne des subventions des trois dernières années.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, Contre !

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-37, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 124, modifié.

(L'article 124 est adopté.)

Article 125.

M. le président. « Art. 125. — La dotation globale d'équipement est répartie chaque année entre les départements, après consultation du comité des finances locales :

« 1° A raison de 45 p. 100 au plus au prorata des dépenses réelles directes d'investissement de chaque département ;

« 2° A raison de 45 p. 100 au plus au prorata des subventions versées par chaque département pour la réalisation des travaux d'équipement rural.

« Le solde est destiné à majorer, en tant que de besoin, la dotation des départements dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements. »

Par amendement n° B-74, le Gouvernement propose, dans le dernier alinéa de cet article, de remplacer les mots : « la dotation des », par les mots : « les attributions mentionnées ci-dessus pour les ».

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Monsieur le président, il s'agit d'une rectification de forme, qui est importante, car elle a pour objet d'éviter une confusion.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Girod, rapporteur. Sagesse !

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie pour avis ?

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Sagesse également !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-74, pour lequel la commission des lois et la commission des finances s'en remettent à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 125, ainsi modifié.

(L'article 125 est adopté.)

Article 126.

M. le président. « Art. 126. — La dotation est inscrite à la section d'investissement du budget du département qui l'utilise librement pour le financement de ses investissements.

« Le département répartit entre les différents maîtres d'ouvrage qui réalisent des travaux d'équipement rural le montant de dotation qu'il reçoit au titre du 2° de l'article précédent. Dans le cadre des lois et règlements, il définit les règles d'attribution de ces subventions. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements et d'un sous-amendement qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier amendement, n° B-75, présenté par le Gouvernement, vise à rédiger ainsi cet article :

« La dotation est inscrite à la section d'investissement du budget du département.

« Le département répartit entre les différents maîtres d'ouvrage qui réalisent des travaux d'équipement rural le montant de l'attribution qu'il reçoit au titre du troisième alinéa (2°) de l'article précédent.

« Le département doit fonder ses décisions sur des règles générales en tenant compte, notamment, des priorités définies par les différents maîtres d'ouvrage. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° B-81, présenté par M. Raybaud, au nom de la commission des finances et qui est ainsi conçu :

I. — « Après le premier alinéa du texte proposé par l'amendement n° B-75 du Gouvernement, insérer l'alinéa suivant :

« Le département utilise librement le montant de l'attribution qu'il reçoit au titre du deuxième alinéa (1°) de l'article précédent. »

II. — « Dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le troisième alinéa de cet article, remplacer les mots : « en tenant compte, notamment, », par les mots : «, dans le cadre des lois et règlements, et tient compte ».

III. — « Compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le troisième alinéa de cet article par les dispositions suivantes :

« Ces règles ne peuvent, en aucun cas, constituer des incitations à des modifications de structures administratives locales. »

Le deuxième amendement, n° B-11, présenté par M. Raybaud, au nom de la commission des finances, a pour objet de compléter *in fine* cet article par les mots suivants : « qui ne peuvent en aucun cas constituer des incitations à des modifications de structures administratives locales. »

La parole est à M. le ministre d'Etat, pour défendre l'amendement n° B-75.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Cet amendement précise les conditions d'utilisation de la dotation globale d'équipement.

M. le président. La parole est à M. Raybaud, rapporteur pour avis, pour présenter son sous-amendement n° B-81 et son amendement n° B-11.

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Le présent sous-amendement tend, dans un souci de conciliation, à compléter la rédaction du Gouvernement sur trois points : rappeler le principe de liberté d'emploi des sommes attribuées au prorata de l'effort d'investissement ; replacer les règles d'attribution des aides à l'équipement rural dans leur cadre législatif ; empêcher que l'attribution de ces aides ne conduise à des modifications de structures.

L'amendement n° B-11 n'aurait plus de raison d'être si l'amendement n° B-75 du Gouvernement, modifié par mon sous-amendement, était adopté.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n° B-75 et B-11 ainsi que sur le sous-amendement n° B-81 ?

M. Paul Girod, rapporteur. La commission des lois est favorable à l'amendement du Gouvernement, ainsi qu'au sous-amendement de la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Le Gouvernement accepte le sous-amendement de la commission des finances.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° B-81, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, l'amendement n° B-75, accepté par les deux commissions.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 126 est donc ainsi rédigé et l'amendement n° B-11 n'a plus d'objet.

Article additionnel.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements et de deux sous-amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier amendement, n° B-12, déposé par M. Raybaud, au nom de la commission des finances, a pour objet d'insérer, après l'article 126, un article additionnel ainsi rédigé :

« Chaque année, la loi de finances détermine les dotations définies aux articles 121 et 124 de la présente loi par application du taux de croissance de la formation brute du capital fixe de l'Etat prévu pour l'année à venir, tel qu'il est estimé dans la projection économique présentée en annexe au projet de la loi de finances. »

Cet amendement est assorti de deux sous-amendements.

Le premier, n° B-59, présenté par M. du Luart et les membres du groupe de l'U.R.E.I., tend, dans le texte proposé par l'amendement n° B-12, à remplacer les mots : « de l'Etat » par les mots : « des administrations publiques ».

Le second, n° B-78, présenté par le Gouvernement, vise à ajouter à la fin du texte proposé pour cet article par l'amendement n° B-12 les dispositions suivantes : « compte tenu de l'évolution de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ».

Le second amendement, n° B-84, présenté par M. Vallin et les membres du groupe communiste et apparenté, a pour objet d'insérer, après l'article 126, un article additionnel ainsi rédigé :

« Chaque année, la loi de finances détermine les dotations globales d'équipement des communes, et celles des départements définies aux articles 121 et 124 de la présente loi, selon les modalités prévues à l'article 102 de la loi du 2 mars 1982. »

La parole est à M. Raybaud, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-12.

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Il s'agit d'un amendement rédactionnel. Les dispositions de cet amendement sont celles de l'article 129 du projet et trouvent une place plus logique après l'article 126 puisqu'elles concernent la dotation globale d'équipement.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres, pour défendre le sous-amendement n° B-59.

M. Jacques Descours Desacres. Cet amendement a pour objet de demander au Sénat de prendre en considération un critère qui avait d'ailleurs été proposé par la commission des finances au Sénat pour l'évolution de cette dotation. Ce critère, au lieu d'être la formation brute de capital fixe de l'Etat, serait la formation brute de capital fixe des administrations publiques.

En effet, ce critère est nécessairement plus proche du critère réel qui est la formation brute de capital fixe des collectivités locales. Il paraît d'autant plus justifié que cette formation brute, précisément du fait des transferts, paraît devoir évoluer plus rapidement que la formation brute de capital fixe de l'Etat.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, pour défendre le sous-amendement n° B-78 et donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° B-12 et sur le sous-amendement n° B-59.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Monsieur le président, la loi prévoit de procéder à un certain nombre de transferts de compétences. Il faut donc en tenir compte et c'est l'objet de notre sous-amendement.

Sur l'amendement n° B-12 le Gouvernement émet un avis favorable, mais il s'oppose au sous-amendement n° B-59.

M. le président. La parole est à M. Ooghe, pour défendre l'amendement n° B-84.

M. Jean Ooghe. Le Gouvernement prévoit que la D.G.E. évoluerait en fonction du taux de croissance de la formation brute de capital fixe de l'Etat. Pour notre part, nous proposons que la dotation globale d'équipement, la dotation globale de fonctionnement et la dotation générale de décentralisation évoluent selon un même critère et nous considérons que le critère de la dotation globale de fonctionnement est un bon critère.

C'est pourquoi nous demandons que la dotation globale d'équipement des communes et celle des départements évoluent comme la D.G.F.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Girod, rapporteur. La commission des lois est favorable à l'amendement de la commission des finances.

Elle est également favorable, même très favorable, au sous-amendement que vient de défendre M. Descours Desacres.

Elle est défavorable au sous-amendement du Gouvernement et à l'amendement du groupe communiste, auquel je suis navré de dire qu'il devrait regarder de près les pourcentages. En effet, je ne suis pas sûr qu'en l'état actuel des choses sa référence soit la meilleure.

M. Marc Bécam. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bécam.

M. Marc Bécam. J'aimerais que la commission m'éclaire sur un point que je n'ai pas très bien saisi. Pourquoi estime-t-on plus pertinent de remonter cet article ? En effet, l'amendement n° B-12 reprend les termes de l'article 129 pour les placer avant la section concernant l'aide à l'équipement rural, au lieu de la laisser après.

En d'autres termes, considère-t-on que le critère d'évolution est un critère plutôt sécurisant pour l'ensemble des collectivités locales, auquel cas je ne vois pas pourquoi on met hors facteur toute la partie équipement rural ? Ou bien c'est un facteur défavorable et je sais que le Sénat a une sensibilité particulièrement

rurale, qu'il a d'ailleurs manifestée tout à l'heure ; moi-même en soutenant l'amendement n° B-9, j'étais parfaitement conscient que je n'allais pas exactement dans l'intérêt d'une ville moyenne dont je suis maire et que l'amendement du Gouvernement était plus favorable. Mais nous sommes là pour servir l'ensemble des maires et pas nous-mêmes. N'y aurait-il pas plutôt intérêt — c'est mon impression première — à laisser l'article 129 à sa place ? Dans la négative, je me rangerai à votre avis après vous avoir entendu.

M. Paul Girod, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il faut distinguer deux problèmes dans ce que vous venez de dire, monsieur Bécam.

Le premier, c'est la nature des textes. Dans l'état actuel des choses, la dotation globale d'équipement est quelque chose qui a été voulu par le Sénat à une fin bien précise : supprimer toute espèce de tutelle que, par le biais des subventions spécifiques, pourrait exercer l'Etat sur les collectivités territoriales. Son introduction dans le texte de des transferts de compétences n'est due qu'à des questions de calendrier. Le Sénat voulait que la dotation globale d'équipement se mette en place le plus vite possible et par la loi du 2 mars avait fait obligation au Gouvernement de la faire figurer dans le présent texte.

Le Gouvernement est allé au-delà de ce que nous pensions en envisageant, au départ, les modifications des règles de répartition des fonds d'aide à l'équipement rural, électricité, eau et assainissement, en fonction des conséquences de la loi du 2 mars et du changement des rôles respectifs du préfet et du président du conseil général.

Dans cette affaire, nous avons voulu rester parfaitement logiques et faire un chapitre sur la dotation globale d'équipement comprenant à la fois ses définitions, ses modes de répartition, ses modes d'actualisation et faire un chapitre sur la modification du fonctionnement des fonds qui soit spécifique à ceux-ci et qui n'en change pas fondamentalement la nature. C'est une nature — M. le rapporteur pour avis Raybaud en parlera sûrement tout à l'heure — qui est ancienne et qui a été voulue pour des raisons bien précises. S'il semble logique que ce soit maintenant le conseil général qui procède à la répartition, il ne nous semble pas logique que l'on modifie le système de fonctionnement des fonds, leur système d'alimentation, qui est — je le dis entre parenthèses — plus favorable que l'évolution de la formation brute de capital fixe de l'Etat et le système de prise en compte des désirs des collectivités maitres d'œuvre dans cette affaire.

C'est la raison pour laquelle nous avons créé une section particulière, dotation globale d'équipement, comprenant, bien entendu, les critères de répartition.

M. Marc Bécam. Le problème est de savoir si la dotation globale d'équipement aura des fonds.

M. Paul Girod, rapporteur. Si l'on n'en change pas la nature, oui.

M. le président. Je vais mettre aux voix le sous-amendement n° B-59.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je tiens à préciser que le Gouvernement n'envisage pas de modifier le système actuel, qui est avantageux pour les communes, puisque la dotation globale de fonctionnement permet, dans certains cas, de débloquer des crédits pour effectuer des travaux et, dans certains cas, de porter au crédit des communes des intérêts.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° B-59, accepté par la commission des lois et repoussé par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je vais maintenant mettre aux voix le sous-amendement n° B-78, auquel la commission a donné un avis défavorable.

Quel est l'avis de la commission des finances ?

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Identique.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° B-78, repoussé par les deux commissions.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, modifié, l'amendement n° B-12, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un article additionnel ainsi rédigé est donc inséré dans le projet de loi après l'article 126.

Quant à l'amendement n° B-84, il devient sans objet.

Section additionnelle.

M. le président. Par amendement n° B-38, M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, propose d'introduire, avant l'article 127, une section additionnelle ainsi rédigée : « section 2. — Aides à l'équipement rural. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel. Nous continuons l'organisation du titre.

M. le président. Le Gouvernement partage-t-il cette opinion ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Non, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-38, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Une section additionnelle ainsi rédigée est donc insérée dans le projet de loi avant l'article 127.

Article 127.

M. le président. « Art. 127. — Les aides financières consenties, d'une part, par le fonds national pour le développement de l'adduction d'eau potable prévu à l'article L. 371-5 du code des communes et, d'autre part, par le fonds d'amortissement des charges d'électrification, créé par la loi du 31 décembre 1936 portant loi de finances pour 1937, sont versées aux départements sous forme de dotation globale.

« Dans le cadre des lois et règlements, le département règle la répartition de la dotation entre les communes rurales et les autres personnes morales maîtres d'ouvrage qui réalisent, d'une part, des travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement, d'autre part, des travaux d'électrification en milieu rural. »

Je suis saisi de deux amendements, qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-13, présenté par M. Raybaud, au nom de la commission des finances, tend à supprimer cet article.

Le second, n° B-39, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, a pour objet de rédiger ainsi cet article :

« Les aides financières consenties, d'une part, par le fonds national pour le développement des adductions d'eau, prévu à l'article L. 371-5 du code des communes et, d'autre part, par le fonds d'amortissement des charges d'électrification, créé par la loi du 31 décembre 1936 portant loi de finances pour 1937, sont réparties par département sous forme de dotations affectées.

« Dans le cadre des lois et règlements, le département règle, conformément aux programmes proposés par les collectivités concernées, la répartition de ces dotations, d'une part, entre les communes rurales et leurs groupements qui réalisent des travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement, d'autre part, entre les collectivités locales ou leurs groupements, maîtres d'ouvrage des travaux d'électrification rurale pouvant bénéficier des participations du fonds d'amortissement des charges d'électrification. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° B-76, présenté par le Gouvernement et ainsi rédigé :

Dans le texte proposé pour cet article par l'amendement n° B-39 :

I. — A la fin du premier alinéa, après le mot : « affectées », ajouter les mots : « à l'eau et à l'assainissement, d'une part, à l'électrification rurale, d'autre part. »

II. — Dans le second alinéa, remplacer l'expression : « le département règle, conformément aux » par l'expression : « le département règle, en tenant compte de » ;

III. — Dans le second alinéa, remplacer les mots : « ou leurs groupements, maîtres d'ouvrage » par les mots : « leurs groupements, et les autres maîtres d'ouvrage ».

La parole est à M. Raybaud, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-13.

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Monsieur le président, monsieur le ministre d'Etat, mes chers collègues, l'article 127 du projet de loi est de ceux sur lesquels la commission des finances s'est livrée à une étude particulièrement approfondie.

Dans un premier temps, nous avons envisagé une rédaction qui tendait à rendre acceptables les propositions du Gouvernement.

Comme nous l'indiquons dans notre rapport écrit, la rédaction du Gouvernement a, en effet, soulevé la plus grande inquiétude à la fois chez les élus et chez tous ceux qui se dévouent pour la réalisation des investissements en matière d'électrification rurale et d'adduction d'eau. Le congrès des présidents de conseils généraux à Lyon, le congrès des maires la semaine dernière en sont l'illustration.

Nous avons donc proposé une rédaction qui nous paraissait raisonnable, mais la commission des finances a estimé, dans un souci de clarté, qu'il conviendrait peut-être mieux, pour manifester notre désaccord fondamental avec l'esprit du texte du Gouvernement, de supprimer l'article 127.

Tel est le sens de l'amendement qui vous est proposé par la commission des finances.

La commission des lois, avec laquelle nous avons travaillé en étroite collaboration pendant tout l'été, a choisi, pour sa part, la voie d'une nouvelle rédaction de cet article et je dois dire que cette rédaction ne suscite aucune réticence de la part de la commission des finances.

Sans vouloir reprendre le débat sur le fond, je veux insister ici, de la façon la plus vive, sur les risques que comporte la remise en cause d'un système qui a fait ses preuves depuis de nombreuses années et qui d'ailleurs, monsieur le ministre d'Etat, avait été mis en place, en ce qui concerne l'eau, par Pierre Mendès France avec la loi du 14 août 1954 et, en ce qui concerne l'électrification rurale, par le gouvernement Léon Blum, M. Georges Monnet étant ministre de l'agriculture, dans la loi de finances du 31 décembre 1936, reprenant une proposition de loi de M. Alexis Jaubert, député de la Corrèze, proposition de loi qui a fait l'objet de l'article 108 de la loi de finances de 1937 défendu ici dans cette assemblée par Léon Périer, sénateur de l'Isère, et Henri Queuille, également sénateur de la Corrèze, ce dernier étant, avec Alexis Jaubert, le père spirituel de ce fonds d'électrification.

Dans un souci de clarté et de simplicité et afin de ne pas ralentir inutilement les débats, la commission des finances vous propose, en définitive, de retenir la rédaction proposée par la commission saisie au fond, à laquelle elle donne un avis favorable. Elle retire, par conséquent, son amendement de suppression de l'article 127.

M. le président. L'amendement n° B-13 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° B-39.

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, la commission des lois propose de maintenir aux articles 127 et 128 le caractère spécifique des aides financières consenties par le fonds national pour le développement des adductions d'eau potable et par le fonds d'amortissement des charges d'électrification. Votre commission des finances avait d'ailleurs envisagé, me semble-t-il — je la remercie d'avoir retiré son amendement de suppression au profit de celui de la commission des lois — des solutions analogues.

La rédaction que nous vous proposons a pour objet de permettre l'actualisation des textes régissant ces fonds. Elle ne remet pas en cause, cependant, leur principe. L'une des caractéristiques particulières de ces fonds, qui sont des comptes d'affectation spéciale du Trésor, est de recevoir, en sus de leurs ressources propres, des subventions spécifiques du ministère de l'agriculture. Ces subventions spécifiques constituent une part substantielle du système complexe de répartition de ces fonds.

Les sommes concernées, comme cela ressort des documents contenus dans l'avis de la commission des finances, sont extrê-

mement faibles et ne portent nullement atteinte au principe de la globalisation des subventions.

S'agissant des modifications ponctuelles apportées à la rédaction des articles 127 et 128, elles ont pour objet, outre le refus de faire de ces fonds une sorte d'annexe de la dotation globale d'équipement des départements, de maintenir la liste des bénéficiaires actuels.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat pour défendre l'amendement n° B-76 et donner son avis sur l'amendement n° B-39.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Le sous-amendement du Gouvernement complète et précise l'amendement de la commission des lois. Je n'entre pas dans le détail de la répartition des fonds par l'intermédiaire des départements.

Si mon sous-amendement est voté, je suis prêt à accepter l'amendement de la commission.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des lois sur le sous-amendement du Gouvernement ?

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, la commission des lois est favorable au paragraphe I du sous-amendement n° B-76 du Gouvernement. En revanche, elle est défavorable aux paragraphes II et III.

Dans le paragraphe II, le Gouvernement propose de remplacer les mots : « Le département règle, conformément aux programmes proposés par les collectivités concernées... » par les mots : « Le département règle en tenant compte des programmes... ».

C'est tout le problème. En effet, l'affaire est de savoir si le département pourra ou ne pourra pas, à travers la distribution de ses fonds, se transformer en tuteur relatif des collectivités territoriales. Nous pensons qu'il faut s'en tenir au système actuel dans lequel ce sont les collectivités maîtres d'ouvrage, qui, en définitive, établissent ces programmes.

De la même manière, nous ne sommes pas favorables à l'introduction d'autres maîtres d'ouvrage que les collectivités territoriales ou leurs groupements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Monsieur le président, j'ai l'impression qu'un accord est possible. En effet, en ce qui concerne le paragraphe II, je suis prêt à me ranger au point de vue de la commission.

Pour le paragraphe III, la commission devrait se rappeler qu'il existe d'autres maîtres d'ouvrage que les collectivités. Il peut, en effet, arriver que des sociétés d'intérêt collectif agricole — S.I.C.A. — interviennent. Il me semble donc que la commission pourrait accepter le paragraphe III du sous-amendement n° B-76.

M. le président. Monsieur le rapporteur, acceptez-vous la proposition de M. le ministre d'Etat ?

M. Paul Girod, rapporteur. Je suis navré de dire à M. le ministre que les S.I.C.A. interviennent dans cette affaire comme prestataires de service et pas du tout comme maîtres d'ouvrage.

C'est la raison pour laquelle, je maintiens l'avis défavorable de la commission sur les paragraphes II et III et j'accepte le paragraphe I du sous-amendement n° B-76.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Tant pis ! Nous voterons par division. Je maintiens les paragraphes II et III de mon sous-amendement.

M. Jacques Descours Desacres. Je demande la parole contre le sous-amendement et, accessoirement, contre le texte de la commission.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Ainsi que l'a rappelé très opportunément M. Raybaud, des dispositions ont été prises d'une manière très ferme aussi bien par le congrès des présidents des conseils généraux que par le congrès de l'association des maires de France. Cependant, nous sommes ici pour légiférer et ce ne sont pour nous que des indications : nous sommes entièrement libres de nos votes et de nos prises de position.

A l'heure actuelle, le fonctionnement des deux fonds est peut-être un peu plus complexe que celui qui a été décrit par la

commission des lois, puisqu'il existe un compte d'affectation spéciale qui est celui des adductions d'eau et des modes très précis d'alimentation de ces fonds et une participation importante d'E. D. F.

Pour ma part, compte tenu surtout des observations très justifiées du rapporteur de la commission des lois auxquelles je me rallie pleinement et selon lesquelles le département doit suivre les propositions des groupements de communes et des collectivités concernées, je ne vois vraiment pas l'utilité de modifier un système qui a non seulement donné toute satisfaction, mais aussi permis les progrès que nous savons, aussi bien en matière d'électrification rurale que d'adduction d'eau et, maintenant, d'assainissement.

En conséquence, j'insiste très vivement pour le rejet de ce sous-amendement.

M. le président. Nous allons donc voter par division le sous-amendement n° B-76 du Gouvernement.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe I de ce sous-amendement accepté par la commission.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe II du sous-amendement, repoussé par la commission.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe III, repoussé par la commission.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix, modifié, l'amendement n° B-39 de la commission des lois.

M. Marc Bécam. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bécam.

M. Marc Bécam. Je regrette personnellement que cet amendement n'ait pas affecté une durée au système.

En effet, nous réclamons depuis longtemps la globalisation. Un jour cette globalisation arrive et on est tenté d'ajouter des exceptions aux exceptions.

Ce texte m'aurait mieux convenu si on avait précisé que dans trois, quatre ou cinq exercices, on arriverait réellement à la globalisation.

Je suis donc déçu, mais personne ne peut avoir un texte qui corresponde exactement à ce qu'il souhaite.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, modifié par le sous-amendement du Gouvernement, l'amendement n° B-39 de la commission des lois, auquel s'est ralliée la commission des finances et qui est repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 127 est donc ainsi rédigé.

Article 128.

M. le président. « Art. 128. — 1° L'article L. 371-7 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les aides versées par le Fonds national pour le développement des adductions d'eau sont réparties chaque année entre les départements.

« Le département définit les règles selon lesquelles cette subvention est répartie entre les communes rurales et leurs groupements qui réalisent des travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

« 2° Les paragraphes I et II de l'article 37 de la loi n° 70-1283 du 31 décembre 1970 modifiée sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Après déduction des dépenses d'allègement afférentes aux travaux agréés antérieurement au 31 décembre 1958 et des frais financiers liés aux emprunts qu'il a souscrits, les ressources du fonds d'amortissement des charges d'électrification sont réparties chaque année entre les départements.

« Le département définit les règles selon lesquelles cette dotation est répartie entre les communes rurales et les autres

maîtres d'ouvrage qui réalisent des travaux d'électrification rurale. »

Je suis saisi de deux amendements et d'un sous-amendement qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier amendement, n° B-14, présenté par M. Raybaud au nom de la commission des finances, propose de supprimer cet article.

Le deuxième, n° B-40, déposé par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, vise à rédiger ainsi cet article :

« 1° L'article L. 271-7 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les aides versées par le Fonds national pour le développement des adductions d'eau sont réparties chaque année par département sur proposition du comité consultatif du fonds.

« Le département règle, conformément aux programmes proposés par les collectivités concernées, la répartition de ces aides entre les communes rurales et leurs groupements qui réalisent des travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

« 2° Le paragraphe I de l'article 37 de la loi n° 70-1283 du 31 décembre 1970 modifiée est remplacé par les dispositions suivantes :

« I. — Les travaux d'extension et de renforcement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique entrepris, sur le territoire des communes considérées comme rurales, par les collectivités concédantes ou leurs groupements ou par les organismes visés à l'article 23 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz font l'objet, chaque année, d'un programme d'électrification rurale. L'établissement de ce programme, ainsi que sa répartition par département, sont opérés par le ministre de l'agriculture et le ministre chargé de l'électricité sur proposition du conseil du Fonds d'amortissement des charges d'électrification institué par l'article 108 de la loi du 31 décembre 1936.

« Le département règle, conformément aux programmes proposés par les collectivités concernées, la répartition entre les maîtres d'ouvrage des travaux d'électrification rurale visés par l'article 37, paragraphe I, de la loi n° 70-1283 du 31 décembre 1970 modifiée. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° B-77 présenté par le Gouvernement et ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé pour cet article par l'amendement n° B-40 :

« I. — Au début du 1°, remplacer la référence : « L. 271-1 », par la référence : « L. 371-7 ».

« II. — Au troisième alinéa du 1°, remplacer les mots : « conformément aux », par les mots : « en tenant compte des ».

« III. — Après les mots : « programme d'électrification rurale », rédiger ainsi la fin du texte proposé pour le paragraphe I de l'article 37 de la loi n° 70-1283 du 31 décembre 1970 : « établi par le département, en concertation avec les maîtres d'ouvrage.

« Les aides financières du Fonds d'amortissement des charges d'électrification sont réparties par département par le ministre de l'agriculture et le ministre chargé de l'électricité sur proposition du conseil du fonds d'amortissement des charges d'électrification institué par l'article 108 de la loi du 30 décembre 1936.

« Le département répartit cette dotation entre les différents maîtres d'ouvrage définis ci-dessus. »

La parole est à M. Raybaud, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-14.

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Compte tenu de mon exposé sur l'article 127, la commission des finances renonce à cet amendement et s'en rapporte à l'amendement présenté par la commission des lois.

M. le président. L'amendement n° B-14 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur de la commission saisie au fond, pour défendre l'amendement n° B-40.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit des règles de répartition des fonds entre les départements.

M. le président. Monsieur le ministre d'Etat, je vous donne la parole pour défendre votre sous-amendement n° B-77.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Le sous-amendement du Gouvernement comporte trois parties.

La première partie est une rectification qui, me semble-t-il, va de soi. Je n'insiste pas sur la deuxième partie puisque la même proposition a été repoussée tout à l'heure. La troisième

partie est un paragraphe qui précise la façon dont les choses doivent se passer en matière de programme d'électrification rurale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des lois ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. J'accepte l'amendement de la commission des lois, sous réserve de l'adoption de mon sous-amendement.

M. le président. Monsieur le rapporteur, acceptez-vous la proposition de M. le ministre d'Etat ?

M. Paul Girod, rapporteur. Je suis favorable au paragraphe I, mais je suis défavorable aux paragraphes II et III.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Comme précédemment, nous allons donc devoir voter par division.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe I du sous-amendement n° B-77 du Gouvernement, accepté par la commission des lois.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe II du sous-amendement n° B-77 du Gouvernement, repoussé par la commission des lois.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe III du même sous-amendement, repoussé par la commission des lois.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, modifié, l'amendement n° B-40, accepté par la commission des finances et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 128 est donc ainsi rédigé.

Article 129.

M. le président. « Art. 129. — Chaque année, la loi de finances détermine les dotations définies aux articles 121 et 124 de la présente loi par application du taux de croissance de la formation brute du capital fixe de l'Etat prévu pour l'année à venir, tel qu'il est estimé dans la projection économique présentée en annexe au projet de loi de finances. »

Je suis saisi de quatre amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-15, présenté par M. Raybaud, au nom de la commission des finances, et le deuxième, n° B-85, déposé par M. Vallin et les membres du groupe communiste et apparenté, sont identiques. Tous deux tendent à supprimer cet article.

Le troisième, n° B-60, présenté par M. du Luart et les membres de l'U.R.E.L., a pour objet, dans cet article, de remplacer les mots : « de l'Etat » par les mots : « des administrations publiques ».

Enfin, le quatrième, n° B-56, déposé par MM. Sérusclat, Delmas, Authié, Mme Le Bellegou-Béguin, MM. Chervy, Dreyfus-Schmidt, Janetti, Longueue, Moreigne, Regnault, vise à compléter cet article par les mots suivants : « ... éventuellement corrigé sur proposition du comité des finances locales par la prise en compte de la formation brute du capital fixe des collectivités locales ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-15.

M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis. Il s'agit d'un amendement rédactionnel, conséquence de l'adoption des dispositions de l'article 129 dans un article additionnel après l'article 126.

M. le président. La parole est à M. Ooghe, pour défendre l'amendement n° B-85.

M. Jean Ooghe. Il s'agit d'un amendement de coordination. Compte tenu de ce qui s'est passé à l'article 126, il faut supprimer l'article 129.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres, pour défendre l'amendement n° B-60.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le président, cet amendement a été satisfait. Par conséquent, je le retire.

M. le président. L'amendement n° B-60 est retiré.

La parole est à M. Grimaldi, pour défendre l'amendement n° B-56.

M. Roland Grimaldi. Je le retire, monsieur le président, car il est devenu sans objet.

M. le président. L'amendement n° B-56 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s B-15 et B-85 ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je m'en remets à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des lois ?

M. Paul Girod, rapporteur. Favorable, car il s'agit de coordination.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s B-15 et B-85, acceptés par la commission et pour lesquels le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. En conséquence, l'article 129 est supprimé.

Section additionnelle.

M. le président. Par amendement n° B-41, M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, propose, avant l'article 130, d'insérer une section additionnelle ainsi rédigée : « Section 3. — Dispositions diverses. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. C'est un amendement de pure forme, monsieur le président. C'est la fin de l'organisation du chapitre.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-41, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Une section additionnelle ainsi rédigée est donc insérée dans le projet de loi avant l'article 130.

Article 130.

M. le président. « Art. 130. — Les crédits de paiement correspondant aux crédits d'autorisations de programme comprises dans les dotations mentionnées aux articles 116, 121 et 124 de la présente loi sont versés sur une période qui ne peut excéder trois ans. » — *(Adopté.)*

Article 131.

M. le président. « Art. 131. — Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités d'application des articles 121 et 124 de la présente loi. »

Par amendement n° B-79, le Gouvernement propose de rédiger ainsi cet article :

« Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent titre. »

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Cet amendement tend à préciser que les décrets pourront porter sur l'ensemble du titre et non pas seulement sur les articles 121 et 124.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Girod, rapporteur. La commission émet un avis favorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'amendement n° B-79, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 131 est donc ainsi rédigé.

Article additionnel.

M. le président. Par amendement n° B-16, M. Fourcade, au nom de la commission des finances, propose d'insérer un article additionnel, après l'article 131, ainsi rédigé :

« I. — Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions ainsi que celles des troisième et quatrième alinéas de l'article 1609 *decies* du code général des impôts sont abrogées.

« II. — Les dispositions du deuxième et du troisième alinéa de l'article 1607 du code général des impôts, telles qu'elles résultent de l'article 33 de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 portant création et organisation de la région d'Ile-de-France, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le montant de cette taxe est arrêté chaque année, pour l'année suivante, par le conseil régional. »

« III. — La loi de finances fixe la date d'entrée en vigueur du présent article. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. L'amendement n° B-16 a pour objet de réintroduire dans le texte de la loi dont nous discutons la disposition sur le déplafonnement de la fiscalité régionale, que nous avons d'ailleurs supprimée tout à l'heure pour éviter qu'elle ne soit mélangée avec le financement de la compensation.

Tout d'abord, il reprend les dispositions de l'article 119. Ensuite, il étend à la région d'Ile-de-France — que le Gouvernement avait oubliée — la notion de déplafonnement. Enfin, pour la date d'entrée en vigueur, il supprime la référence à 1983 et confie à la loi de finances, comme cela est nécessaire, le soin de la fixer.

Cet article additionnel a pour objet d'insérer au bon endroit dans le texte du projet de loi la disposition sur le déplafonnement des ressources régionales.

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie au fond ?

M. Paul Girod, rapporteur. La commission des lois n'est pas favorable à l'adoption de cet amendement, non pas qu'elle soit contre le déplafonnement des ressources fiscales de la région, mais parce qu'elle estime qu'une telle disposition n'a pas sa place dans le texte concernant le transfert des compétences. Chaque fois qu'il a été question de modifier le plafond des ressources fiscales des régions, la disposition a été prise dans le cadre d'une loi de finances ou d'une loi de finances rectificative, jamais ailleurs.

C'est, nous semble-t-il, psychologiquement une très mauvaise méthode — je m'étonne que le Gouvernement ait choisi ce projet de loi pour introduire cette disposition — que de déplafonner les ressources des régions juste au moment où on leur transfère des responsabilités et une fiscalité dont on dit qu'elle va les compenser.

De deux choses l'une : ou la fiscalité qui va leur être transférée est insuffisante pour faire face aux responsabilités qu'on leur donne — je pense en particulier à la formation professionnelle, qui doit faire l'objet d'une dotation de l'Etat — auquel cas le déplafonnement s'explique, mais c'est une trahison de l'esprit de l'article 3, ou bien la fiscalité est suffisante — ainsi les dotations de l'Etat en matière de formation professionnelle suffiront à alimenter cette action — et il n'est nul besoin d'introduire cette modification du plafond de ressources des régions. En d'autres termes, c'est un aveu de création de charges sans compensation, mais cela je ne veux et je ne peux pas le croire, ou bien c'est une maladresse psychologique.

Je pense, monsieur le ministre d'Etat, que vous auriez tout intérêt à demander à la commission des finances de retirer son amendement et de renoncer à introduire le déplafonnement des ressources des régions dans ce texte pour l'insérer, comme il a toujours été de tradition, dans la loi de finances. Elle est encore en discussion au Parlement, les articles liés n'ont toujours pas

été examinés à l'Assemblée nationale et, *a fortiori*, ils ne sont pas venus ici. Vous avez donc encore toute latitude de le faire.

Vis-à-vis des régions elles-mêmes, vis-à-vis de l'ensemble de la population, vis-à-vis de l'ensemble des responsables des collectivités territoriales, il est maladroit de faire figurer le dé plafonnement dans le texte portant transfert de compétences. Ce sera interprété — que vous le vouliez ou non — comme étant la couverture d'une partie des compétences transférées par une extension de la fiscalité sans compensation normale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Monsieur le président, j'admire M. Girod. Il est tellement convaincu que lorsque l'on n'est pas d'accord avec lui, il finit par dire qu'il s'agit d'une maladresse.

Je ne lui dirai pas la même chose. Je lui répondrai qu'il se trompe.

M. Paul Girod, rapporteur. Ah !

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. C'est plus grave, d'ailleurs, et c'est M. Fourcade qui a raison.

En effet, le dé plafonnement — j'ai été président d'un conseil régional avant d'être ministre, donc je le sais — est demandé par des présidents de région qui veulent être libres en ce qui concerne la disposition de la fiscalité prévue par la loi de 1972.

J'ajoute qu'il ne s'agit absolument pas d'en conclure que les transferts de crédits ne correspondent pas aux transferts de compétences, car les régions pourront utiliser ce supplément de ressources comme elles voudront et tout à fait en dehors des transferts de compétences.

D'autre part, il est tout à fait inexact de prétendre qu'un tel problème est normalement réglé par la loi de finances. Il peut l'être par décret en vertu d'une disposition de la loi de 1972 qui a créé les régions.

Il est donc normal, à partir du moment où nous votons ce texte et où des libertés et des responsabilités plus grandes vont être données aux présidents de région, de le prévoir dans ce projet de loi.

C'est pourquoi le Gouvernement se prononce pour l'amendement de la commission des finances.

M. Paul Girod, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Que l'on s'entende bien : je n'ai jamais dit que j'étais hostile au dé plafonnement...

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Vous avez dit que j'étais maladroit et que le dé plafonnement n'avait pas sa place dans ce projet de loi !

M. Paul Girod, rapporteur. ... mais que ce n'était pas l'endroit où introduire cette disposition.

Cette nouvelle loi s'appliquera le 1^{er} janvier et la loi de finances également. Par conséquent, la proposition que j'ai suggérée et qui a le mérite de la clarté et de la logique ne permettra pas, en vingt jours, le dé plafonnement des ressources des régions.

Je ne crois pas que quiconque songe à s'opposer à ce que les présidents de région aient une liberté supérieure, encore que certaines expériences me fassent craindre que ces suppléments de fiscalité ne soient pas utilisés dans le sens le plus utile à l'investissement dans les régions, si j'en crois ce qui se passe dans la mienne, où j'ai vu les dépenses de fonctionnement s'enfler dans des proportions inimaginables. Des augmentations de 640 p. 100 sur certains postes d'une année sur l'autre me font craindre que cette liberté ne soit pas utilisée avec la rigueur qu'imposait un plafonnement qui faisait que les régions s'équipaient plus en vue de leur mission que de leur propre satisfaction. Je parle des établissements publics.

Cela dit, monsieur le ministre d'Etat, la commission des lois n'est pas opposée au dé plafonnement des ressources des régions. Elle dit seulement que ce n'est pas l'endroit, parce que c'est psychologiquement maladroit.

Toutefois, s'il doit y avoir un dé plafonnement, la commission des finances nous propose une rédaction qui nous semble infiniment meilleure que celle du Gouvernement, car elle respecte le principe de l'égalité pour la région d'Ile-de-France.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Considérant qu'elle règle le problème pour la région d'Ile-de-France, je ne vois pas d'inconvénient à son adoption.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. J'ai noté la position du Gouvernement et celle de la commission des lois. J'ai relevé de manière précise que cette dernière n'est pas, quant au principe, opposée au dé plafonnement, ce qui paraît essentiel, car je ne voudrais pas que sous des questions de procédure on camoufle des divergences de principes.

Cela étant, j'ai relevé dans notre amendement une erreur que je vous demande la permission de rectifier afin que la commission des finances soit parfaitement cohérente avec sa position : l'article additionnel proposé est à insérer non pas après l'article 131, qui termine le titre III, mais avant l'article 132, qui ouvre le titre IV : « Dispositions transitoires diverses ».

Je crois qu'ainsi on marque encore mieux le souci de la commission des finances de ne pas mélanger les genres et de ne pas ajouter cet amendement au titre III, qui est relatif aux dispositions financières.

Peut-être la commission des lois pourra-t-elle, dans ces conditions, se rallier à notre amendement et ce serait une heureuse conclusion de nos travaux, monsieur le ministre d'Etat, si vous l'acceptiez également. J'espère que nous allons pouvoir nous mettre d'accord.

M. Paul Girod, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, cette modification qui n'a l'air que de forme est, en réalité, lourde de sens et va tellement dans celui de la commission des lois que, dans ces conditions, sans pouvoir suivre complètement la commission des finances, car mes objections de fond demeurent, je m'en remets à la sagesse du Sénat.

M. le président. Le dispositif de l'amendement n° B-16 rectifié doit donc se lire ainsi : « avant l'article 132, insérer un article additionnel ainsi rédigé : ».

Le Gouvernement reste-t-il favorable à l'amendement ainsi rectifié ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Oui, monsieur le président.

M. Jacques Descours Desacres. Je demande la parole, contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. De même qu'en commission des finances, je m'élève très solennellement contre un dé plafonnement inconditionnel des ressources des régions car, parmi ces ressources — je l'ai déjà dit et je le répète brièvement — figurent la taxe régionale, qui est une taxe additionnelle aux impôts assis sur le foncier bâti et non bâti, la taxe d'habitation et la taxe professionnelle.

En dé plafonnant d'une manière inconditionnelle, c'est-à-dire sans distinction entre les impôts, on ouvre aux régions la possibilité de majorer cette taxe qui, dans leur budget, paraît peu de chose, qui a un taux limité, mais qui, les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, s'ajoutant aux autres impositions basées sur la même assiette établie par les départements ou par certains établissements publics, aboutit à ce que les collectivités locales soient de moins en moins maîtresses de leur fiscalité, par conséquent, de leur possibilité d'initiative.

Telle est la raison pour laquelle je ne voterai pas cet amendement, quelque sympathie que j'aie pour ses auteurs. C'est simplement parce que ce dé plafonnement est inconditionnel.

M. Marc Bécam. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bécam.

M. Marc Bécam. Il est effectivement dommage, mes chers collègues, que le Gouvernement n'ait pas saisi l'occasion de ce projet pour aller plus loin dans la clarification fiscale.

Il est certain que si le département, la commune et la région viennent aux mêmes sources de l'impôt, sur la même base d'impôt, il existe une interdépendance telle que seule la distinction des sources d'impôt entre ces trois collectivités pourrait leur donner une réelle autonomie.

On voit d'ailleurs, dans les faits, la commune essayer d'obtenir de la région une participation sur ses travaux et, en cas de succès, considérer cela comme un acquis magnifique. En réalité, à l'échelon régional, on augmente la participation sur la même feuille d'impôt, celle que le citoyen reçoit. C'est dommage !

Mais peut-être le Gouvernement pourrait-il nous dire que dans une étape prochaine, il serait susceptible d'aller dans ce sens ? Ce serait positif.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-16 rectifié, accepté par le Gouvernement et pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

M. le président. Nous abordons l'examen du titre IV et c'est ici que devra être inséré l'article additionnel résultant de l'amendement n° B-16 rectifié que le Sénat vient d'adopter.

Article additionnel.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-42, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, a pour objet d'insérer, avant l'article 132 un article additionnel ainsi rédigé :

« I. — L'Etat assure le logement des instituteurs et en supporte la charge.

« II. — Dans le deuxième alinéa de l'article 14 de la loi du 30 octobre 1886 indiquant les dépenses obligatoires pour les communes en matière d'enseignement, le membre de phrase : « ... le logement de chacun des membres du personnel enseignant attachés à ces écoles... » est supprimé à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

« L'article 2 de la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de service, qui indique les dépenses à la charge de l'Etat, est complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé : « 9° Les indemnités représentatives du logement des maîtres. »

« III. — L'article 94 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions est abrogé.

« IV. — Les dispositions du présent article entrent en vigueur le 1^{er} janvier suivant la promulgation de la présente loi. »

Le second, n° B-47, présenté par M. Séramy, au nom de la commission des affaires culturelles, tend, avant l'article 132, à insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« I. — L'Etat a la responsabilité du logement des instituteurs.

« II. — Dans le deuxième alinéa de l'article 14 de la loi du 30 octobre 1886 indiquant les dépenses obligatoires pour les communes en matière d'enseignement, le membre de phrase : « le logement de chacun des membres du personnel enseignant attachés à ces écoles » est abrogé à la date d'entrée en vigueur de la présente section.

« III. — L'article 2 de la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de service, qui indique les dépenses à la charge de l'Etat, est complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« 9° Les indemnités représentatives du logement des maîtres. »

« IV. — L'article 94 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions est abrogé.

« V. — Les dispositions du présent article entrent en vigueur le 1^{er} janvier suivant la promulgation de la présente loi. »

Mais la commission des affaires culturelles m'a fait savoir qu'elle retirait ce dernier amendement au profit de celui de la commission des lois.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° B-42.

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, l'article additionnel que propose la commission des lois avant l'arti-

cle 132 a un objet bien précis. Puisque nous sommes en pleine clarification des compétences, allons jusqu'au bout !

Cette vieille histoire du logement des instituteurs est une affaire qui empoisonne les rapports des collectivités territoriales et de l'Etat depuis des décennies.

M. Marc Bécam. Et les logements ont vieilli !

M. Paul Girod, rapporteur. Cette année, le Gouvernement, dans un geste pour lequel il convient d'ailleurs de marquer de la gratitude, a décidé, en partie, d'ailleurs, à cause de la mauvaise évolution de la dotation globale de fonctionnement, de remplir d'un seul coup un engagement qui devait s'échelonner sur deux ou trois années et de prendre intégralement à sa charge la compensation des frais de logements des instituteurs.

S'il prend intégralement à sa charge cette compensation, il serait tout aussi simple qu'il prenne carrément à sa charge le logement des instituteurs. De la sorte, les choses seraient simples ; on compliquerait moins les budgets des collectivités territoriales qui auraient le sentiment de recevoir effectivement de l'argent de l'Etat alors que, de toute façon, cet argent ne leur servirait à rien puisque l'on sait bien qu'il alimenterait une dette que l'Etat met par ailleurs à leur charge.

Alors, bloc de compétences, très bien. On a d'ailleurs fait ressortir hier que l'introduction des établissements, d'enseignement professionnel dans le chapitre de la formation professionnelle ne constituait pas un bloc de compétences parfait.

En ce qui concerne la gestion du personnel de l'éducation nationale, personne ne remet en doute le bloc de compétences qui est intégralement celui de l'Etat. Notre amendement ne fait que parachever ce bloc de compétences, et à coût nul puisque l'Etat supporte toute la charge.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Le crédit de 2 100 millions de francs est inscrit à la loi de finances qui doit venir prochainement en discussion devant le Sénat. Cela démontre la sincérité du Gouvernement et sa volonté de régler ce problème.

Par ailleurs, M. Girod demande que soit utilisée une autre procédure. Pour le moment, je m'en tiendrai là. Je suis donc défavorable à l'amendement n° B-42.

M. Jean Ooghe. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Ooghe, pour explication de vote.

M. Jean Ooghe. Monsieur le président, monsieur le ministre d'Etat, mes chers collègues, l'amendement n° B-42 proposé par la commission des lois pose un problème essentiel pour lequel nous n'avons cessé, pour notre part, d'intervenir avec vigueur, au cours des années précédentes, auprès des gouvernements qui se sont succédé.

Il s'agit du remboursement aux communes des charges, de plus en plus lourdes, inhérentes au logement des instituteurs. Cette exigence, le Gouvernement actuel l'a perçue. Pour ma part, je me félicite du montant des sommes inscrites dans la loi de finances, qui permettront d'apporter aux communes les éléments essentiels du remboursement.

En fait, si je m'en tiens aux chiffres, dans la pratique, l'Etat assumera, en 1983, la quasi-totalité du remboursement de ces charges.

De plus, la procédure proposée par le Gouvernement présente l'avantage, me semble-t-il, de maintenir le lien — j'y attache beaucoup d'importance — qui existe entre les communes et le corps enseignant.

En effet, la loi de décentralisation prévoit de rapprocher le pouvoir des citoyens, notamment que les collèges et les écoles primaires seront du ressort des communes.

Je voudrais demander à la commission des lois de préciser sa démarche. L'amendement qu'elle nous propose prévoit que « l'Etat a la responsabilité du logement des instituteurs ». Cela veut-il dire que, désormais, dans l'esprit de la commission, l'Etat paiera l'indemnité de logement des instituteurs ? Cela signifie-t-il que la commission veut supprimer le lien qui existe — il est apprécié par les enseignants — entre les collectivités locales et l'ensemble du corps enseignant ? Dans ce cas, je ne pourrais pas la suivre et, me ralliant à l'avis du Gouvernement, je voterais contre l'amendement qu'elle propose, me félicitant par ailleurs de la dotation de 2,1 milliards de francs inscrite dans la loi de finances et qui permettra aux communes de faire face à ces charges.

M. le président. Monsieur Ooghe, je vous rappelle que l'amendement n° B-47 de M. Séramy a été retiré au profit de l'amendement n° A-42 de M. Girod, dont la rédaction n'est pas exactement celle que vous avez indiquée.

M. Paul Girod, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. La démarche de la commission des lois est parfaitement claire. Nous pensons, effectivement, que l'Etat doit s'occuper de son corps d'enseignants. Selon M. Ooghe, tout est simple : l'Etat rembourse les collectivités territoriales. Ce n'est pas la même chose !

Je voudrais à cet égard rappeler une pratique que j'ai condamnée autant que vous. En effet, il est arrivé que l'Etat, de sa seule initiative, fasse varier le montant de l'indemnité de logement des instituteurs. Ce montant n'était pas égal d'un département à l'autre et c'est ainsi que certaines variations du traitement réel des instituteurs ont été instituées sans que le budget de l'Etat en soit pour autant surchargé.

Nous pensons que l'amendement que nous présentons a le mérite de la clarté totale. L'Etat est le patron des instituteurs ; c'est à lui de les loger puisqu'il considère que le logement est un accessoire du contrat de travail, qu'ils y ont droit, ce que personne ne conteste. En revanche, il n'est pas logique qu'il fasse varier, de par sa seule volonté, le montant de l'indemnité représentative de logement alors que les collectivités territoriales se verront attribuer une compensation qui, elle aussi, sera intégralement entre ses mains.

C'est la raison pour laquelle nous pensons que l'amendement de la commission des lois fixe bien les responsabilités de chacun. D'autre part, le lien entre l'instituteur et la collectivité territoriale existe plus par la convivialité, l'intérêt que chacun porte aux enfants, le fait que la collectivité territoriale équipe l'école que par cette indemnité représentative de logement qui est considérée par les uns comme une manne et par les autres comme une charge.

C'est plutôt sur ce point précis que les rapports ne sont pas tellement bons entre les enseignants et les collectivités territoriales.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Fourcade, rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. La commission des finances approuve les amendements déposés par les deux autres commissions. Selon elle, la rédaction de la commission des lois est meilleure que celle de la commission des affaires culturelles.

A partir du moment où l'Etat a fait l'effort, ce dont il faut lui donner acte, d'inscrire cette année un crédit suffisant pour rembourser toutes les charges, il est beaucoup plus clair d'adopter l'amendement de la commission des lois. La disposition qu'il propose donnera satisfaction aux membres du comité des finances locales, qui — je l'indique au Sénat — lorsqu'on leur a soumis le problème de l'insertion de la dotation réservée au logement des instituteurs à l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement, s'étaient prononcés à l'unanimité contre ce mécanisme. Elle permettra donc de garder à la D. G. F. son caractère d'aide globale de l'Etat aux départements, aux communes et parfois aux régions, sans y adjoindre cet élément particulier.

En considérant ce double point de vue, l'amendement de la commission des lois a été adopté par la commission des finances.

M. Jacques Descours Desacres. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Je préciserai simplement que cette disposition évitera des répartitions qui posent toujours des problèmes insolubles.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-42, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, avant l'article 132.

Article 132.

M. le président. « Art. 132. — Les dispositions de l'article 93 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions sont prorogées jusqu'au 1^{er} janvier de l'année d'entrée en vigueur des dispositions des articles 103 à 110 de la présente loi, qui prévoient des transferts de compétence et de charge dans le domaine de l'action culturelle. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° B-80, présenté par le Gouvernement, tend à rédiger ainsi cet article :

« Les dispositions de l'article 93 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions sont abrogées à compter du 1^{er} janvier 1983 »

Le second, n° B-43, déposé par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, vise à rédiger ainsi la fin de cet article : « jusqu'au 1^{er} janvier 1985. »

La parole est à M. le ministre d'Etat, pour défendre l'amendement n° B-80.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Mon amendement a pour objet d'abroger l'article 93 de la loi du 2 mars 1982, relatif à l'action culturelle.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre son amendement n° B-43 et donner son sentiment sur l'amendement n° B-80 présenté par le Gouvernement.

M. Paul Girod, rapporteur. Le moins que l'on puisse dire, monsieur le ministre d'Etat, c'est que votre doctrine fluctue. En effet, l'article 132 tel qu'il avait été proposé prorogait, au contraire, cette dotation.

Au nom du vieux principe : « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras », la commission des lois est défavorable à l'amendement du Gouvernement.

M. Marc Bécam. Elle évolue vite, cette loi du 2 mars !

M. Paul Girod, rapporteur. L'amendement n° B-43 a pour objet de limiter l'existence même de cette dotation au 1^{er} janvier 1985, date de fin d'évolution du système en cours.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° B-43 de la commission des lois ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Le Gouvernement est contre l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?... Je mets aux voix l'amendement n° B-80, repoussé par la commission des lois.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-43, présenté par la commission des lois et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 132, ainsi modifié.

(L'article 132 est adopté.)

Article 133.

M. le président. « Art. 133. — Les dispositions de l'article 96 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions sont prorogées jusqu'au 1^{er} janvier de l'année d'entrée en vigueur des dispositions prévues à l'article 112 de la présente loi. Le montant de la dotation spéciale prévue à l'article 96 susmentionné est égal pour 1983 au montant des dépenses constatées dans les comptes administratifs de l'exercice 1982 des collectivités concernées. »

Par amendement n° B-21, M. de Montalembert propose dans cet article de remplacer les mots : « des dispositions prévues à l'article 112 de la présente loi » par les mots : « de la prise en charge par l'Etat des dépenses du service public de la justice ».

Cet amendement est-il soutenu ?...

Je constate qu'il ne l'est pas.

Par amendement n° B-44, M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, propose de rédiger ainsi la fin de la première phrase de cet article : « Jusqu'au 1^{er} janvier 1984 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. La disposition que nous proposons est la conséquence de l'échéancier que nous avons fixé à l'article 4.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Contre !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-44, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 133, ainsi modifié.

(L'article 133 est adopté.)

Article 134.

M. le président. « Art. 134. — Le délai prévu au deuxième alinéa des articles 16 et 56 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions est prorogé jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi adaptant la législation relative aux institutions sociales et médico-sociales. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements identiques.

Le premier, n° B-20, est présenté par M. Madelain, au nom de la commission des affaires sociales ; le second, n° B-45, par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois.

Tous deux tendent à compléter cet article par les dispositions suivantes :

« Cette loi fixera également les règles dans le cadre desquelles s'exercent les compétences reconnues à l'Etat et aux collectivités. Elle définira :

« — les procédures d'admission aux différentes formes d'aide sociale, garantissant l'indépendance des commissions d'admission et les voies de recours juridictionnel contre leurs décisions, conformément à l'article 79 de la présente loi ;

« — les règles minimales relatives à la mise en jeu de l'obligation alimentaire, ainsi qu'à la détermination des sommes laissées à la disposition des bénéficiaires de l'aide sociale placés dans un établissement ;

« — les règles présidant à la détermination du domicile de secours ;

« — les conditions dans lesquelles le conseil général exercera son contrôle sur la création, le fonctionnement et le financement des établissements et services sociaux, médico-sociaux et de long séjour.

« Cette loi complètera également la loi n° 78-11 du 4 janvier 1978 afin de préciser les conditions de prise en charge des dépenses de fonctionnement des centres et unités de long séjour prévues à l'article 4 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 modifiée, des maisons d'accueil spécialisées prévues à l'article 46 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, et des établissements sociaux et médico-sociaux comportant les sections de cure médicale prévues aux articles 5 et 27 bis de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée.

« Ces dépenses seront réparties entre deux sections relatives, l'une à l'hébergement et à la vie sociale, l'autre aux soins et aux traitements d'entretien.

« Les intéressés ou, à défaut, l'aide sociale, supporteront les dépenses afférentes à l'hébergement et au maintien de la vie sociale, à l'exclusion de toute dépense afférente aux soins et aux traitements d'entretien.

« L'assurance maladie ou, à défaut, l'aide médicale, supportera les dépenses afférentes aux soins et aux traitements d'entretien, y compris l'aide nécessaire pour les actes essentiels de l'existence, à l'exclusion de toute dépense afférente à l'hébergement et au maintien de la vie sociale.

« Cette même loi prévoira l'ajustement du montant des ressources transférées à chaque département en application de la présente loi, pour tenir compte de l'incidence financière sur l'aide sociale de la nouvelle répartition des dépenses de fonctionnement mentionnées ci-dessus pour les établissements

existants, les sections de cure médicale à créer et les hospices à transformer en centres et unités de long séjour, ainsi que du classement de services hospitaliers en centres et unités de long séjour en application de la loi du 31 décembre 1970 modifiée. »

La parole est à M. Madelain, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-20.

M. Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, monsieur le ministre d'Etat, l'article 134 annonce la présentation future d'un projet de loi spécifique destiné à adapter la législation relative aux institutions sociales et médico-sociales. Cette future loi était également prévue dans le projet « Bonnet ».

La commission des affaires sociales vous propose, par cet amendement, d'indiquer, dès le présent projet de loi, la nature des problèmes qui devront être réglés ultérieurement et la solution qu'elle souhaite y voir apporter.

C'est ainsi que nous demandons que figurent dans cette loi ultérieure : le maintien des procédures d'admission aux différentes formes d'aide sociale — les commissions d'admission avec la possibilité d'un recours juridictionnel demeureront afin de garantir l'impartialité des décisions en matière d'aide sociale — la définition des conditions de mise en jeu de l'obligation alimentaire ; les règles présidant à la détermination du domicile de secours ; les conditions dans lesquelles le conseil général exercera son contrôle sur la création, le fonctionnement, le financement des établissements et services sociaux, médico-sociaux et de long séjour. Ces établissements, particulièrement coûteux, impliqueront un contrôle strict de la part du conseil général.

Notre commission tient également à ce que la loi complémentaire précise les modalités du principe acquis et voté par le Sénat en avril 1980 et que soient soustraits des dépenses d'hébergement confiées aux départements les frais de « maternage » que l'assurance maladie viendrait prendre en charge en sus du forfait soins déjà prévu depuis janvier 1978.

Les charges d'hébergement des personnes âgées risquent, en effet, de devenir de plus en plus lourdes pour les départements en raison de l'augmentation constante du nombre des plus de quatre-vingts ans et de la hausse prévisible du coût de l'hébergement. Il conviendrait donc d'alléger une charge à laquelle les départements pourront difficilement faire face compte tenu des autres dépenses qu'ils devront assumer.

Seraient concernés par cette mesure les centres et unités de long séjour, les établissements sociaux comprenant une section de cure médicale et les maisons d'accueil spécialisées pour handicapés.

Les dépenses de fonctionnement de ces établissements seraient réparties en deux sections : l'une relative aux soins et au « maternage » qui seront à la charge de l'assurance maladie ; l'autre relative à l'hébergement et à la vie sociale dont les dépenses seront à la charge des usagers et, subsidiairement, de l'aide sociale.

Enfin, l'amendement prévoit la compensation de ses conséquences financières.

La commission des affaires sociales vous propose d'adopter ces dispositions qui avaient fait l'objet, le 16 novembre 1979, d'un vote positif du Sénat. Les mesures concernant les dépenses de « maternage » avaient d'ailleurs été proposées par la Haute Assemblée par un amendement du précédent Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° B-45.

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, chaque fois qu'il s'agit d'un point important et que la commission des lois est d'accord avec la commission saisie pour avis, elle dépose un amendement identique.

C'est le cas présent et je retire mon amendement au profit de celui qu'a présenté M. Madelain.

M. le président. L'amendement n° B-45 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° B-20 ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Monsieur le président, j'ai déjà eu l'occasion d'expliquer, au cours de ce débat, les raisons pour lesquelles j'étais contre cette série d'amendements.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-20, auquel la commission des lois s'est ralliée et qui est repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 134, ainsi modifié.

(L'article 134 est adopté.)

Article 135.

M. le président. « Art. 135. — Les dispositions de la présente loi seront étendues aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte par des lois qui les adapteront à la situation particulière de chacun de ces territoires. Toutefois, les dispositions des articles 121 et 123 de la présente loi leur sont immédiatement applicables. »

Par amendement n° B-61, M. du Luart et les membres du groupe de l'U. R. E. I. proposent de compléter cet article *in fine* par les dispositions suivantes :

« ... ainsi que celles figurant au deuxième alinéa de l'article 4 de la présente loi ».

La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Cet amendement devrait être modifié compte tenu du vote intervenu à l'article 4 de la présente loi. Il faudrait viser non seulement « celles figurant au deuxième alinéa de l'article 4 », mais aussi « celles figurant aux trois derniers alinéas de l'article 4 ». En effet, l'examen et la discussion du projet de loi portant adaptation de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion ont fait apparaître toute l'ambiguïté que pouvait recéler la notion d'adaptation s'agissant des départements d'outre-mer.

Il convient donc de prévoir, dans toute la mesure du possible, une stricte application du droit commun, notamment en ce qui concerne les transferts de compétences.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° B-61 rectifié qui tend à compléter l'article 135 *in fine* par les dispositions suivantes :

« ainsi que celles figurant aux trois derniers alinéas de l'article 4 de la présente loi. »

Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Girod, rapporteur. Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Contre.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-61 rectifié, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 135, ainsi modifié.

(L'article 135 est adopté.)

Articles additionnels.

M. le président. Par amendement n° B-65 rectifié, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 135, un article additionnel ainsi rédigé :

« Pour la première année d'application de la section 5 du titre II de la présente loi, les dotations du fonds régional institué par l'article 75 doivent permettre d'assurer en priorité le financement jusqu'à leur terme des actions conventionnées ou agréées en cours au 31 décembre précédent.

« A cet effet, la région est substituée à l'Etat dans les conventions d'aide au fonctionnement des organismes de formation en vigueur à cette dernière date. Elle assure la rémunération des stagiaires jusqu'au terme des agréments en cours. »

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Puisque l'année scolaire ne coïncide pas avec l'année légale, et pour éviter une interruption, cet amendement est nécessaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Girod, rapporteur. Favorable.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Ce texte eût été mieux placé — me semble-t-il — dans le dispositif prévu à l'article 75. Son insertion après l'article 135 ne paraît pas très bonne. Mais, étant donné que cela part d'un bon esprit...

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Non, cela doit figurer dans les dispositions transitoires puisque la mesure est valable seulement pour un an.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. C'est exact. Je suis donc d'accord avec cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-65 rectifié, accepté par la commission des lois et par la commission des finances.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un article additionnel ainsi rédigé est donc inséré dans le projet de loi après l'article 135.

Par amendement n° B-17, M. Fourcade, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 135, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le Gouvernement soumettra au Parlement, trois ans après l'année de promulgation de la présente loi, un rapport sur les résultats financiers de l'application de la présente loi et sur les mesures qui apparaîtraient nécessaires. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° B-46 présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, qui vise, dans le texte proposé, à remplacer les mots : « l'année de promulgation », par les mots : « la date de publication ».

La parole est à M. Fourcade, rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° B-17.

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Cet amendement a simplement pour objet de prévoir, comme d'habitude quand il s'agit d'une loi aussi fondamentale, que le Gouvernement établira, après trois ans d'application de la loi, un rapport présentant les résultats financiers de l'application de la loi. Nous pourrions ainsi connaître la répartition exacte entre les impôts et les dotations budgétaires et nous pourrions nous rendre compte des difficultés d'application.

Il me semble tout à fait normal que, trois ans après la promulgation de la loi, on y voie clair sur ses conséquences financières aussi bien pour l'Etat que pour les collectivités locales.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour présenter le sous-amendement n° B-46 et pour donner son avis sur l'amendement n° B-17.

M. Paul Girod, rapporteur. Notre sous-amendement est purement rédactionnel. Naturellement, nous sommes favorables à l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances sur le sous-amendement ?

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Elle l'accepte.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° B-17 et sur le sous-amendement n° B-46 ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je suis favorable à l'amendement et, pour le sous-amendement n° B-46, je m'en rapporte à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° B-46 accepté par la commission des finances et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-17, ainsi modifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un article additionnel ainsi rédigé est donc inséré dans le projet de loi après l'article 135.

Intitulé du projet de loi.

M. le président. Par amendement n° A-13, M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, propose de rédiger comme suit l'intitulé du projet de loi :

« Projet de loi portant révision des conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Je crois qu'une faute de frappe s'est glissée dans divers documents. Il faut bien lire notre amendement comme suit : « Projet de loi portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat... » et non pas : « des compétences de l'Etat ».

La commission demande au Sénat l'adoption d'un intitulé différent de celui qui est proposé car il ne s'agit pas tellement de répartition de compétences puisque, dans toutes les compétences de l'Etat, je l'avais dit dans la discussion générale, « l'Etat République » garde son rôle d'arbitre. Il est normal, de ce fait, que, dans un certain nombre de domaines essentiels, il soit toujours présent pour définir la règle du jeu au niveau le plus élevé.

Ce que nous voulons tous, c'est que « l'Etat collectivité territoriale » n'interfère pas par le biais de ses services dans le fonctionnement des collectivités de base auxquelles on transfère un certain nombre de compétences, d'où l'intitulé du projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre au Sénat et dont, monsieur le président, par coordination, il faudra faire figurer le libellé, s'il est adopté, dans les différents articles de codification qui comportent l'intitulé du projet de loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° B-13 tel qu'il vient d'être rectifié ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Contre.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° B-13 rectifié, accepté par la commission des finances et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'intitulé du projet de loi est donc ainsi rédigé.

Seconde délibération.

M. Paul Girod, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Monsieur le président, je vous demande, avant que nous procédions au vote sur l'ensemble, une seconde délibération portant sur l'article 4, l'article additionnel après l'article 20, les articles 22, 23, 23 bis, 27, 29 ter, 33, 33 quater nouveau et 45 qui ont fait l'objet, au cours de nos débats, de décisions pas toujours coordonnées. Pour que le texte soit convenablement équilibré, il convient de modifier la rédaction de ces articles.

M. Marc Bécam. Cela ne remet pas le texte en cause ?

M. Paul Girod, rapporteur. Pas du tout.

M. le président. En application de l'article 43 du règlement, je suis donc saisi d'une demande de seconde délibération.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je consulte le Sénat sur la demande de seconde délibération formulée par la commission et acceptée par le Gouvernement.

La seconde délibération est ordonnée.

Quand la commission sera-t-elle prête à rapporter sur la seconde délibération ?

M. Paul Girod, rapporteur. Immédiatement, monsieur le président.

M. le président. Je rappelle qu'aux termes de l'article 43, alinéa 5, du règlement, lors de la seconde délibération, le Sénat statue seulement sur les nouvelles propositions du Gouvernement ou de la commission.

Article 4.

M. le président. Sur l'article 4, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune. Tous deux sont présentés par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois.

Le premier, n° 1, tend à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article :

« Une loi ultérieure déterminera, dans le respect des principes définis par le présent titre, les transferts de compétences dans les domaines de l'action sociale, de la santé, des transports, de l'éducation et de la culture. »

Le second, n° 2, a pour objet, dans le troisième alinéa de cet article, de remplacer les mots : « des transports et de la justice », par les mots : « et des transports ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit d'amendements de coordination.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux amendements ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je m'en remets à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, modifié.

(L'article 4 est adopté.)

Article additionnel après l'article 20.

M. le président. Par amendement n° 3, M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, propose d'insérer, après l'article 20, un article additionnel ainsi rédigé :

« Il est ajouté au code de l'urbanisme un article L. 121-11 ainsi rédigé :

« Art. L. 121-11. — Le syndicat intercommunal d'études et de programmation est un établissement public qui, dans les cas visés au quatrième alinéa de l'article L. 122-1-1, est chargé par des communes d'élaborer ou de modifier, dans un délai maximum de trois ans, un schéma directeur ou un schéma de secteur. A l'expiration du délai mentionné ci-dessus, le syndicat intercommunal d'études et de programmation est dissous.

« La répartition des représentants de chacune des communes dans l'organe délibérant de cet établissement public prend en considération l'importance démographique et le potentiel fiscal des communes. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. L'insertion d'un tel article additionnel est nécessaire à la bonne compréhension de l'article 20 lui-même. Il s'agit de l'existence des syndicats intercommunaux d'études et de programmation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Sur le fond, je suis opposé à tous les amendements faisant l'objet de la seconde délibération, mais il est logique que la commission entende faire un travail coordonné. Par conséquent, je m'en rapporterai à la sagesse du Sénat sur tous ces amendements.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 3, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi après l'article 20.

Article 22.

M. le président. Sur l'article 22, je suis saisi d'un amendement n° 4, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, qui tend, après les deux premiers alinéas du texte proposé par cet article, à rédiger comme suit la fin des dispositions prévues pour l'article L. 122-1-3 :

« Lorsque dans le délai d'un mois prévu au début du deuxième alinéa de cet article, au moins un quart des conseils municipaux des communes représentant au moins un quart de la population a transmis au représentant de l'Etat dans le département son opposition au schéma approuvé, celui-ci ne devient exécutoire qu'après accord du représentant de l'Etat.

« Lorsque dans le délai d'un mois prévu au début du deuxième alinéa de cet article, un conseil municipal de l'une des communes membres estime que le schéma approuvé est de nature à compromettre l'un de ses intérêts essentiels, il le fait connaître à l'établissement public par une délibération motivée. L'établissement public fait connaître au conseil municipal de la commune concernée sous forme de délibération et dans un délai d'un mois à compter de sa saisine, la suite qu'il propose de donner aux observations de celui-ci. Si le conseil municipal, dans le mois qui suit la réception des nouvelles propositions de l'établissement public, manifeste de nouveau son opposition, le représentant de l'Etat dans le département, par dérogation à l'article L. 163-16 du code des communes, constate le retrait de la commune de l'établissement public et du périmètre défini à l'article L. 122-1-1 ci-dessus. Les dispositions du schéma directeur ne s'appliquent pas au territoire de la commune qui a ainsi exercé son droit de retrait.

« Les schémas directeurs ou les schémas de secteur approuvés ou arrêtés sont tenus à la disposition du public. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit de la codification des dispositions prises par le Sénat en ce qui concerne l'approbation des P. O. S.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 4, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 22, ainsi modifié.

(L'article 22 est adopté.)

Article 23.

M. le président. Sur l'article 23, je suis saisi d'un amendement n° 5, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, qui vise, dans le second alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-1-4 du code de l'urbanisme, à remplacer les mots : « prescrire son élaboration », par les mots : « décider son élaboration ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit de la rectification d'une erreur matérielle.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23, ainsi modifié.

(L'article 23 est adopté.)

Article 23 bis.

M. le président. Sur l'article 23 bis, je suis saisi d'un amendement n° 6, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, et ainsi rédigé :

« I. — Dans le texte proposé par cet article, remplacer la codification L. 122-4 par la codification L. 121-12.

« II. — En conséquence, modifier dans l'ensemble des articles les visas concernant l'article L. 122-4 conformément au I ci-dessus.

« III. — Dans le texte proposé par cet article, remplacer la codification L. 126-1 par la codification L. 127-1. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit de la modification des dispositions concernant la définition des projets d'intérêt général.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 6, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23 bis, ainsi modifié.

(L'article 23 bis est adopté.)

Article 27.

M. le président. Sur l'article 27, je suis saisi d'un amendement n° 7, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, qui vise :

I. — A rédiger comme suit le début du texte proposé pour l'article L. 123-3-5 du code de l'urbanisme :

« Dans les communes non couvertes par un schéma directeur approuvé ou arrêté, l'acte rendant public le plan d'occupation des sols ou l'acte l'approuvant ou le modifiant devient exécutoire dans le délai d'un mois... »

II. — Après le premier alinéa du texte proposé par l'article L. 123-3-5, à ajouter les dispositions suivantes :

« Dans ce cas, le représentant de l'Etat dans le département est tenu de motiver les modifications qu'il a demandées. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Cet amendement est constitué de deux paragraphes. Le premier tend à tirer les conséquences de la suppression par le Sénat du choix qui était offert aux communes en ce qui concerne l'opposition du P. O. S. rendu public. Le second est destiné à harmoniser les dispositions du P. O. S. avec celles qui ont été retenues pour le schéma directeur.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 7, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 27, ainsi modifié.

(L'article 27 est adopté.)

Article 29 ter.

M. le président. Sur l'article 29 ter, je suis saisi d'un amendement n° 8, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, qui tend :

I. — A rédiger comme suit la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 127-1 du code de l'urbanisme :

« La carte communale est élaborée à l'initiative et sous la responsabilité et le contrôle de la commune. »

II. — Dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article, à remplacer la première phrase du dernier alinéa par les dispositions suivantes :

« Dans les communes non couvertes par un schéma directeur approuvé ou arrêté, l'acte rendant la carte communale opposable aux tiers devient exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa transmission au représentant de l'Etat dans le département sauf si, dans ce délai, celui-ci a notifié à la commune les modifications qu'il estime nécessaire d'apporter à cet égard, lorsque certaines de ces dispositions sont illégales ou ont fait apparaître des incompatibilités manifestes avec l'utilisation ou l'affectation des sols des communes voisines. Dans ce cas, le représentant de l'Etat dans le département est tenu de motiver les modifications qu'il a demandées. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. La modification apportée à l'article 29 ter consiste à harmoniser le régime de la carte commu-

nale avec celui qui a été prévu pour le plan d'occupation des sols. Il s'agit essentiellement de rectifications d'ordre rédactionnel.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 29 ter, ainsi modifié.

(L'article 29 ter est adopté.)

Article 33.

M. le président. Sur l'article 33, je suis saisi d'un amendement n° 9, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, et tendant à rédiger comme suit le début du texte proposé pour l'article L. 421-2-8 :

« L'Etat, la commune ou l'établissement public, lorsqu'il défère devant un tribunal administratif une décision relative à un permis de construire et assortit son recours d'une demande de sursis à exécution, peut demander qu'il soit fait application... »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Cette modification d'ordre rédactionnel est destinée à éviter une ambiguïté dans l'interprétation de cet article. Il s'agit bien de donner au maire les mêmes pouvoirs que ceux du préfet : il pourra demander que la procédure accélérée prévue dans la loi du 2 mars modifiée s'applique au sursis à exécution en matière de permis de construire.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 9, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 33, ainsi modifié.

(L'article 33 est adopté.)

Article 34 quater.

M. le président. Sur l'article 34 quater, je suis saisi d'un amendement n° 10, déposé par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, qui vise à rédiger comme suit le début du quatrième alinéa de cet article : « La procédure prévue aux deux alinéas ci-dessus est applicable... »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Cet amendement est essentiellement rédactionnel. Il supprime une ambiguïté.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 10, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 34 quater, ainsi modifié.

(L'article 34 quater est adopté.)

Article 45.

M. le président. Sur l'article 45, je suis saisi d'un amendement n° 11, présenté par M. Paul Girod, au nom de la commission des lois, qui a pour objet de rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article :

« Dans chaque région, le représentant de l'Etat répartit les crédits entre les départements en prenant en considération les prévisions régionales visées à l'article 41 et après consultation du conseil régional. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de coordination. Le Sénat a en effet modifié l'article 41 pour préciser que la région établissait des prévisions en matière d'habitat. Il faut donc coordonner la rédaction de l'article 45 avec celles qui ont été adoptées à l'article 41.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 11, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 45, ainsi modifié.

(L'article 45 est adopté.)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Sur l'ensemble du projet de loi, la parole est à M. Madelain, pour explication de vote.

M. Jean Madelain. Monsieur le président, monsieur le ministre d'Etat, mes chers collègues, en parvenant au terme de ce débat fort complexe, je voudrais exprimer mes remerciements à nos rapporteurs qui ont su éclairer le travail du Sénat avec beaucoup d'efficacité.

Je tiens à remercier également M. le ministre d'Etat pour sa courtoisie, en lui manifestant ma satisfaction qu'il ait désormais adopté comme règle de travail au sein de notre Haute Assemblée une sérénité, un calme et un peu d'humour qui sont finalement des vertus bien provençales.

Qu'il me soit permis néanmoins de lui dire que mon groupe et moi-même considérons qu'il n'a pas toujours fait preuve de bonne volonté sur le fond.

Nous avons adopté un texte plus conforme à nos vœux. Il ne nous a pas suivis. Je considère même que, la plupart du temps, il est resté sur ses positions.

Il est vrai que les formations de gauche de notre Haute Assemblée ont adopté une position pour le moins curieuse.

Le *Journal officiel* contiendra l'analyse de tous les scrutins publics intervenus au cours de ce débat. Y figureront les abstentions répétées de nos collègues de gauche sur les propositions de nos rapporteurs, notamment celles garantissant, comme à l'article 3, la compensation des charges nouvelles des collectivités locales résultant des transferts de compétences.

Je pensais quant à moi qu'il y avait un consensus plus général dans notre assemblée sur la défense des collectivités locales.

Enfin, je souhaiterais évoquer l'architecture du texte que nous allons adopter.

Le Gouvernement en a retiré une bonne partie que nous étions prêts, pour notre part, à discuter.

Nous l'avons prouvé en déposant une proposition complémentaire que M. le Premier ministre s'est d'ailleurs engagé à inscrire à l'ordre du jour de la session de printemps.

Nous l'avons prouvé en examinant ce texte en un temps record, qui, je l'espère, ne sera pas défavorable aux communes et aux départements.

Nos commissions ont prouvé par leurs amendements qu'elles acceptaient d'entrer dans le jeu du texte proposé par le Gouvernement. Quant à nous, nous resterons vigilants sur l'entrée en vigueur de ce texte et sur sa mise en application, au nom de la défense des communes, des départements et des régions. (Applaudissements sur les travées du R. P. R., de l'U. R. E. I., de l'U. C. D. P. et sur certaines travées de la gauche démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Bécam.

M. Marc Bécam. Monsieur le président, monsieur le ministre d'Etat, mes chers collègues, le groupe du rassemblement pour la République votera le texte ainsi qu'il a été amendé au cours d'une discussion où le Sénat a fait preuve de sa bonne volonté afin qu'elle soit la plus rapide possible pour répondre au souhait du Gouvernement. Le nombre d'amendements que nous avons examinés par heure constitue sans doute un record. Cela témoigne du désir du Sénat de ne point faire traîner les choses.

Cela dit, le texte que nous allons voter est important dans son dispositif, puisqu'il a pour objectif de clarifier les compétences, de dire qui fait quoi, qui décide quoi, qui paie quoi, etc.

Le travail accompli par les rapporteurs, en particulier par le rapporteur saisi au fond, est tout à fait considérable ; il sauvegarde la cohésion de l'ensemble du texte. Ce dernier ne répond peut-être pas tout à fait au vœu du Gouvernement. Mais les avis défavorables émis sur les amendements, de la part du Gouvernement, ou parfois du rapporteur, ont porté sur des textes qui, à mon sens, dans de nombreux cas étaient assez proches les uns des autres.

Nous formons le vœu que le dispositif soit attentivement suivi et que les textes que nous attendons soient déposés aussi rapidement que possible. Comment assumer de nouvelles compétences sans régler le problème du statut de l'élu local ? Le maire aura-t-il quelque liberté pour s'occuper un peu plus des affaires de sa commune ? Comment assumer de nouvelles compétences si le système Etat-collectivités locales reste bloqué au niveau de l'ensemble de nos fonctionnaires ? Et la coopération ?

Ce n'est qu'après avoir répondu à ces questions que nous saurons si ce dispositif est bon ou s'il est insuffisant.

En conclusion, je dirai que les différents échelons administratifs que constituent la commune, le département et la région ne doivent pas s'opposer à l'Etat comme c'est trop souvent le cas. Dans les faits, c'est toujours le même citoyen qui est concerné : il habite, bien sûr, dans une commune, d'un département qui, lui-même, appartient à une région qui fait partie de la nation tout entière.

Le souci du Sénat, je le sais, sera toujours d'éviter les tensions qui peuvent naître de ces différents échelons, et qui risqueraient, si l'on n'y prend garde, de s'accroître par cet échelon supplémentaire de gestion que constitue la région. Notre pays est certainement l'un des plus rares au monde à posséder quatre échelons d'administration et de gestion.

Toutefois, compte tenu des améliorations apportées à ce texte et du travail effectué par le Sénat, le groupe du R. P. R. l'adoptera dans son entier. (*Applaudissements sur les travées du R. P. R., de l'U. R. E. I. et de l'U. C. D. P.*)

M. le président. La parole est à M. Ooghe.

M. Jean Ooghe. Monsieur le président, monsieur le ministre d'Etat, mes chers collègues, avant de procéder au vote sur l'ensemble, je voudrais rappeler l'appréciation positive que nous avons portée sur le projet de loi gouvernemental.

Avec les dispositions proposées par le Gouvernement concernant les transferts de compétences aux trois grandes catégories de collectivités territoriales, s'ouvrira, le 1^{er} janvier 1983, la seconde phase de la grande réforme de décentralisation. Nous nous en félicitons, car nous y voyons l'expression d'une réelle volonté d'engager notre pays dans la voie d'une décentralisation effective des pouvoirs, ce qui ne manquera pas de favoriser le développement de la démocratie locale.

Comme nous l'avions nettement indiqué dès le début, nous avons abordé le débat avec deux préoccupations essentielles. La première concernait le problème du regroupement intercommunal. Nous voulions écarter toute disposition qui aurait pu entraîner le retour aux pratiques autoritaires du passé et mettre en cause la notion de coopération librement consentie. La seconde préoccupation concernait le problème du transfert de ressources nécessaires pour assumer les transferts de compétences.

Sur le premier point, nous constatons que le Gouvernement a été attentif aux observations que nous avions présentées et qu'en conséquence des conditions plus favorables s'établissent pour assurer une aussi bonne articulation que possible entre la nécessité de la coopération intercommunale et la sauvegarde de l'autonomie communale.

Sur le second point, nous prenons acte de la volonté du Gouvernement d'assurer, pour le moins, une rigoureuse équivalence entre le transfert de compétences et le transfert de ressources nécessaires.

En revanche, la majorité de cette assemblée, à partir de problèmes réels, n'a pas su résister, une fois de plus, à la tentation de la surenchère et de la démagogie en insérant dans le texte des dispositions maximalistes et en prétendant imposer immédiatement la réparation des graves dégâts causés aux finances des collectivités locales par les transferts de charges pratiqués systématiquement par les gouvernements précédents. Pour notre part — et personne ne s'en étonnera — nous refusons de cautionner une telle attitude.

Je dirai à nouveau à M. Madelain, comme je l'ai dit à M. Fourcade, que nous n'avons pas de leçon à recevoir...

M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis. Nous non plus !

M. Jean Ooghe. ... de la part de ses amis en ce qui concerne les véritables intérêts des communes tant il est vrai, comme en témoigne l'expérience du précédent septennat, que les attitudes actuelles des formations de droite, dans cette enceinte, apparaissent avant tout comme des démarches ponctuelles commandées par une volonté essentiellement d'opposition systématique à l'action du Gouvernement.

M. Marc Bécam. Mon Dieu !

M. Jean Ooghe. Voilà pourquoi nous ne cautionnerons pas cette attitude. Nous nous abstenons lors du vote sur l'ensemble en formulant le souhait que l'Assemblée nationale et la commission mixte paritaire apportent au texte actuel les améliorations qui s'imposent en vue d'assurer la meilleure réussite de la décentralisation. (*Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Authié.

M. Germain Authié. Monsieur le président, monsieur le ministre d'Etat, mes chers collègues, au cours du débat, et notamment dans la discussion générale, le groupe socialiste a rappelé ses positions en ce qui concerne la décentralisation. Je ne les reprendrai donc pas.

Nous avons apprécié la volonté et la cohérence qui animent le Gouvernement et la ténacité de M. le ministre d'Etat pour traduire dans les faits et dans le respect des délais les engagements pris par le Président de la République devant les Français et par le Premier ministre devant le Parlement.

Le groupe socialiste soutenait et continuera de soutenir le projet du Gouvernement tel qu'il nous était présenté. Dans un souci d'efficacité, nous avons déposé et défendu une trentaine d'amendements qui ont connu, le plus souvent, le sort habituel qui est réservé aux propositions que nous soumettons à notre Haute Assemblée.

En revanche, une nouvelle fois, nous constatons que la majorité sénatoriale, fidèle à sa stratégie, a tout mis en œuvre pour modifier profondément le projet du Gouvernement, comme l'a souligné l'orateur qui m'a précédé.

La suppression, les modifications, l'irrecevabilité opposée à plusieurs articles fondamentaux ont conduit à élaborer un texte profondément dénaturé.

Nous avons pu constater, à plusieurs reprises, que le Gouvernement a tenté d'ouvrir un dialogue constructif avec la majorité de notre assemblée. L'intransigeance de cette dernière, par la voix de ses rapporteurs, n'a pas répondu à cette attente et nous le regrettons.

Cependant, tenant compte des aspects positifs qui subsistent dans le projet, le groupe socialiste s'abstiendra. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le président, monsieur le ministre d'Etat, mes chers collègues, le débat qui s'est instauré devant notre assemblée sur ce projet de loi me paraît exemplaire.

Le Sénat a voulu rester fidèle à son titre de « grand conseil des communes de France ». Il n'a pas oublié que la loi de 1884 avait régi les institutions communales et la loi de 1871 les institutions départementales pour plusieurs décennies ; par conséquent, il a voulu par ses votes se placer bien au-dessus de toutes les fluctuations occasionnelles de la vie politique française. Il a d'ailleurs tenu à manifester la permanence de ses objectifs en reprenant, quelquefois sous une forme rédactionnelle un peu différente, les dispositions qu'il avait adoptées lorsqu'un précédent gouvernement, avec une autre majorité, lui avait proposé un texte. La loi est faite pour durer un certain nombre d'années.

C'est pourquoi le Sénat, ou tout au moins notre groupe, éprouve quelques inquiétudes devant les réticences courtoises du Gouvernement à l'égard de ses suggestions. Certes, au sein même de notre groupe, des divergences de détail peuvent exister. Elles prouvent notre liberté d'opinion, notre liberté de vote. Elles témoignent de notre attachement aux libertés locales.

Nous souhaitons que ce projet de loi, lorsqu'il aura été définitivement adopté, soit appliqué avec sérieux et modération, afin que nos collectivités locales puissent s'épanouir et que les élus locaux puissent jouir de plus de liberté dans l'expression des volontés de la population.

Je crains toutefois qu'à la tutelle de l'Etat ne se substitue insidieusement celle de certaines collectivités ou d'un groupement de collectivités sur d'autres collectivités, en particulier sur la commune, qui est la cellule de base de la démocratie. Je redoute également que, sur le plan financier, le contribuable local ne subisse les conséquences excessives des charges qu'entraînera, inévitablement, l'application de ce texte.

Au terme de ce débat, nous rendons hommage à la courtoisie qu'a toujours manifestée M. le ministre d'Etat et aux efforts de compréhension qu'il a accomplis sur un certain nombre de points.

Nous remercions très vivement tous nos collaborateurs qui ont passé des jours et des nuits très pénibles à élaborer tous les documents nécessaires au débat.

Nous avons, quant à nous, constaté avec plaisir qu'il n'y avait eu de scrutin public que sur les dispositions fondamentales de ce texte et qu'à plusieurs reprises d'ailleurs aucune opposition ne s'était manifestée aux propositions des commissions.

Cela nous paraît fondamental. Une fois de plus, le Sénat aura manifesté son unité. Nous pouvons en prendre acte avec satisfaction. (*Applaudissements sur les travées du R. P. R., de l'U. R. E. I., de l'U. C. D. P. et sur certaines travées de la gauche démocratique.*)

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat. Je voudrais, à mon tour, remercier les présidents de séance, qui ont dû siéger souvent tard la nuit et qui ont présidé nos débats avec une grande objectivité, et les rapporteurs. S'ils n'ont pas toujours été d'accord sur le fond avec le Gouvernement, bien des fois, nous avons réussi à rapprocher nos points de vue. J'ai constaté avec plaisir qu'une volonté commune s'était manifestée pour trouver un terrain d'entente.

Je voudrais remercier également le personnel que nous avons soumis à dure épreuve. Je vous prie de m'excuser d'avoir personnellement insisté à plusieurs reprises pour que la séance dure plus longtemps la nuit. Nous avons terminé l'examen de ce texte dans des délais convenables et même avant la date envisagée par la conférence des présidents. Il ne faut pas oublier pour autant que notre débat a duré une trentaine d'heures, ce qui démontre le sérieux du travail qui a été effectué au Sénat.

Je remercie M. Madelain, sénateur d'Ille-et-Vilaine, de son compliment. Il m'a dit que j'avais fait preuve de courtoisie, de calme et, de temps en temps, d'humour et qu'il s'agissait là de qualités provençales. De la part d'un Breton, c'est un compliment que j'apprécie à sa juste valeur. Lorsque les Marseillais apprendront que c'est un sénateur d'Ille-et-Vilaine qui m'a ainsi qualifié, on me dira sans doute que l'atmosphère du Sénat a bonifié mon caractère. (*Sourires.*)

On m'a reproché de rester sur mes positions quant au fond du problème. J'ai fait de nombreux pas en avant. J'ai accepté beaucoup d'amendements. Néanmoins, sur les questions essentielles, on ne peut pas reprocher à un homme politique d'être fidèle à ses conceptions.

En ce qui concerne l'architecture du texte, j'ai admis la discussion. J'ai incité M. le Premier ministre à accepter la discussion de la deuxième partie du texte sur la base de la proposition de loi déposée par les présidents et rapporteurs des commissions concernées. Cela prouve la bonne volonté du Gouvernement, son désir de faire aboutir ce projet dans des délais rapides sur la base d'un texte émanant de la majorité du Sénat qui, comme vous le savez, n'est pas la majorité gouvernementale, et sa loyauté dans cette discussion.

M. Bécam s'est félicité de la rapidité des débats ; je ne peux que l'en remercier, ainsi que tous les sénateurs. Je pense, pour ma part, que c'est une bonne chose. Car si un débat important dure trop longtemps, il risque de se produire une certaine lassitude, un certain désintéressement, et les textes ne sont pas étudiés aussi attentivement qu'ils le méritent.

M. Bécam a fait allusion au statut des élus, qui était nécessaire, non seulement en ce qui concerne les maires, mais aussi en ce qui concerne les conseillers généraux, les présidents de conseil général et de conseil régional. Ce statut est pratiquement prêt et sera bientôt déposé ; il sera connu vraisemblablement avant les élections municipales et pourra ainsi être voté lors de la session de printemps.

M. Ooghe s'est réjoui du fait que le Gouvernement n'ait pas cherché à imposer des regroupements autoritaires. Cela fait partie de notre doctrine commune. Il est donc normal que j'évite de m'engager dans cette voie.

Quant aux transferts de ressources, il a bien noté que le Gouvernement a souhaité qu'ils soient concomitants aux transferts de compétences. Je ne pouvais pas accepter qu'ils soient antérieurs. Par ailleurs, le fait qu'ils soient postérieurs aurait pu léser les communes. La bonne règle, vous l'avez bien compris et je vous remercie de l'avoir souligné, c'est qu'il y ait concomitance.

Je remercie mon ami Authié d'avoir rappelé la position des socialistes. Vous savez tous qu'il n'est jamais très agréable ni très facile d'être minoritaire dans une assemblée, alors qu'on fait partie de la majorité gouvernementale.

Vous avez connu cette époque, messieurs les rapporteurs, quand vous étiez dans la majorité. Lorsque des projets de loi vous étaient soumis, vous déposiez des amendements et, parfois, le Gouvernement vous demandait de retirer vos amendements. Ce n'est pas toujours agréable pour les élus parlementaires. Néanmoins, c'est la fonction qui le veut. Telles sont les règles politiques. C'est pourquoi je remercie mes amis socialistes de s'être pliés à cet usage, ce qui, je le reconnais volontiers, n'a pas toujours été facile pour eux.

Je voudrais dire à M. Descours Desacres que j'ai apprécié ses apports rédactionnels. Il a un grand souci de la syntaxe, de la grammaire, du bon français. A plusieurs reprises, il nous a fait bénéficier de ses connaissances dans ce domaine. C'est une bonne chose pour le texte. Plus tard, ceux qui le reliront s'apercevront qu'il est écrit en bon français et qu'il est clair.

En outre, il a souhaité que le texte soit appliqué avec sérieux et rapidité. Je me permets de dire à M. Descours Desacres que nous avons déjà fait la preuve au Gouvernement de notre souci de publier rapidement les décrets d'application pour les textes antérieurs. Je crois que, rarement, des décrets pour des textes aussi importants et complexes ont été rédigés et publiés aussi rapidement.

Enfin, il a insisté sur le fait qu'une collectivité locale ne doit pas exercer une tutelle sur une autre collectivité locale. Je n'ai pas cessé de le répéter moi-même tout au long de ce débat : toutes les dispositions présentées par le Gouvernement dans ce texte montrent bien que nous voulons éviter de substituer à la tutelle de l'Etat la tutelle d'une autre collectivité locale ou de plusieurs autres collectivités locales, ce qui peut être le cas pour les communes, puisque les départements, les régions ou le Gouvernement auraient pu être tentés de le faire. Nous avons évité cet écueil.

En conclusion, je voudrais dire que je me félicite, moi aussi, de l'atmosphère de sérieux de ce travail de coopération, voire de bonne humeur, qui a régné durant ces débats. Il est plus agréable de travailler dans la bonne humeur que dans une atmosphère tendue. Je reviendrai devant vous en espérant que la commission mixte paritaire arrivera à un accord qui marquera la bonne volonté des uns et des autres. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes ainsi que sur celles des radicaux de gauche.*)

M. le président. Je vous remercie, monsieur le ministre d'Etat, des paroles aimables que vous avez prononcées à l'égard des présidents de séance.

M. Paul Girod, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Girod, rapporteur. Au nom de la commission des lois, je remercie les rapporteurs des autres commissions qui ont bien voulu assister le rapporteur au fond. Car, comme je le disais hier, il s'est senti par moment quelque peu écrasé par l'ampleur de la tâche.

La commission des lois s'est efforcée de proposer au Sénat un texte qui soit conforme à notre vue commune de l'intérêt des services publics, qu'il soit d'origine nationale, départementale, régionale ou communale. Je voudrais dire que, dans cette tâche, les apports de M. Raybaud et de M. Fourcade, au nom de la commission des finances, de M. Madelain, au nom de la commission des affaires sociales, de M. Valade, au nom de la commission des affaires économiques, et de M. Séramy, au nom de la commission des affaires culturelles, ont été pour la commission des lois d'un grand secours et je ne voudrais pas que ce débat se termine sans avoir remercié publiquement les rapporteurs.

Je tiens également à remercier M. le ministre d'Etat. Ses collaborateurs nous ont beaucoup aidé dans la préparation de ce texte. Tout au long de ce débat, la courtoisie a été de règle entre nous. Nous verrons bien ce qu'il adviendra de notre texte. Je remercie, enfin, les présidents de séance, les services des commissions et tout le personnel du Sénat, qui ont facilité le déroulement de nos débats. (*Applaudissements.*)

Je demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant de la commission.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 35 :

Nombre des votants.....	302
Nombre des suffrages exprimés.....	197
Majorité absolue des suffrages exprimés ..	99

Pour l'adoption..... 197

Le Sénat a adopté.

M. Marc Bécam. Aucun vote contre ! Cela prouve que c'est du beau travail !

M. le président. Nous allons interrompre nos travaux jusqu'à quinze heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à treize heures, est reprise à quinze heures cinq, sous la présidence de M. Etienne Dailly.)

PRESIDENCE DE M. ETIENNE DAILLY,

vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

— 4 —

QUESTIONS ORALES

M. le président. L'ordre du jour appelle les réponses à des questions orales sans débat.

RESPECT DE L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE

M. le président. M. Charles Pasqua demande à M. le ministre de la justice :

1° S'il lui paraît conforme au respect de la Constitution, de la règle, essentielle aux démocraties, de l'immunité parlementaire qu'un député ait été inculpé le 20 septembre 1982 à la veille même d'une session extraordinaire du Parlement après avoir été convoqué à fin d'inculpation le 16 novembre 1981 en cours de session parlementaire — l'inculpation n'intervenant pas sur ses protestations — et sans que durant six mois il ait été formé une demande de levée de son immunité parlementaire au cours des sessions ordinaires ou extraordinaires du Parlement ;

2° Pourquoi, s'il a été lui-même informé de cette procédure et de cette tentative d'inculpation, il n'a pas choisi, conformément à la tradition républicaine, de saisir l'Assemblée nationale ;

3° Si, étant en tout cas désormais informé qu'un parlementaire a été ainsi privé de cette occasion de combattre librement une menace de poursuite que la règle exige « loyale et sérieuse », il en exprime le regret et s'il a donné des instructions aux parquets généraux pour éviter le renouvellement d'une telle erreur ;

4° Comment il peut s'expliquer qu'un magistrat instructeur chargé d'une affaire de presse ignore ou feigne d'ignorer que lorsque des journaux portent quotidiennement l'indicatif de l'existence d'un codirecteur de la publication, la seule explication légale en est dans la qualité de parlementaire du directeur de la publication ou que ne l'ignorant pas, il tente en cours de session d'inculper ce parlementaire en raison même de cette qualité de responsable de presse portée sur les publications objets des poursuites ;

5° S'il ne lui paraît pas que dans l'un ou l'autre et dans le seul souci d'une bonne administration de la justice et des droits de la défense, le parquet général pourrait être invité à solliciter, conformément à la loi, le dessaisissement dudit magistrat au profit de l'un de ses collègues ;

6° S'il est exact que l'inculpation de ce parlementaire serait intervenue en l'absence de réquisition du ministère public, bien que le parlementaire menacé d'être ainsi inculpé ait expressément sollicité la communication du dossier au parquet afin qu'il

se prononce sur le fondement de la poursuite après que l'élu lui-même eut adressé au magistrat instructeur des notes, consultations et l'avis même des services techniques de l'information relevant du Premier ministre. (N° 293.)

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, c'est la troisième fois que, dans une enceinte parlementaire, j'ai l'occasion de répondre sur ce sujet. Mais je continuerai à le faire aussi souvent que les honorables parlementaires le souhaiteront.

Je réponds donc bien volontiers, monsieur Pasqua, à la question que vous m'avez posée et que l'on qualifierait, en langage juridique, de question complexe car elle s'articule en six points.

Les points un, deux, quatre et cinq de cette question ne peuvent appeler de réponse de la part du garde des sceaux, car ils tendent, directement ou indirectement, à lui demander, à propos du déroulement d'une affaire en cours d'instruction, de commenter des actes d'instruction qui relèvent du pouvoir juridictionnel d'un juge d'instruction, c'est-à-dire d'un magistrat du siège.

S'agissant, en particulier, du moment choisi par le magistrat instructeur pour notifier une inculpation, je n'ai pas besoin de souligner que ce choix relève du seul pouvoir du magistrat instructeur. Tout commentaire de la part du ministre de la justice à propos d'un acte d'instruction qu'un magistrat du siège réalise dans le cadre de l'instruction aboutirait, directement ou indirectement, à constituer une forme d'atteinte à l'indépendance des magistrats du siège auxquels appartiennent les juges d'instruction.

Les troisième et sixième points de votre question invitent en quelque sorte le ministre de la justice à violer le secret de l'instruction dont il est comptable comme tous ceux qui relèvent de l'article 11 du code de procédure pénale.

Devant l'intérêt exceptionnel que la chronologie des faits paraît susciter de la part des amis de M. Audinot, j'apporterai une indication que je n'ai pu, lors de ma dernière audition, fournir au Sénat, tenu que j'étais par le secret de l'instruction. Je dois à l'avocat de M. Audinot des précisions qu'il m'a autorisé à rendre publiques.

Cet excellent avocat, rapportant la chronologie du déroulement de la notification de l'inculpation, dit ceci : « Le juge, M. Grellier, avait voulu convoquer M. Audinot pendant le mois d'août. Il m'avait fait prévenir par courtoisie, puisqu'il savait que je serais l'avocat de M. Audinot ; à ce titre, en effet, je lui avais apporté des correspondances de M. Audinot.

« En mon absence, mon cabinet lui a indiqué que M. Audinot était en Allemagne, et inatteignable. » Le fait que cette personne se trouvait en Allemagne et qu'elle était inatteignable est d'ailleurs tout à fait remarquable. Mais je poursuis ma lecture.

« M. Grellier — ajoute l'avocat de M. Audinot — qui avait convoqué une première fois pour le mois d'août, a lancé une seconde convocation pour le 3 septembre.

« Mon cabinet lui a précisé que M. Audinot ne rentrerait que le 6 septembre.

« M. Grellier a alors immédiatement indiqué qu'il ne pourrait inculper que le 20 septembre, car lui-même était en vacances du 6 au 20 septembre. »

Je pense que ces précisions données grâce à la courtoisie et au sens de la vérité de des faits de l'excellent défenseur de M. Audinot suffiront à mettre un terme à l'éternelle assertion, trop fréquemment reprise en tout cas, selon laquelle M. Audinot aurait été inculpé la veille de la rentrée parlementaire dans le dessein de mettre en échec l'immunité parlementaire qui commence le jour de l'ouverture de la session. Il en ressort, je le rappelle, qu'il a été convoqué au mois d'août, qu'il était alors inatteignable, que le magistrat, par courtoisie, lui a fait notifier une deuxième comparution, et que, M. Audinot ne rentrant, pour convenances personnelles, que le 6 septembre, et le magistrat lui-même partant en vacances à cette date, c'est le 20 septembre que l'inculpation a été notifiée.

En un mot, et presque en souriant, disons que si M. Audinot a été victime de quelque atteinte, c'est d'une courtoisie exceptionnelle, certes pas critiquable, de la part du magistrat instructeur.

M. René Chazelle. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Pasqua.

M. Charles Pasqua. Je remercie M. le garde des sceaux de son extrême bonne volonté et du fait qu'il ait accepté de répondre, ainsi qu'il l'indiquait, pour la troisième fois à une question posée sur cette affaire d'immunité parlementaire. Monsieur le garde des sceaux, je vous dirai tout de suite que je n'interviens pas dans cette affaire à titre d'ami de M. Audinot, titre qui, après tout, en vaudrait bien d'autres. J'interviens en tant que parlementaire, en tant que sénateur sur un problème qui paraît à un certain nombre de nos collègues suffisamment grave pour retenir l'attention non seulement du Parlement, mais également du ministre de la justice.

Je ne pense pas surprendre outre mesure M. le garde des sceaux en lui disant que ses explications ne m'ont pas convaincu.

Seule une urgence particulière peut justifier l'inculpation d'un parlementaire hors session.

Or quelle est donc l'urgence dans une affaire où les faits motivant l'inculpation sont anciens et dont l'instruction est ouverte depuis longtemps ? Quelle est l'urgence d'une affaire qui a pu sans inconvénient être mise en sommeil pendant neuf mois et où, apparemment, aucun élément nouveau n'est apparu depuis lors ? A moins de considérer comme un fait nouveau, d'une valeur juridiquement déterminante, l'occupation d'une partie des locaux du ministère de la justice par un commando cégétiste, le 20 juillet dernier !

Et s'il n'y avait pas urgence, pourquoi donc, après avoir perdu neuf mois, a-t-on, pour gagner une semaine, privé André Audinot de la possibilité de s'exprimer devant ses pairs ? Est-ce précisément ce droit qu'on a voulu lui retirer ?

Ces questions méritent une réponse sérieuse et précise, monsieur le ministre, car l'enjeu est de taille. S'il est avéré qu'un magistrat a détourné sciemment la procédure afin de priver un député des garanties que lui reconnaissent nos institutions, alors les droits du Parlement ont été bafoués. Ce serait là un précédent extrêmement dangereux pour la démocratie. Si désormais le principe de l'immunité parlementaire peut être contourné aussi aisément, qu'est-ce qui préservera encore les parlementaires des pressions et des poursuites arbitraires ? Qu'est-ce qui leur garantira les conditions d'un exercice indépendant et serein de leur fonction de représentant de la souveraineté nationale ?

Or je suis bien obligé de constater que, jusqu'à présent, à toutes ces questions, le garde des sceaux s'est contenté de répondre par un certain nombre d'arguments juridiques, certes intéressants, par un exposé brillant, mais je dirai presque hors sujet.

Vous ne répondez pas à la question essentielle : pourquoi André Audinot a-t-il dû attendre août 1982 pour se voir notifier une inculpation pour des faits que, en novembre 1981, le magistrat instructeur jugeait déjà constitutifs d'une infraction ?

Pour n'avoir pas à y répondre, vous vous retranchez à nouveau derrière le principe de la séparation des pouvoirs. Code de procédure pénale en main, vous nous expliquez que c'est au juge d'instruction et à lui seul qu'il appartient de décider du principe et du moment d'une inculpation.

Nul ne songe à contester ce point. En revanche, il n'est pas d'exemple que le Gouvernement ne soit prévenu lorsque doit être engagée une procédure contre un parlementaire. Dès lors, sans remettre en cause l'indépendance du magistrat, vous aviez, en tant que garde des sceaux, la possibilité de vous opposer à cette procédure en proposant le dessaisissement du juge. En ne le faisant pas, vous avez cautionné implicitement un comportement contraire au bon fonctionnement de la justice et, en tout cas, à l'esprit de nos institutions.

Pour couper court au débat, vous invoquez enfin le secret de l'instruction.

Devant ce silence — aussi justifié qu'il soit de votre part — comment s'étonner que chacun cherche à comprendre par lui-même ? Et dans cet exercice, on ne peut s'empêcher de constater que la période d'immobilisation de la procédure engagée contre M. Audinot coïncide avec les grandes manœuvres entreprises par un groupe financier pour mettre la main sur le journal *France-Soir* pour le compte d'un parti politique.

Les faits que j'évoque là, monsieur le garde des sceaux, ne sont pas couverts par le secret de l'instruction ; ils sont même, si j'ose dire, de notoriété publique.

Faut-il alors penser que le Gouvernement a exercé ou laissé exercer un chantage juridique sur un groupe de presse indépendant, et qu'ayant échoué il a mis sa menace à exécution ?

Naturellement, je souhaite qu'il n'en soit rien. Mais si cette interprétation était la bonne, c'est alors la liberté de la presse, c'est-à-dire un des droits fondamentaux de notre démocratie, qui serait remis en cause.

Le principe de cette liberté remonte en effet aux sources mêmes de la République, puisqu'il a été posé par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui dispose que « la communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme » et que « tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement ». Depuis lors, ce principe s'est imposé dans la pratique et a acquis valeur constitutionnelle en étant intégré au préambule de la Constitution de 1946, repris par celle de 1958.

Le Gouvernement a-t-il délibérément bafoué cette liberté constitutionnelle pour abattre un groupe de presse coupable seulement d'être trop critique à son égard ? Et, pour paraphraser la formule tristement célèbre de M. Laignel, le seul « tort juridique » d'André Audinot serait-il d'être « politique-ment minoritaire » ?

Pour faire justice de cette hypothèse, le Gouvernement n'a qu'un moyen : il doit faire connaître clairement et une fois pour toutes sa position à l'égard des ordonnances d'août 1944 et du statut qu'il souhaite pour la presse.

Dois-je rappeler à l'éminent juriste que vous êtes, monsieur le ministre, que dans le domaine du droit pénal — et c'est bien dans ce domaine que nous sommes avec l'affaire Audinot — le principe essentiel qui prévaut est celui de l'interprétation stricte, ce qui exclut toute interprétation analogique ou toute référence à l'esprit du texte ?

Or tel n'est pas l'avis du Premier ministre, M. Pierre Mauroy, qui, dans une instruction adressée au ministre de la communication, écrit au sujet des ordonnances d'août 1944 :

« Je n'ignore pas que la thèse développée par le service juridique et technique de l'information — du Premier ministre — a plusieurs fois été soutenue dans le passé, mais il faut bien reconnaître qu'elle ne correspond pas à l'esprit de l'ordonnance de 1944 ».

Cette position est inquiétante, et M. Mauroy méconnaît ou conteste les règles les plus élémentaires du droit pénal français. S'il appartient au juge, et au juge seul, d'interpréter la loi, son interprétation ne peut pas conduire à la création de délits automatiques.

Dans l'état actuel des choses, si l'on s'en tient à l'interprétation stricte qui est en vigueur depuis trente-huit ans et qui a été confirmée par les services du Premier ministre le 22 décembre 1981, la situation dont on fait aujourd'hui grief à André Audinot n'est pas constitutive d'une infraction et son inculpation ne tient pas.

Le Gouvernement peut parfaitement — c'est son droit — désirer un nouveau statut pour la presse. Dans ce cas, qu'il le dise clairement ! L'ensemble de la presse française et, au-delà, tous les citoyens sont concernés.

Si, dans cette enceinte, deux fois à quelques semaines d'intervalle, nous nous adressons à vous, monsieur le ministre, c'est pour vous mettre en garde. Vous êtes engagé dans une voie périlleuse. D'ores et déjà, l'impartialité et l'objectivité dont vous devez être le garant sont gravement compromises.

La situation de M. Audinot n'est pas unique dans la presse. Si vous considérez, en votre âme et conscience, que la voie choisie est la bonne, qu'attendez-vous pour faire engager des poursuites contre les dirigeants des groupes de presse qui sont dans une situation analogue ?

Quels que soient les montages utilisés et les apparences, j'attends de votre honnêteté une réponse claire. Allez-vous, entre autres — et chacun comprendra que je cite en priorité ceux-ci — poursuivre les dirigeants des groupes suivants : *Le Provençal* ? *La Dépêche* ? *Le Nouvel Observateur* ? Et, naturellement, la liste n'est pas limitative. Ou bien allez-vous les laisser en paix et réserver tous vos coups à un seul groupe de presse ? Vous donneriez alors l'impression de faire deux poids, deux mesures. Pourquoi cette discrimination, en effet, sinon en raison de la personnalité même de l'inculpé, député de l'opposition et membre d'un groupe de presse qui ne ménage pas toujours le pouvoir en place ? Comment interpréter cet acharnement, sinon comme une concession aux exigences du parti communiste et de la C. G. T. ou comme une manœuvre d'intimidation de l'opposition ?

On l'a dit : ce sont la liberté d'opinion et la liberté de la presse qui sont ici en jeu. Il ne serait pas tolérable qu'elles soient limitées pour certains en fonction de critères exclusivement politiques.

Le pays est en droit de savoir quelles sont précisément les conceptions et les intentions du Gouvernement en matière de liberté de la presse.

Je demande solennellement au Gouvernement de saisir le Parlement. Seule la représentation nationale peut décider dans ce domaine. Chacun alors prendra, face au pays, ses responsabilités.

Pour l'heure, un dernier mot sur l'affaire qui nous occupe aujourd'hui.

« J'accuse le Gouvernement... de s'être livré à une opération politique contre un membre de l'opposition. » Ce n'est pas moi qui m'exprime ainsi, c'est François Mitterrand, en novembre 1959, dans cette même enceinte, lors du débat sur la levée de son immunité parlementaire.

Et d'ajouter à l'adresse de ses collègues sénateurs : « Prenez garde que chacun d'entre vous ne soit peu à peu emporté par ce mécanisme savamment mis en place. »

M. le président. Vous devez conclure, monsieur Pasqua.

M. Charles Pasqua. Je conclus, monsieur le président.

C'est en ces termes que, voilà vingt-trois ans, l'actuel Président de la République, gardien de la Constitution, dénonçait l'engrenage dangereux qui consiste à s'en prendre à l'immunité parlementaire ! Encore eut-il, pour sa part, à deux reprises dans sa carrière politique, la possibilité de s'expliquer devant ses pairs, les gouvernants de l'époque n'ayant pas cherché à l'inculper hors session.

M. le président. Bien !

M. Charles Pasqua. Par-delà ce problème d'immunité parlementaire, ce sont les principes mêmes de la démocratie qui sont en cause : l'égalité de tous devant la justice, les droits de l'opposition, la liberté de la presse.

C'est pour la défense de ces principes que nous combattons et que nous combattrons demain. Le respect de ces principes doit animer l'action de tous ceux qui sont attachés à la démocratie, quelles que soient par ailleurs leur appartenance politique ou leurs convictions.

Au Gouvernement, à vous-même, monsieur le garde des sceaux, d'apporter la preuve par vos actes de la permanence de votre attachement à ces grands principes républicains.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Robert Badinter, garde des sceaux. Je ne veux pas répondre à la plaidoirie de maître Pasqua qui, d'ailleurs, n'avait rien d'improvisée celle-là. (*Sourires.*) Mais je ne peux pas laisser dire — car cela concerne un magistrat et le principe d'indépendance de la magistrature — à propos d'un juge d'instruction, magistrat du siège, qu'il aurait sciemment détourné — sciemment détourné ! —...

M. Charles Pasqua. Je n'ai pas dit « sciemment ».

M. Robert Badinter, garde des sceaux. Un détournement inconscient, cela n'existe pas !

... qu'il aurait sciemment détourné les pouvoirs qu'il tient de la loi. Cela est tout à fait essentiel.

M. Charles Pasqua. Dont acte.

M. Robert Badinter, garde des sceaux. Je fais observer à M. Pasqua que la Constitution — qu'il a votée — est une constitution qui, par rapport à celle de la IV^e République, a justement prévu que, hors session parlementaire, l'immunité n'existe plus. Ce n'était pas le cas sous la IV^e République. A partir de ce moment, si nous suivions aujourd'hui l'interprétation de M. Pasqua, aucun juge d'instruction ne pourrait plus inculper hors session parlementaire sans porter atteinte aux droits du Parlement. Cela reviendrait pratiquement à rétablir dans la justice tout entière, contrairement à la lettre de la Constitution, une immunité parlementaire constante. Nous ne pouvons pas aller dans ce sens.

Enfin, je rappelle, à propos de M. Audinot, qu'il ne s'agit pas d'une inculpation isolée car, en suivant l'évolution de la procédure, elle s'inscrit dans une chaîne d'inculpations. Par conséquent, le magistrat était libre d'apprécier le moment — le mois d'août en l'occurrence — où il décidait d'inculper celui-ci en attendant d'inculper celui-là.

M. le président. Monsieur Badinter, je me permets de vous faire observer, si moins qu'il ne s'agisse d'une remarque que vous auriez voulue humoristique compte tenu de la plaidoirie que nous avons entendue, qu'en vous adressant à M. Pasqua vous avez employé le terme de « maître ». (*Sourires.*)

M. Robert Badinter, garde des sceaux. Je le retire !

M. Marc Bécam. C'était un compliment.

M. Charles Pasqua. Je l'avais pris comme tel ! (*Nouveaux sourires.*)

M. le président. Dans le cas contraire, M. Pasqua aurait oublié de nous signaler une qualité qu'il n'a pas et sa situation ne serait pas régulière vis-à-vis de la présidence du Sénat.

TOURISME : AVENIR DES PROPOSITIONS
FORMULÉES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL

M. le président. M. Pierre Ceccaldi-Pavard demande à M. le ministre de l'urbanisme et du logement de bien vouloir lui préciser quelle suite le Gouvernement envisage de réserver aux conclusions du rapport présenté par le groupe de travail interministériel chargé d'une étude sur les conditions de développement de l'hébergement dans les zones touristiques. En effet, si ce groupe de travail a bien été dissous, les propositions formulées dans son rapport demeurent, notamment le développement de la capacité d'accueil sur les sites les plus fréquentés pour dégager en dix ans plusieurs centaines de milliers de lits supplémentaires ainsi que l'obligation pour les propriétaires de résidences secondaires à les rentabiliser en instituant un impôt exceptionnel de résidence inoccupée. (N^o 277.)

La parole est à M. le ministre.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, ainsi que je l'ai indiqué les 29 et 30 juillet dans deux communiqués de presse, j'ai décidé, pour dissiper tout malentendu, de décharger l'ingénieur général en cause — je ne le nommerai pas puisque vous ne l'avez pas fait vous-même — de la mission de réflexion sur les conditions de développement de l'hébergement dans les zones touristiques qui lui avait été confiée par l'ancien directeur de l'urbanisme et des paysages.

Les idées qui avaient été émises au sein du groupe de travail ont fait l'objet d'une diffusion dans la presse qui a donné un caractère sensationnel à certaines d'entre elles sans prendre en compte les propositions de mesures qui auraient un intérêt certain.

M. Ceccaldi-Pavard semble bien connaître les propositions rassemblées dans un projet de rapport qui n'avait pas été diffusé par l'administration ni par l'animateur du groupe en dehors du cercle restreint des personnes qui contribuaient à sa rédaction puisque — je l'ai dit et je le répète — j'ignorais tout de ce rapport, jusqu'à son existence.

Il est difficile de considérer que le projet de rapport constitue un ensemble cohérent que l'administration pourrait reprendre tel quel. L'absence de conclusion audit rapport conduit à dire qu'il ne peut pas avoir de suite directe.

J'ajouterai que l'inspecteur général en question avait quelques excuses puisque, en 1977, Jacques Blanc, que vous connaissez peut-être, ouvrait une voie en indiquant dans son rapport au Président de la République *Choisir ses loisirs* : « Compte tenu de la faible part des résidences secondaires offertes à la location... on ne peut manquer de chercher à mettre, à peu de frais et rapidement, une partie au moins de ce patrimoine à la disposition des vacanciers ». Et, plus loin : « Devant l'ampleur de ce patrimoine sous-utilisé, certains suggèrent de modifier plus profondément le prélèvement fiscal sur le jeu d'une imposition qui ne porterait pas sur le revenu locatif, mais de manière forfaitaire sur le meublé lui-même en fonction de sa taille. »

Je ne sache pas qu'à l'époque on ait beaucoup accordé d'intérêt à un rapport officiel d'un membre du parti du Président de la République de l'époque et destiné au Président de la République. Il lui a fait le sort qu'il méritait et que j'ai fait au rapport qui suivit, lequel, je vous le rappelle, n'était d'ailleurs qu'une mouture de rapports antérieurs déjà rédigés par le même inspecteur général au profit d'autres ministres.

Le développement de la capacité d'hébergement dans les zones touristiques est un besoin réel de notre pays, qui doit s'opérer dans le respect des équilibres locaux et des richesses naturelles.

Les hébergements à construire doivent être utilisés au mieux et il y faut des incitations. Ce point avait été exposé clairement dans le plan intérimaire. Là-dessus, nous pouvons être d'accord.

En revanche, à propos de la création d'un impôt exceptionnel à l'échelon national, même s'il s'agit d'un domaine qui relève plus de mes collègues de l'économie et des finances et du budget, je crois pouvoir répondre tout de suite qu'il y aurait une totale inadéquation de l'outil au problème posé.

C'était là ma réponse au mois de juillet 1982. C'est également ma réponse aujourd'hui, monsieur Ceccaldi-Pavard.

M. le président. La parole est à M. Ceccaldi-Pavard.

M. Pierre Ceccaldi-Pavard. Monsieur le ministre, comme vous venez de le rappeler, au mois de juillet dernier l'opinion publique s'est émue en prenant connaissance, à la lecture d'un certain nombre de quotidiens, d'informations selon lesquelles un groupe de travail interministériel chargé d'une étude sur les conditions de développement des départements de zones touristiques aurait avancé l'idée d'une taxation des résidences secondaires.

Certes, dans un premier temps, le Gouvernement n'a pas réagi, mais vous-même, monsieur le ministre, devant l'ampleur des protestations et l'émotion soulevée, avez décidé de dissoudre ce groupe de travail et vous vous êtes, me semble-t-il, déclaré prêt à prendre des sanctions contre les fonctionnaires qui auraient diffusé leurs propres réflexions avant même de les avoir portées à la connaissance du ministre.

Permettez-moi tout de même d'émettre un certain nombre de réflexions sur cette affaire et, d'abord, sur la forme.

L'ingénieur général — je ne le nommerai pas, monsieur le ministre, puisque vous ne l'avez pas fait — a reçu, en décembre 1981, une lettre de mission lui demandant de procéder à une étude sur les conditions de développement et d'hébergement dans les zones touristiques.

Je ne connais pas le texte de cette lettre. Il serait peut-être intéressant d'en avoir connaissance. En effet, si cette lettre donnait des orientations à cet ingénieur général, le résultat des travaux du groupe répondrait à la mission qui lui avait été confiée et, dans ce cas, le Gouvernement serait impliqué. Or, il semble bien, d'après ce que vous venez de dire, qu'il s'agisse des réflexions propres de certains fonctionnaires qui perpétuent leurs idées de gouvernement en gouvernement. Dans ce cas, je vous en donne bien volontiers acte, le Gouvernement n'a pas à tenir compte, s'il ne le désire pas, des réflexions d'un groupe de travail.

Mais, sur le fond, de quoi s'agit-il ? Le problème essentiel concerne l'importance des besoins en lits touristiques dans notre pays et la sous-occupation du parc national des résidences privées, notamment en bord de mer.

Je ne connais pas, contrairement à ce que vous pouvez penser, les conclusions de ce groupe de travail — je n'en sais que ce qu'a bien voulu relater la presse — mais il me semble bien qu'il recherchait des solutions pour développer cette capacité d'accueil et pour diminuer la proportion des résidences secondaires privées qui sont totalement inoccupées.

L'impôt exceptionnel sur ce type de résidences a suscité une émotion. Je ne me souvenais pas — je vous l'avoue — que cette question avait déjà été évoquée, mais je vous en donne bien volontiers acte. Cette institution éventuelle d'un impôt exceptionnel a été perçue, par certains, comme une atteinte au droit de propriété. Vous avez, dans votre sagesse, dissous cette commission, mais il est évident — ainsi que vous venez de le rappeler — que les difficultés d'hébergement dans les zones touristiques demeurent et que des solutions doivent être trouvées.

Je vous remercie — vous m'avez devancé sur ce point — d'avoir indiqué qu'il faudrait recourir davantage à l'incitation. En effet, ne serait-il pas plus judicieux, pour inciter les propriétaires de résidences secondaires à les louer, donc à les rentabiliser, de prévoir soit des bonifications d'intérêts pour les emprunts qu'ils pourraient avoir à contracter, soit une exonération totale ou partielle de l'impôt sur le revenu locatif de la taxe d'habitation ou de la taxe foncière, à condition, bien entendu, comme cela a été fait dans le passé pour les résidences principales, de reverser aux communes tout ou partie des sommes correspondantes de façon qu'elles ne soient pas lésées ?

De telles solutions, qui semblent correspondre à vos intentions, seraient infiniment mieux adaptées pour accroître la capacité d'accueil des zones touristiques que celles qui sont préconisées par le rapport de l'ingénieur général.

Je souhaiterais que le Gouvernement examine rapidement ces propositions car, monsieur le ministre, dans cette matière comme dans bien d'autres, j'estime, pour ma part, que la carotte vaut infiniment mieux que le bâton !

MALAISE DANS LA PROFESSION DE COIFFEUR

M. le président. M. Pierre Ceccaldi-Pavard expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat le grave malaise existant dans la corporation des coiffeurs. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre pour assurer le respect de cette profession, notamment en mettant fin aux perquisitions faites au siège des organisations syndicales, nationales ou départementales, ainsi que pour rétablir la liberté des prix dans le cadre des engagements souscrits par cette profession avec le ministre de l'économie et des finances. (N° 159.)

Question transmise à M. le ministre de l'économie et des finances.

La parole est à M. le ministre de l'urbanisme et du logement.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, en remplacement de M. le ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, je me sens si bien dans cette Assemblée que j'ai accepté d'y passer l'après-midi en votre compagnie en remplaçant en lieu et place de quelques-uns de mes collègues retenus par d'autres obligations !

Monsieur Ceccaldi-Pavard, vous avez interrogé M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les mesures prises en octobre 1981 par les pouvoirs publics en matière de prix et de concurrence. Ces mesures n'étaient nullement spécifiques à la profession des coiffeurs.

Des indices d'ententes ayant été relevés dans certains départements, une enquête avait été lancée en août 1981 par les services de la concurrence et de la consommation. De nombreuses enquêtes de concurrence, de même type, sont également en cours dans différents secteurs industriels et de services. L'enquête dans les locaux professionnels est prévue par les textes législatifs et fait partie des méthodes d'investigation habituelles. L'opération s'est déroulée sans incident particulier et les professionnels eux-mêmes ont bien voulu reconnaître la courtoisie des enquêteurs.

Par ailleurs, le blocage des prix décidé en octobre 1981, comme celui qui fut arrêté le 11 juin 1982, ne visait pas d'une manière spécifique la profession des coiffeurs, puisqu'il concernait, dans le premier cas, l'ensemble des services et revêtait un caractère général dans le second.

Depuis quelques semaines, des négociations ont été engagées en vue d'aboutir à la signature d'un accord de régulation permettant aux coiffeurs de sortir de l'actuel blocage des prix. Cet accord définit la contribution de la profession à l'effort de solidarité demandé à l'ensemble des agents économiques, en tenant compte de la situation des entreprises de ce secteur. Je pense qu'il donnera satisfaction aux uns et aux autres.

M. le président. Monsieur Ceccaldi-Pavard, avant de vous donner la parole pour répondre, non pas au ministre, mais au Gouvernement, je voudrais me permettre une remarque. Je la formule avec d'autant moins de gêne que M. le ministre de l'urbanisme et du logement est l'un des nôtres et qu'il a siégé pendant suffisamment de temps dans cette Assemblée pour savoir ce qu'il en est.

Monsieur le ministre — encore une fois, je ne vous en fais nullement grief, car je sais que cela ne vous sied pas et ne vous amuse guère — vous venez de répondre au nom du ministre de l'économie et des finances ; vous répondrez tout à l'heure au nom du ministre de la santé ; puis au nom du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Je fais un cas particulier pour ce dernier. En effet, je sors de l'ambassade des Etats-Unis, où j'ai déjeuné à ses côtés, avec M. l'attorney général, ministre de la justice des Etats-Unis d'Amérique, et je sais l'importance de la réunion qu'il tiendra cet après-midi avec celui-ci concernant la drogue et le terrorisme.

Mais il ne faudrait pas que, d'une manière générale, un ministre prenne l'habitude de se faire représenter par n'importe lequel de ses collègues.

L'article 48 de la Constitution prévoit qu'une séance par semaine est réservée aux questions des membres du Parlement et aux réponses des ministres. Le bureau du Sénat a fait la

guerre à ceux de nos collègues qui, conformément au règlement — car c'est leur droit aussi — se faisaient représenter. Nous ne voulons pas de cela. Mais nous ne souhaitons pas non plus que les ministres échappent à ce rendez-vous obligatoire. S'il est prévu dans la Constitution, c'est parce qu'il est important.

Peu importe que nous ne soyons pas très nombreux. Au Parlement britannique, il est de bonne pratique et de bonne politesse qu'il n'y ait qu'un parlementaire, celui qui a posé la question, et le suivant, afin que le Gouvernement n'attende pas, mais c'est un rendez-vous obligatoire.

Je vous renvoie au *Journal officiel* : j'ai fait la même remarque, alors que j'occupais ce fauteuil, à des gouvernements que vous combattiez. Par conséquent, je suis d'autant plus à l'aise pour la formuler aujourd'hui au Gouvernement auquel vous appartenez. Il ne s'agit pas d'un problème de majorité et d'opposition : c'est un problème d'institutions.

Je voudrais vous demander, avec toute la courtoisie dont je suis capable — je suis certain d'être entendu, compte tenu de votre long séjour parmi nous — de vous faire l'écho de ces propos auprès de M. le Premier ministre afin qu'il veuille bien insister pour qu'à l'avenir chaque ministre — c'est d'ailleurs ce que vous avez fait tout à l'heure — soit présent pour répondre à la question qui le concerne et ne demande pas à l'un de ses collègues de le remplacer. En effet, le dialogue — c'est fatal, quels que soient les efforts de chacun, et vous venez d'en consentir beaucoup — ne peut avoir la même qualité.

Cela dit, la parole est à M. Ceccaldi-Pavard, pour répondre au Gouvernement.

M. Pierre Ceccaldi-Pavard. Monsieur le président, je voudrais, tout d'abord, apporter une précision après votre intervention. Cette question était adressée à M. le ministre du commerce ; elle a été renvoyée à M. le ministre de l'économie. Ce dernier m'a fait téléphoner pour me dire qu'il ne pourrait pas être présent cet après-midi et de demander si je préférerais la reporter. J'ai répondu que, compte tenu du fait qu'elle avait été posée le 25 novembre 1981 — c'est-à-dire voilà pratiquement un an — je préférerais, malgré tout, qu'elle vienne aujourd'hui en discussion afin de ne pas attendre plus longtemps.

De plus, je voudrais, monsieur le ministre, après M. le président, souhaiter que les questions que nous posons au Gouvernement, qu'elles soient orales ou écrites, ne restent pas des mois et des mois sans réponse.

J'ai posé un certain nombre de questions écrites, et j'ai déjà formulé trois ou quatre demandes nouvelles.

M. le président. Je vous interromps tout de suite pour vous dire que le règlement prévoit que, lorsqu'il n'est pas répondu à une question écrite dans le mois qui suit, vous avez, de droit, la faculté de la transformer en question orale.

Par conséquent, la conférence des présidents étant saisie du problème, elle ne manquera pas de la faire inscrire — j'en suis sûr — avec l'accord du Gouvernement, quel qu'il soit, à l'ordre du jour.

Monsieur Ceccaldi-Pavard, poursuivez votre propos.

M. Pierre Ceccaldi-Pavard. Monsieur le président, je vous remercie de cette précision — je connais bien ce point du règlement — mais je signale à nouveau que j'ai posé cette question orale voilà un an et que je n'ai jamais pu réussir à la faire figurer à l'ordre du jour.

Le malaise qui existait voilà un an dans la profession de la coiffure, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres professions artisanales, persiste et s'intensifie. Lors du cinquantième congrès de la fédération nationale de la coiffure, qui s'est tenu à Menton le mois dernier — j'ai eu le plaisir d'y assister — les coiffeurs réunis m'ont fait part de leurs inquiétudes en raison des menaces graves qui pèsent sur l'avenir du métier.

Les coiffeurs doivent s'adapter à l'évolution des données économiques, sociales et techniques qui apportent de nouvelles réglementations contraignantes et des charges supplémentaires.

En un an, la profession a subi les augmentations des salaires, des frais généraux, des cotisations sociales et de la T. V. A. auxquels vient s'ajouter la cotisation solidarité pour financer le déficit de l'U. N. E. D. I. C.

La liberté des prix — vous l'avez rappelé, monsieur le ministre — a cessé un an après son instauration et n'a pas permis à la profession de rattraper les retards accumulés. Les

artisans coiffeurs ont été victimes de deux blocages successifs et n'ont bénéficié, en tout et pour tout, que d'une hausse de 4 p. 100 de leurs tarifs au 1^{er} mai 1982, ceux-ci étant à nouveau bloqués depuis le 11 juin 1982.

Dans quelques jours va être signé un accord permettant aux prestataires de service dans leur ensemble d'augmenter leur prix de 8 p. 100, toutes taxes comprises, au 1^{er} décembre 1982, par rapport aux prix au 31 décembre 1981. Le pouvoir d'achat des artisans coiffeurs pour 1982 sera en baisse. Pour 1983, les augmentations de 4 p. 100 hors taxes, au 1^{er} mai 1983, et de 3 p. 100 hors taxes, au 1^{er} septembre, ne suffiront certainement pas à rattraper ce retard.

Par ailleurs, les charges des coiffeurs — je le rappelais tout à l'heure — ont augmenté. Le résultat de cette politique a abouti à une diminution importante du pouvoir d'achat des artisans coiffeurs, à une disparition d'un grand nombre d'entreprises — près de 1 500 de janvier 1981 à janvier 1982 — et à une montée énorme du chômage dans cette branche, puisque plus de 15 000 demandes d'emplois n'ont pas été satisfaites en 1981, dans la profession.

D'autre part, l'égalité fiscale, prévue par loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973, reste un vain mot. L'artisanat est, de plus en plus, victime de mesures discriminatoires et régressives, alors que l'administration fiscale devrait avoir pour les contribuables un rôle de conseil en ne suspectant pas systématiquement les artisans et les commerçants de fraude.

C'est pourquoi ces professions demandent instamment un régime fiscal simple, plus adapté aux petites entreprises. Il serait souhaitable, par exemple, que les taux de la T. V. A. soient sensiblement réduits, l'augmentation d'un point de T. V. A. étant finalement et malheureusement absorbée par le secteur intermédiaire. La réforme de la taxe professionnelle prévue depuis un an n'a toujours pas vu le jour tandis que les charges sociales représentent un poids excessif et constituent un frein grave à l'emploi pour les métiers de main-d'œuvre tels que la coiffure. Une réforme de l'assiette des charges sociales paraît donc indispensable.

En conclusion, monsieur le ministre, notamment afin de lutter efficacement contre le travail clandestin, d'encourager l'apprentissage et d'assurer le respect de la profession de coiffeur, il conviendrait d'offrir aux artisans qui en ont le plus grand besoin des crédits à des taux préférentiels, d'abaisser le taux de la T. V. A. et d'appliquer une fiscalité plus simple et moins répressive pour l'artisanat, spécialement pour les coiffeurs.

SITUATION DU CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ DE DIGNE

M. le président. M. Fernand Tardy appelle l'attention de M. le ministre de la santé sur le manque de personnel au centre hospitalier spécialisé — C. H. S. — de Digne.

La situation de ce centre s'aggrave de semaine en semaine :

Les effectifs du personnel soignant calculés d'après les normes officielles font ressortir un déficit de 46 unités.

Les secteurs sont difficiles à gérer correctement avec un personnel restreint compte tenu de la géographie du département, des distances séparant les malades et du développement de la médecine de secteur ;

L'humanisation des pavillons en cours exige 30 p. 100 de personnel supplémentaire dans les bâtiments humanisés et, faute de personnel, certains pavillons humanisés ne sont pas mis en service ;

L'application de la loi sur les droits syndicaux exigerait la création de dix postes supplémentaires.

Pour toutes ces raisons, le fonctionnement du C. H. S. de Digne est gravement mis en cause.

Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour pallier ces difficultés et en particulier s'il envisage d'attribuer des postes supplémentaires au C. H. S. de Digne, où le prix de journée est inférieur à la moyenne nationale et qui pourrait parfaitement supporter les charges entraînées par ces créations éventuelles. (N° 235.)

La parole est à M. le ministre de l'urbanisme et du logement.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, en remplacement de M. le ministre de la santé. Monsieur le

sénateur, les problèmes hospitaliers de Digne sont bien connus du ministre de la santé. Vous entretenez, en effet, des rapports fréquents avec son cabinet à ce sujet, comme il est normal.

Vous étiez notamment venu plaider le dossier de ce centre hospitalier spécialisé en octobre 1981.

Cet établissement fait actuellement l'objet d'une opération de rénovation.

La réalisation de la première tranche de cette opération a donné lieu à la création de dix emplois lors de l'adoption du budget primitif de 1982.

La réalisation de la deuxième tranche va nécessiter une création analogue d'emplois en 1983.

Le ministre de la santé va procéder à la création de 8 000 emplois supplémentaires dans les hôpitaux l'année prochaine : 4 000 en janvier et 4 000 en juillet.

Plaçant maintenant le problème de Digne dans l'ensemble des problèmes de santé, je vous indique que ces créations seront essentiellement affectées aux opérations d'ouverture de bâtiments, de services nouveaux, de rénovation d'hôpitaux et de conversion des hospices en unités de long séjour qui interviendront en 1983. Toutes ces opérations donneront donc lieu, l'année prochaine, aux créations d'emplois nécessaires et correspondantes.

Les services du ministère de la santé réalisent, en ce moment, l'étude de la répartition de ces emplois nouveaux, dossier par dossier, en examinant la situation des hôpitaux où des novations créent des besoins d'emplois supplémentaires. Le ministre de la santé prendra donc, dans les jours qui viennent, une décision concernant le centre hospitalier spécialisé de Digne et il ne manquera pas, dès que la décision sera prise, de vous en tenir informé.

Vous abordez également la question de l'encadrement en personnel de cet hôpital.

Il n'y a pas, dans ce domaine, ainsi que vous l'indiquez, de normes nationales officielles. Cela est bien compréhensible du fait des disparités liées à l'activité et à la conception des établissements, notamment en psychiatrie, et la part prise par les activités extra-hospitalières.

Il faut cependant constater que ces disparités ont pris, compte tenu de la politique suivie antérieurement, une tournure franchement inégalitaire.

L'éventail des taux d'encadrement est, en effet, beaucoup trop large et il convient de relever sa partie basse de manière à répondre d'une manière plus réelle et mieux adaptée, dans les hôpitaux de taille petite ou moyenne, aux besoins de la population.

Il convient de rééquilibrer le tissu hospitalier en revalorisant le rôle des hôpitaux généraux afin de les rendre plus humains et plus proches des besoins.

Qu'il s'agisse de la politique d'équipement et d'investissement ou de la politique de l'emploi, la quasi-totalité des 16 000 emplois non médicaux créés dans les hôpitaux depuis dix-sept mois l'a été dans les hôpitaux de taille moyenne. Cet effort sera poursuivi en 1983.

Le projet de budget du ministère de la santé met l'accent sur les opérations d'investissement dans les hôpitaux généraux.

En matière d'effectifs, la politique amorcée en 1981 et 1982 sera poursuivie dans deux directions.

Tout d'abord, comme je viens de vous l'indiquer, en assurant des créations d'emplois nécessaires aux opérations de transformation des hôpitaux, d'ouverture de services, de conversion des hospices; ensuite, en créant des emplois dans les établissements où la situation est la plus difficile.

Le taux d'encadrement moyen national, dans les hôpitaux non centres hospitaliers régionaux, a été porté à 0,87 agent par lit en 1982. Au centre hospitalier spécialisé de Digne, il est de 0,91.

Il est bien évident que l'effort de renforcement portera prioritairement sur les hôpitaux qui se situent au-dessous de la moyenne.

C'est la condition d'une véritable solidarité nationale et la garantie d'une efficacité plus grande dans la réponse aux besoins.

M. le président. La parole est à M. Tardy.

M. Fernand Tardy. Je remercie tout d'abord M. le ministre d'avoir bien voulu répondre à ma question orale. Je note avec satisfaction que, lors de la répartition des postes dans le budget de 1983, le C. H. S. des Alpes-de-Haute-Provence sera particulièrement bien servi, du moins je l'espère, d'autant que, depuis le dépôt de cette question orale — il y a de cela sept ou huit mois — la situation s'est encore détériorée. Nous avons actuellement, dans le cadre de l'humanisation, deux pavillons sur quatre qui ne sont pas utilisés alors qu'ils sont terminés. Or, à côté de ces pavillons modernes ou améliorés, il existe encore des pavillons anciens toujours occupés. De plus, nous refusons des entrées, car nous ne pouvons pas recevoir de malades nouveaux faute de personnel.

C'est une situation, évidemment, qui ne peut pas durer. C'est la raison pour laquelle j'avais demandé, entre le moment du dépôt de cette question et aujourd'hui même, une entrevue avec M. le ministre de la santé.

Je voudrais aussi revenir sur l'aspect que vous avez traité et qui est important, monsieur le ministre, à savoir la péréquation qui doit exister entre les différents établissements de France.

En raison d'une politique qui date de plusieurs années, parfois même de dizaines ou de plusieurs dizaines d'années, certains établissements ont un personnel pléthorique alors que d'autres, en fonction d'une autre politique, ont un personnel insuffisant. Lorsque des postes sont créés, il faudrait tenir compte de cette situation.

Vous m'avez dit, monsieur le ministre, que le ministre de la santé allait en tenir compte, établissement par établissement. Je me réjouis de pouvoir apporter ces bonnes nouvelles au C. H. S. de Digne.

CONDITIONS D'EXPULSION DES ÉTRANGERS CONDAMNÉS POUR CRIMES OU DÉLITS

M. le président. M. Maurice Lombard demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, quelle est sa politique à l'égard d'étrangers condamnés pour des crimes ou des délits de violence et qui demeurent à leur sortie de prison des éléments dangereux pour la sécurité des habitants de ce pays. Un incident récent, le meurtre d'un agent de police de Dijon par un étranger condamné à une lourde peine de prison et qui avait bénéficié de l'annulation de l'arrêté d'expulsion dont il avait été initialement frappé, a profondément inquiété l'opinion. Ceux qui ont profité de l'hospitalité de la France pour violer gravement ses lois peuvent-ils continuer à bénéficier de cette hospitalité, ou, en se fondant sur certains critères qui permettent de mesurer le danger potentiel qu'ils représentent, le ministère de l'intérieur ne doit-il pas ordonner leur expulsion ? (N° 279.)

La parole est à M. le ministre de l'urbanisme et du logement.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, en remplacement de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, vous avez bien voulu expliquer les raisons de l'absence de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui est effectivement retenu par une très importante réunion.

Votre question, monsieur le sénateur, est de celles qui préoccupent de nombreux élus.

En vertu des dispositions de la loi n° 81-973 du 20 octobre 1981, l'expulsion d'un étranger peut être prononcée par arrêté du ministre de l'intérieur si sa présence sur le territoire français constitue une menace grave pour l'ordre public.

Il faut distinguer deux cas. Premièrement la procédure normale qui résulte des articles 24 et 25. Elle peut intervenir à l'égard d'un étranger qui a été condamné définitivement à une peine au moins égale à un an d'emprisonnement sans sursis.

Elle peut également intervenir, en cas de peine inférieure, lorsqu'il s'agit d'infraction à la loi du 27 juin 1973 sur l'hébergement collectif — ce qu'on appelle, dans un langage familier, les « marchands de sommeil » — ou à l'article L. 364-2-1 du code du travail — qui vise l'emploi d'étrangers en situation irrégulière — ou aux articles 334 et suivants du code pénal, qui visent le proxénétisme.

Tout étranger auteur d'un crime ou d'un délit grave est donc susceptible de faire l'objet d'une mesure d'expulsion.

La mesure est cependant prise après avis conforme d'une commission composée de magistrats de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif devant laquelle l'étranger peut présenter ses moyens de défense.

Deuxièmement, la procédure d'urgence qui est prévue à l'article 26. La loi prévoit qu'en cas d'urgence absolue, et par dérogation aux règles ci-dessus exposées, l'expulsion peut être prononcée lorsqu'elle constitue une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou pour la sécurité publique.

Dans ce cas, la mesure relève de la seule responsabilité du ministre de l'intérieur et elle n'est pas soumise à la condition d'une condamnation préalable.

Les moyens que le législateur a donnés pour permettre d'éloigner du territoire français les étrangers dont la présence constitue un danger sont, bien entendu, utilisés chaque fois que cela est nécessaire.

Je puis vous donner quelques chiffres à cet égard : 31 expulsions ont été exécutées selon la procédure d'urgence absolue ; 151 expulsions ont été exécutées en procédure normale et 230 sont en cours d'exécution.

Il convient d'indiquer enfin que les étrangers se trouvant en France en situation irrégulière — je n'ai pas à vous en apprendre la définition, ce sont les étrangers qui ne remplissent pas les conditions prévues par la loi — peuvent être reconduits à la frontière.

Je vous précise que 590 décisions de cette nature ont été prises et que d'autres le seront.

M. le président. La parole est à M. Maurice Lombard.

M. Maurice Lombard. Monsieur le ministre, ma question ne concernait pas, bien évidemment, les personnes qui sont en situation irrégulière ; j'avais précisé qu'elle visait les personnes qui ont commis des crimes et des délits et qui constituent pour les habitants de ce pays un danger potentiel.

Les textes que vous avez évoqués, c'est-à-dire l'ordonnance du 2 novembre 1945, modifiée par la loi du 29 octobre 1981, je les connaissais, mais ma question adressée à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, avait pour objectif de savoir dans quelles conditions et avec quelle rigueur il entendait pratiquer une exécution extrême ou libérale de cette loi.

En effet, le cas que j'ai évoqué a un caractère exemplaire que je vais rappeler. Le 7 juillet dernier, un agent de police du corps urbain de Dijon était tué par un repris de justice étranger. Celui-ci était un criminel puisqu'il avait été condamné à douze ans de prison fermes pour attaque à main armée et il avait fait en même temps l'objet d'un arrêté d'expulsion en date du 6 avril 1972.

Son séjour en prison ayant été abrégé par une remise de peine sur laquelle je n'ai rien à dire, donc lors son élargissement et à la date du crime, en exécution de l'arrêté d'expulsion de 1972, il aurait dû se trouver hors de France, en Algérie, son pays d'origine, vraisemblablement. Or l'arrêté d'expulsion avait été abrogé par un arrêté du ministre de l'intérieur en date du 2 novembre 1981.

Cette affaire pose le problème, non pas de la loi, mais de son exécution. Il est bien entendu que M. le ministre de l'intérieur, en l'occurrence, pouvait, ou bien laisser exécuter l'arrêté d'expulsion antérieur, ou bien, dans d'autres cas qui se produiraient, prendre de lui-même un arrêté semblable, puisque, en vertu de l'article 23, deuxième alinéa, de la loi du 29 octobre 1981, le ministre de l'intérieur peut, lorsqu'il s'agit de personnes

qui ont été condamnées à une peine supérieure à un an, les expulser sans avoir à recourir à l'avis de la commission spéciale.

C'est donc bien de la politique du ministre de l'intérieur en matière d'expulsion qu'il s'agit, et non point de la loi.

Monsieur le ministre, à mon grand regret, votre réponse ne me donne pas satisfaction ; en effet, elle ne m'indique pas, qu'instruit par l'expérience de cas tel que celui de Dijon ou d'autres dans notre pays, le ministre de l'intérieur ait décidé de modifier sa pratique et d'abandonner un libéralisme — j'emploie un terme modéré à dessein, car j'aurais été tenté de parler de laxisme, mais je ne le fais pas — qui me paraît tout à fait dangereux dans la mesure où on laisse en liberté sur le territoire français des étrangers qui représentent un risque potentiel de criminalité pour les habitants de notre pays. Nous avons déjà beaucoup de problèmes à vivre en permanence aux côtés de gens dangereux.

La loi du 29 octobre 1981 donne au ministre de l'intérieur le moyen de chasser de France des individus qui représentent un risque. Pourtant, je n'ai pas trouvé dans votre réponse — j'en suis désolé, monsieur le ministre — l'apaisement que j'attendais, non plus que l'indication d'une nouvelle politique.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement. Monsieur le sénateur, je puis vous assurer que les chiffres que je vous ai donnés — je ne vous ai pas communiqué de date — montrent bien que M. le ministre de l'intérieur utilise les armes qui sont à sa disposition et qu'il a bien l'intention de continuer à en user avec beaucoup de fermeté.

— 5 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au lundi 8 novembre 1982, à quinze heures et le soir :

Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. [N^{os} 531 (1981-1982) et 69 (1982-1983).] — M. Jacques Mossion, rapporteur de la commission spéciale.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, aucun amendement à ce projet de loi n'est plus recevable.

Délai limite pour le dépôt des amendements à un projet de loi.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements au projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n^o 67, 1982-1983) est fixé au lundi 8 novembre 1982, à dix-sept heures.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures cinq.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
ANDRÉ BOURGEON

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 5 NOVEMBRE 1982

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — 1. Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« 2. Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — 1. Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« 2. Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« 3. Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Allocation aux adultes handicapés.

8690. — 5 novembre 1982. — M. Jean Cluzel rappelle à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sa question écrite n° 4950 du 25 mars 1982 par laquelle il attirait son attention sur le fait que la référence aux ressources de l'année antérieure pour le service de l'allocation aux adultes handicapés peut pénaliser des personnes handicapées qui travaillent. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, dans le cas de changements de situation importants, qu'une prévision soit faite pour que le service des allocations soit rétabli au moment où la personne en a le plus grand besoin.

Prix agricoles : répercussion aux producteurs des décisions de Bruxelles.

8691. — 5 novembre 1982. — M. Jean Cluzel rappelle à Mme le ministre de l'agriculture sa question écrite n° 6246 du 1^{er} juin 1982 demeurée sans réponse, par laquelle il lui demande quelles dispositions le Gouvernement compte prendre pour que les décisions prises au niveau de la C.E.E. en matière de prix agricoles soient intégralement répercutées au niveau des producteurs. Il lui demande en outre si dans le projet de loi de finances pour 1983 figureront les dispositions nécessaires pour que soit envisagée l'attribution d'un supplément de carburant détaxé pour les exploitants agricoles ainsi que la possibilité de récupération de la T. V. A. sur le fuel domestique et les lubrifiants.

Politique de la famille.

8692. — 5 novembre 1982. — M. Jean Cluzel rappelle à Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (famille) sa question écrite n° 6063 du 18 mai 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il attirait son attention sur le non-renouvellement des générations résultant essentiellement de la raréfaction des familles nombreuses, mais aussi de la diminution du nombre des mariages, qui devrait être prise en compte dans une réflexion sur les améliorations à apporter à l'accueil des familles et tout particulièrement de celles qui acceptent d'avoir plus de deux enfants. Il demande en conséquence si le Gouvernement envisage d'abord d'engager des études pour rechercher les raisons qui motivent à l'heure actuelle le retard des mariages et singulièrement leur diminution, ensuite de prendre les mesures qui s'avèreraient nécessaires.

Information du juge aux affaires matrimoniales.

8693. — 5 novembre 1982. — M. Jean Cluzel rappelle à M. le ministre de la justice sa question écrite n° 6062 du 18 mai 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui demande s'il est normal que les services de police refusent à une femme en instance de

divorce et à son avocat pour joindre au dossier soumis au tribunal, un extrait de la main courante du commissariat de police relatant l'intervention des gardiens de la paix pour la protéger ainsi que ses enfants et maîtriser son mari en proie à une crise de violence, et si le refus est justifié par des règles administratives, de bien vouloir lui préciser lesquelles et les moyens qui pourraient être opportunément envisagés pour faciliter en pareil cas une bonne information du juge aux affaires matrimoniales.

Etablissements privés médicaux sociaux : règlement des conflits salariaux.

8694. — 5 novembre 1982. — M. Jean Cluzel rappelle à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sa question écrite n° 6081 du 25 mai 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il attirait son attention sur les réflexions inspirées aux directeurs des établissements sociaux et médico-sociaux privés par les dispositions de sa circulaire n° 82-3 du 15 février 1982. Tout en reconnaissant pleinement au salarié le droit de recourir à la grève pour défendre ses intérêts professionnels, sans pour autant porter atteinte à l'intérêt général, cette circulaire, en subordonnant le règlement de tout conflit du travail à la négociation collective, prend le risque de voir des équipes de sécurité se constituer tardivement dans le cas possible où le dialogue entre partenaires n'aboutirait pas rapidement. Il lui demande en conséquence de préciser les modalités qu'il compte donner à la circulaire du 15 février 1982, de façon à éviter tout incident regrettable, notamment au niveau d'établissements accueillant des personnes âgées ou des handicapés.

Collecte de blé : taxes.

8695. — 5 novembre 1982. — M. Jean Cluzel rappelle à Mme le ministre de l'agriculture sa question écrite n° 6244 du 1^{er} juin 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui demande quelles dispositions elle pourrait prendre pour donner suite à une résolution adoptée par certaines organisations agricoles tendant à ce qu'en matière de collecte de blé il puisse être mis en œuvre une exonération des taxes parafiscales pour les mille premiers quintaux et une taxe dégressive pour la tranche de production comprise entre mille et trois mille quintaux.

Information des élus locaux concernant la prime d'aménagement du territoire.

8696. — 5 novembre 1982. — M. Jean Cluzel rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, sa question écrite n° 6661 du 22 juin 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin que les élus locaux et départementaux reçoivent toutes les informations nécessaires pour l'application des mesures prises par le Gouvernement concernant la prime d'aménagement du territoire (mesures arrêtées par le Gouvernement en date du 6 mai 1982).

Energies nouvelles : production de méthanol-carburant.

8697. — 5 novembre 1982. — M. René Tinant rappelle à Mme le ministre de l'agriculture sa question écrite n° 6434 du 11 juin 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les dispositions que le Gouvernement envisage de prendre relativement à la production d'énergie et de ressources nouvelles. Il lui demande notamment de prévoir un financement rapide d'expériences de faisabilité en vraie grandeur pour un certain nombre de filières en distillerie pure et sucrerie-distillerie afin d'obtenir une production de méthanol-carburant, non seulement au niveau industriel mais surtout au niveau de l'exploitation agricole.

Transformation de la betterave en alcool : bilan d'étude.

8698. — 5 novembre 1982. — M. René Tinant rappelle à Mme le ministre de l'agriculture sa question écrite n° 6420 du 10 juin 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui demande de bien vouloir lui préciser si le groupe de travail mis en place auprès de son ministère est en mesure de définir rapidement des solutions techniques, réglementaires, financières et fiscales qui pourraient être opérationnelles dès que le choix politique sera fait dans le domaine de la transformation de la betterave en alcool. Ceci permettrait la mise en œuvre immédiate d'usines expérimentales afin de préparer une véritable production industrielle.

Fonctions sociales de l'enseignement privé : bilan d'étude.

8699. — 5 novembre 1982. — **M. René Tinant** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire**, sa question écrite n° 3681 du 8 janvier 1982, restée sans réponse, par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les conclusions d'une étude réalisée en 1979 par la fondation Royaumont pour le compte de son administration portant sur les fonctions sociales de l'enseignement privé (chapitre 6601. — Recherche en socio-économique. — Commissariat au Plan).

Fonctionnement des Cotorep : amélioration.

8700. — 5 novembre 1982. — **M. Georges Treille** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sa question écrite n° 664 du 8 juillet 1981 par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisageait de prendre tendant à améliorer le fonctionnement des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnels pour les personnes handicapées en fournissant aux membres des Cotorep une documentation aussi complète que possible sur la législation et une information périodique sur les équipements des départements et de la région offerts aux personnes handicapées.

Conseil supérieur de l'équitation : désignation des membres.

8701. — 5 novembre 1982. — **M. Paul Séramy** rappelle à **M. le Premier ministre** sa question écrite n° 6782 du 24 juin 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui exposait que, dans la réponse faite à sa question écrite n° 4085 concernant la modification récente du conseil supérieur de l'équitation (*Journal officiel*, Débats Sénat du 29 avril 1982), il a été indiqué que « l'élargissement du conseil supérieur de l'équitation » ainsi que « le départ pour convenances personnelles de certains de ses membres » étaient les raisons qui avaient entraîné la désignation de nouveaux membres par arrêté du 25 janvier 1982. Or, d'après les informations recueillies, aucun des anciens membres écartés du conseil supérieur de l'équitation n'a manifesté son désir de quitter celui-ci pour convenances personnelles. Bien au contraire, l'un de ses membres, nommé cependant pour trois ans, a formé devant le tribunal administratif de Paris une requête contre l'arrêté de **M. le Premier ministre** du 25 janvier 1982. Il lui demande en conséquence de bien vouloir fournir toute précision utile sur les motifs des modifications apportées à la composition d'un conseil supérieur de l'équitation.

« Carte orange » : extension à toute la région Ile-de-France.

8702. — 5 novembre 1982. — **M. Paul Séramy** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sa question écrite n° 6229 du 28 mai 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui demande quelle mesure il entend prendre afin que le régime de la carte orange soit étendu à la totalité de la région Ile-de-France et en particulier au département de Seine-et-Marne. Sans juger, en la circonstance, de l'opportunité de faire payer aux entreprises une partie du coût de la carte orange, il attire son attention sur les inégalités que ne manquerait pas d'engendrer l'exclusion d'une certaine partie de la région du bénéfice de ce titre de transport.

Handicapés : rapport quinquennal.

8703. — 5 novembre 1982. — **M. Paul Séramy** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sa question écrite n° 58 du 12 juin 1981 par laquelle il attirait son attention sur la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, dite loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, qui stipule dans son article 61 que tous les cinq ans un rapport sera présenté au Parlement qui retracera les actions de recherches pédagogiques et scientifiques entreprises en faveur des différentes catégories de personnes handicapées. Ce rapport fera le bilan des résultats obtenus, regroupera les crédits affectés aux études entreprises durant la période précédente et précisera les lignes d'actions et de recherches envisagées. A l'issue de cette première période quinquennale, il lui demande où en est le dépôt de ce rapport et si tous les décrets d'application prévus par l'article 62 de ladite loi ont bien été publiés.

Emploi des handicapés : bilan d'étude.

8704. — 5 novembre 1982. — **M. Paul Séramy** rappelle à **M. le ministre de la formation professionnelle** sa question écrite n° 3684 du 8 janvier 1982, restée sans réponse, par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les conclusions — et la suite éventuellement réservée à celles-ci — d'une étude réalisée en 1979 pour le compte des services du Premier ministre par les groupements inter-professionnels régionaux pour la promotion et l'emploi des handicapés portant sur la mise en place à titre expérimental de services d'orientation pour personnes handicapées (chapitre 4303. — Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale).

Caravanes : suppression de la taxe d'habitation.

8705. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Salvi** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, sa question écrite n° 5445 du 20 avril 1982 demeurée sans réponse par laquelle il attire son attention sur les graves répercussions que produira la décision du Conseil d'Etat en date du 21 octobre 1981, décision qui a soustrait à l'assujettissement à la taxe d'habitation les caravanes affectées à titre permanent à l'habitation principale ou secondaire. Cette décision infirme les interprétations précédentes et elle mettra en difficulté de nombreuses petites communes comptant sur leur territoire un nombre proportionnellement important de caravanes. Par ailleurs, cette exonération ne paraît pas équitable eu égard aux ailles et aux obligations qui incombent à la commune d'accueil. Il lui demande de se pencher sur ce dossier et de rechercher une solution qui prenne en considération les justes préoccupations des collectivités locales concernées par ce mode d'habitation.

Conseillers professionnels : formation.

8706. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Salvi** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi**, sa question écrite n° 4646 du 11 mars 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les dispositions que le Gouvernement envisage de prendre tendant à améliorer la formation des conseillers professionnels, laquelle ne s'étend à l'heure actuelle que sur environ quatre mois alors que les conseillers d'information et d'orientation relevant du ministère de l'éducation reçoivent de leur côté une formation d'une durée de deux ans sanctionnée par un diplôme et que dans les pays étrangers tous les personnels de ce genre bénéficient de formation d'une durée largement supérieure.

Recrutement de conseillers référendaires : procédure exceptionnelle.

8707. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Salvi** rappelle à **M. le Premier ministre** sa question écrite n° 4771 du 18 mars 1982, restée sans réponse, par laquelle il attirait son attention sur les projets du Gouvernement concernant le recrutement de quinze conseillers référendaires au cours de l'année 1982. Il lui demande s'il est vrai, qu'en contradiction avec les règles de recrutement des conseillers de la Cour des comptes, seul un tiers de ces nouveaux membres sera recruté parmi les membres de la Cour alors que traditionnellement ce sont deux tiers des nouveaux conseillers maîtres qui en sont originaires. Dans l'affirmative, il lui demande s'il faut voir là une conséquence du vote de la loi de décentralisation et si le recrutement de nouveaux conseillers des tribunaux administratifs va se développer selon la même procédure exceptionnelle.

Utilisation des P. A. P. sans majoration des taux.

8708. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Salvi** rappelle à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sa question écrite n° 6491 du 15 juin 1982, demeurée sans réponse, par laquelle il lui demande s'il estime actuellement possible d'utiliser effectivement les 170 000 prêts d'accession à la propriété (P. A. P.) sans majoration des taux ou sans une nouvelle dotation budgétaire, compte tenu que le taux des P. A. P. fixé au début de l'année 1982 était basé sur une anticipation de baisse du coût des ressources qui ne s'est pas produite. A défaut de majorer les taux des P. A. P. ou d'accroître la dotation budgétaire, est-il envisagé une réduction de l'enveloppe des 170 000 P. A. P. ou des ponctions sur les enveloppes voisines (logements anciens, amélioration de l'habitat, etc.).

Lutte contre la drogue et le proxénétisme : bilan.

8709. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Salvi** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sa question écrite n° 1888 datée du 23 septembre 1981, restée sans réponse, par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser quels étaient les résultats, mois par mois, à compter du 1^{er} janvier 1981 : 1° de la lutte contre le trafic de la drogue, en précisant les quantités de drogue saisies et le nombre de personnes arrêtées; 2° de la lutte contre le proxénétisme et la prostitution, en indiquant également le nombre de personnes arrêtées.

Economies d'énergie : matériel nouveau.

8710. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Salvi** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie**, sa question écrite n° 3212 du 3 décembre 1981 par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisageait de prendre tendant à encourager la fabrication de matériels nouveaux fiables et bon marché destinés aux économies d'énergie et aux diverses énergies nouvelles, notamment en poussant de manière décidée l'utilisation de diverses voies solaires possibles, la biomasse ou encore les techniques photovoltaïques.

Commerçants et artisans : indemnité de chômage.

8711. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Salvi** rappelle à **M. le ministre du travail** sa question écrite n° 2139 du 8 octobre 1981 par laquelle il lui demandait quelles mesures il envisageait de prendre ou de proposer afin d'accorder aux membres des professions non salariées, notamment les commerçants et les artisans, le bénéfice d'une indemnité de chômage.

Taxe professionnelle : dégrèvement.

8712. — 5 novembre 1982. — **M. Marcel Rudloff** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, sa question écrite n° 5468 du 21 avril 1982, restée sans réponse, par laquelle il lui exposait qu'une société ayant transféré au courant de l'année 1979 une partie importante de son effectif et de ses immobilisations d'une commune dans une autre, s'est vue imposée au titre de l'année 1980 une cotisation de taxe professionnelle dans la première commune, fondée sur des bases incluant les personnels et la valeur locative des biens transférés dans la seconde commune au cours de l'année 1979. Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir si ladite société est en droit de solliciter et d'obtenir le dégrèvement prévu par l'article 19-V de la loi n° 10-80 du 10 janvier 1980.

Electroménager : organisation du marché.

8713. — 5 novembre 1982. — **M. Jean-Marie Rausch** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** sa question écrite n° 5055 du 2 avril 1982, restée sans réponse, par laquelle il lui demande de bien vouloir lui préciser la suite qu'il envisage de réserver à une recommandation formulée dans un avis adopté par le Conseil économique et social, portant sur les circuits de distribution des produits d'équipement électroménager. Celui-ci suggère notamment un moyen tendant à faire disparaître la dérive de ventes avec ou sans prix d'appel, lequel consisterait à uniformiser la guelte sur l'ensemble du chiffre d'affaires réalisé par les employés du commerce.

Handicapés : concertation entre organismes de placement et familles.

8714. — 5 novembre 1982. — **M. Jean-Marie Rausch** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sa question écrite n° 959 du 21 juillet 1981 par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les dispositions que le Gouvernement envisageait de prendre tendant à ce que, au niveau de fonctionnement technique dans tout établissement recevant des personnes handicapées, puisse s'instaurer une concertation plus étroite et plus fréquente avec les organismes de placement et les familles.

Technologies biologiques et médicales : création d'un comité de coordination.

8715. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie**, sa question écrite n° 2937 du 18 novembre 1981 par laquelle, ayant noté avec intérêt que dans un communiqué de presse diffusé le 2 octobre 1981 avait été annoncée la création d'un comité de coordination sur les technologies biologiques et médicales, il lui demandait de bien vouloir lui préciser s'il s'agissait bien du même comité des technologies et logistiques biomédicales composé de médecins, chercheurs et industriels, qui avait été créé précédemment par le ministère de la santé et dont la première réunion avait eu lieu le 16 avril 1981.

Travailleurs indépendants reprenant une activité non salariée : allocations familiales.

8716. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** la question écrite n° 2728 du 5 novembre 1981, restée sans réponse, par laquelle il attirait son attention sur le mode de calcul du montant de la cotisation trimestrielle d'allocations familiales s'appliquant aux travailleurs indépendants qui reprennent une activité non salariée. D'après les termes de la législation en vigueur : « lorsque la reprise d'activité intervient dans l'année suivant celle au cours de laquelle est survenue la cessation d'activité, l'employeur ou le travailleur indépendant est redevable, à compter du premier jour du trimestre civil au cours duquel se situe la reprise d'activité, d'une cotisation calculée sur la base des revenus professionnels de la dernière année civile complète d'activité. Les cotisations restent fixées sur cette base jusqu'au 31 décembre de la deuxième année suivant la reprise d'activité lorsque les revenus de l'année de référence sont inférieurs à ceux de la dernière année d'activité complète précédant l'interruption ». Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'envisager la modification de cette législation qui freine la reprise d'activité de certains travailleurs indépendants.

Création d'une commission des opérations de presse.

8717. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** rappelle à **M. le ministre de la communication** sa question écrite n° 722 en date du 9 juillet 1981 par laquelle il demandait de préciser la suite qu'il envisageait de réserver au rapport Vedel présenté devant le Conseil économique et social à l'égard de la gestion des entreprises de presse et proposant notamment la création d'une commission des opérations de presse chargée de veiller à la transparence des capitaux investis dans les journaux et de contrôler les achats, ventes ou regroupements de titres par une mise à jour des ordonnances d'août 1944.

Sous-prolétariat et analphabétisme : enquête.

8718. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sa question écrite n° 718 en date du 9 juillet 1981, restée sans réponse, dans laquelle il lui demandait de lui préciser s'il envisageait d'entreprendre une étude des problèmes du sous-prolétariat et plus particulièrement sur le problème préoccupant de l'analphabétisme.

Eleveurs : création de services publics d'assistance technique.

8719. — 5 novembre 1982. — **M. Raymond Poirier** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** sa question écrite n° 5510 du 21 avril 1982, restée sans réponse, par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'elle envisageait de prendre tendant à donner aux éleveurs la maîtrise de leur production pour éviter l'intégration en assurant un niveau suffisant de services publics ou professionnels autonomes tout au long de la filière et en renforçant au niveau de l'élevage, dans le cadre du service de développement professionnel ou global (E.D.E., chambre d'agriculture), l'appui technique spécialisé extérieur aux agents économiques aujourd'hui encore insuffisant.

Chauffage solaire à accumulation : bilan d'étude.

8720. — 5 novembre 1982. — **M. Francis Palmero** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie**, sa question écrite n° 3743 du 8 janvier 1982 demeurée sans réponse, par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les conclusions et la suite éventuellement réservée à celles-ci d'une étude réalisée en 1979 pour le compte de son administration par la société générale d'études et de constructions portant sur le chauffage solaire à accumulation (chapitre 6601. — Aide au développement de la recherche industrielle et de la technologie).

Adultes handicapés : allocation pour frais professionnels.

8721. — 5 novembre 1982. — **M. Jacques Mossion** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sa question écrite n° 297 du 2 juillet 1981 par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser s'il était envisagé l'attribution de l'allocation complémentaire aux adultes handicapés pour frais professionnels à l'image de l'ex-allocation compensatrice aux grands invalides du travail selon des critères plus souples tenant compte des sujétions qu'entraînent, pour les travailleurs handicapés, y compris ceux qui se trouvent en centre d'aide par le travail, les contraintes, les frais supplémentaires et les besoins de la vie professionnelle active et quotidienne.

Somme : situation de l'emploi.

8722. — 5 novembre 1982. — **M. Jacques Mossion** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi**, sa question écrite n° 572 du 8 juillet 1981 restée sans réponse par laquelle il attirait son attention sur la situation particulièrement grave de l'emploi dans le département de la Somme en particulier et dans la région Picardie en général. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions que le Gouvernement envisage de prendre tendant à instaurer un système d'aide et d'implantation industrielle comparables à celles réalisées antérieurement dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Handicapés : ateliers protégés.

8723. — 5 novembre 1982. — **M. Jacques Mossion** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sa question écrite n° 1419 du 20 août 1981 par laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisageait de prendre tendant à permettre une planification des besoins en matière d'ateliers protégés ou de centres d'aide par le travail recevant des personnes handicapées dans le strict respect de leur finalité comportant une réglementation des conditions de sous-traitance, une garantie de ressources décentes et l'assurance que l'activité professionnelle de ces ateliers et centres ne constitue pas une coupure avec le milieu normal actif, laquelle serait particulièrement dommageable pour les intéressés.

Infirmiers et infirmières libéraux : honoraires.

8724. — 5 novembre 1982. — **M. Serge Mathieu** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** s'il envisage un prochain relèvement des honoraires des infirmières et infirmiers libéraux, bloqués depuis le 15 juillet 1981, lui rappelant à cet égard qu'un avenant tarifaire du 10 juin 1982 n'a pu être appliqué, comme prévu, à compter du 15 juin 1982, en raison de la décision de blocage des prix et des revenus intervenue le 13 juin.

Fonction publique : nouvelle voie d'accès.

8725. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, si le principe qui a inspiré le projet de création d'une troisième voie d'accès à l'école nationale d'administration sera étendu à l'ensemble du recrutement de la fonction publique, en particulier pour les postes dépendant du ministère des affaires étrangères.

Ardèche : transports collectifs sans tarification sociale.

8726. — 5 novembre 1982. — **M. Bernard-Charles Hugo** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur l'absence totale de tarification sociale qui existe en matière de transports collectifs dans le département de l'Ardèche. Ce département, en effet, est le seul en France à être dépourvu de lignes S.N.C.F.-voyageurs. Or la S.N.C.F. accorde à ses usagers des tarifications sociales, réduction pour familles nombreuses, par exemple. Les usagers des transports en commun de l'Ardèche, qui doivent obligatoirement utiliser les autobus pour se déplacer, sont, de ce fait, pénalisés et se sentent exclus de la solidarité nationale. Ils participent pourtant, comme contribuables, à couvrir le déficit de la R.A.T.P. à Paris. Ils font donc preuve de solidarité comme tous les autres Français et, dans ces conditions, ils peuvent prétendre aussi à bénéficier de cette même solidarité en matière de tarification sociale. Il lui demande donc de lui faire savoir ce qu'il compte faire pour résoudre ce problème et, ainsi, supprimer cette inégalité.

Subventions accordées par les départements aux associations foncières.

8727. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Bastié** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, que les conseils généraux allouent régulièrement aux associations foncières de remembrement en particulier des subventions couvrant une fraction des annuités dues par ces associations. Etant précisé que chacune de ces subventions est affectée par le conseil général à un emprunt déterminé et qu'elle est fixée en pourcentage du montant total (donc capital et intérêts) de chaque annuité, il lui demande si comme il serait logique et souhaitable, les associations foncières concernées peuvent répartir le montant de la subvention entre les sections de fonctionnement et d'investissement de leur budget compte tenu des deux composantes (capital et intérêts) de l'annuité à laquelle s'applique l'aide reçue et dans la proportion, pour chacune des dites composantes, du pourcentage fixé par ladite subvention. Il tient à préciser que lorsque les travaux qui ont fait l'objet de la création des dites associations sont terminés, leurs recettes sont uniquement constituées par les cotisations des propriétaires et la subvention du conseil général.

Déclaration des associations en mairie.

8728. — 5 novembre 1982. — **M. Jacques Carat** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable que la procédure d'enregistrement des associations se fasse désormais en mairie plutôt qu'en préfecture, étant donné que celles-ci constituent bien souvent un élément fondamental de la vie locale.

Armées : mesures en faveur des femmes.

8729. — 5 novembre 1982. — **Mme Le Bellegou-Béguin** demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir lui exposer les mesures qu'il a annoncées le 30 septembre dernier en faveur des femmes dans nos armées. Ces mesures font suite aux travaux de la « commission d'étude prospective de la femme militaire » présidée par le médecin général inspecteur. Elle souhaiterait connaître l'évolution des effectifs en personnels féminins en service et les emplois accessibles aux femmes dans les trois armes, la gendarmerie et les services de santé.

Var : plans de charge des arsenaux.

8730. — 5 novembre 1982. — **Mme Le Bellegou-Béguin**, sensible à la situation économique des arsenaux qui représentent la première activité du département du Var, demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir préciser les mesures qu'il entend prendre pour assurer les plans de charge des arsenaux et établissements industriels de la défense, suite à la baisse des commandes nationales.

Taxe d'apprentissage : système de répartition.

8731. — 5 novembre 1982. — **M. Franck Sérusclat** demande à **M. le ministre de la formation professionnelle** si les prochaines mesures en faveur d'une rénovation de l'apprentissage vont traiter la question essentielle du mode d'attribution de la taxe d'appren-

tissage aux établissements d'enseignement. Il lui rappelle que certains établissements du secteur privé n'hésitent pas à se livrer à un démarchage éhonté auprès des entreprises, quelques-uns allant même jusqu'à rémunérer à plein temps un démarcheur attitré. Les établissements d'enseignement public en général — et surtout les plus modestes d'entre eux — font les frais de cette liberté d'attribution dont jouissent les employeurs. Les lycées d'enseignement professionnel des métiers de la métallurgie sont, à cet égard, particulièrement pénalisés. Aussi, il lui demande quelles dispositions précises il envisage de prendre afin d'aboutir à une répartition plus juste des sommes versées au titre de la taxe d'apprentissage.

Artisans mécaniciens agricoles : T. V. A.

8732. — 5 novembre 1982. — **M. Franck Sérusclat** souhaiterait connaître l'avis de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, sur les revendications de la confédération nationale des artisans et petites entreprises en milieu rural (branche nationale du machinisme agricole) concernant l'avance à l'Etat des montants de T. V. A. sur les ventes de matériels agricoles. Les artisans mécaniciens agricoles estiment qu'il leur est impossible de continuer d'avancer ainsi à l'Etat la T. V. A. incluse dans des factures qui ne leur sont pas encore payées. Les difficultés de rentrées d'argent que connaissent leurs entreprises sont directement liées aux problèmes financiers que connaissent leurs clients agriculteurs. Leur trésorerie s'avère insuffisante pour supporter encore longtemps ce décalage croissant entre la date du paiement de la T. V. A. et le moment où est encaissé effectivement le prix de la vente. Aussi ils exigent que le fait générateur de la T. V. A. sur les ventes de matériel agricole ne soit plus la date de la livraison, mais celle du paiement effectif par le client. Il lui demande de quelle manière il compte aider les artisans mécaniciens agricoles à résoudre leurs difficultés de trésorerie.

Instituteurs : situation du recrutement.

8733. — 5 novembre 1982. — **M. Philippe Madrelle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la forte diminution en nombre du recrutement des instituteurs. Il lui rappelle les graves conséquences de ce recrutement insuffisant : maintien de recrutement exceptionnel, risque de remise en cause de la formation en trois ans des instituteurs, remise en question de l'existence même des écoles normales. Il lui demande s'il ne juge pas opportun de prévoir la mise en place d'un plan pluriannuel susceptible de mettre fin au recrutement exceptionnel par concours de maîtres et de suppléants sans formation.

Scolarité : développement de l'internat.

8734. — 5 novembre 1982. — **M. René Chazelle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conséquences bénéfiques qu'aurait le développement de l'internat en zone de montagne. La réduction du nombre des trajets, et la concentration de la semaine scolaire sur les cinq premiers jours présentent autant d'avantages pour la santé des enfants que pour la gestion des équipements scolaires. Il s'ensuivrait de surcroît un allègement du coût des transports scolaires et des frais de déneigement quotidien. Il lui demande donc si, pour encourager l'internat et prendre en compte les difficultés inhérentes à la scolarisation en zone de montagne, il ne pourrait procéder à la généralisation des bourses au profit des enfants ouvrant droit à l'allocation de rentrée scolaire et résidant à plus de dix kilomètres de l'établissement scolaire le plus proche.

Revalorisation de l'histoire et de la géographie.

8735. — 5 novembre 1982. — **M. René Chazelle** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** les termes de sa réponse à sa question n° 3323 (*Journal officiel* du 11 mars 1982). Il « attache un prix tout particulier à ce que l'histoire et la géographie aient, dans l'enseignement primaire et secondaire, la place correspondant à l'intérêt que revêtent ces disciplines pour la formation intellectuelle des jeunes et leur préparation à leur vie individuelle et civique. [...] Il sera veillé à ce que l'histoire et la géographie conservent ou retrouvent une place essentielle. » Il s'étonne, dans ces conditions, de la note de service n° 82-286 du 8 juillet 1982, publiée au

Bulletin officiel n° 29-1982, autorisant les établissements à « assouplir les horaires » d'histoire et de géographie des classes de seconde, pour les ramener de quatre heures hebdomadaires à trois heures et demie. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas revenir sur cette décision et rétablir les horaires ainsi réduits.

Brochure officielle : exactitude de l'information.

8736. — 5 novembre 1982. — **M. Auguste Chupin** expose à **M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie**, que dans une brochure officielle émanant du ministère de la recherche et de l'industrie, et diffusée par ses services, il soit fait état du plan d'indépendance énergétique adopté par le Parlement le 7 octobre 1981. Il lui rappelle que ce plan n'a fait que l'objet d'un débat et d'une approbation par l'Assemblée nationale et qu'en conséquence il ne saurait engager le Parlement dans sa globalité ou le Sénat dans sa totalité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rectifier l'erreur ainsi commise.

Ports de plaisance : chute dans la fréquentation.

8737. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut confirmer l'information selon laquelle il aurait été constaté une chute importante de fréquentation des ports français de plaisance cet été, au bénéfice de l'Espagne et de l'Italie, et que de ce fait, auquel est venu s'ajouter un accroissement des dépôts de bilan des entreprises liées à la plaisance, il envisagerait une modification de la fiscalité relative à cette activité touristique dont l'incidence est évidente dans l'équilibre de la balance des paiements de la France.

Nouvel emprunt d'Etat : date.

8738. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est exact qu'il y aurait de nouveau l'émission d'un emprunt d'Etat de 20 à 25 milliards de francs avant la fin de l'année 1982.

Exploitation forestière : bilan d'étude.

8739. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **Mme le ministre de l'agriculture** de lui préciser l'état actuel d'étude et de réalisation de sa proposition relative à l'amélioration de l'exploitation forestière en France, impliquant l'amélioration de la fiscalité pour encourager la production et regrouper les exploitations.

Office national des forêts : réforme.

8740. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **Mme le ministre de l'agriculture** de lui préciser l'état actuel d'étude et de réalisation de sa proposition relative à l'amélioration de l'exploitation forestière en France, impliquant une réforme de la gestion de l'office national des forêts.

Artisans pêcheurs de Nice : situation.

8741. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Merli** attire l'attention de **M. le ministre de la mer** sur les problèmes spécifiques des artisans pêcheurs du quartier de Nice qui ne peuvent exercer leur profession le long des côtes durant la saison touristique et ne peuvent non plus s'en éloigner du fait de l'absence de plateau continental. Il lui demande quelles dispositions sont envisagées dans le cadre du projet de loi sur le littoral pour compenser cette impossibilité d'exercer leur métier durant tout l'été. Il souhaiterait, notamment, que soit mis fin au caractère temporaire de l'aide au rôle et qu'une mesure à caractère définitif lui soit substituée.

Villes de la Côte d'Azur : renforcement des effectifs de police.

8742. — 5 novembre 1982. — **M. Pierre Merli** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, s'il envisage de renforcer de manière substantielle les effectifs de police des villes de la Côte d'Azur, notamment celles d'Antibes,

Cannes et Nice, pour tenir compte de l'activité touristique étendue tout au long de l'année et qui amène ces villes à recevoir une population cosmopolite qui vient s'ajouter à leur population permanente, elle-même en augmentation.

Electrification d'une Z.A.C. : responsabilités.

8743. — 5 novembre 1982. — **M. Jean-François Le Grand** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, qu'un particulier a obtenu un permis de construire sans réserves, contribution ou participation autres qu'une cession gratuite de terrain pour des constructions à édifier sur un terrain situé en zone d'urbanisme concerté sur une commune disposant d'un plan d'occupation des sols et ayant opté pour la taxe locale d'équipement. Au moment d'entreprendre le branchement électrique, il s'avère que le réseau basse tension desservant la zone urbaine est insuffisant pour alimenter les constructions qui ont été autorisées. S'étant adressé au maire de la commune ainsi qu'au syndicat intercommunal d'électrification afin qu'ils assurent le renforcement nécessaire pour une desserte correcte en basse tension, le pétitionnaire a vu sa demande rejetée ; ce qui implique pour lui les frais de déplacement d'une ligne moyenne tension, de construction d'un poste de transformation et d'électrification de la zone concernée en basse tension. Compte tenu des faits ci-dessus exposés, il lui demande de bien vouloir lui préciser si la municipalité et le syndicat intercommunal ont bien respecté leurs obligations respectives. Dans la négative, il lui demande de lui indiquer quelle part revient à chacune des parties en présence dans l'électrification de la zone concernée.

Enseignement secondaire : place de l'éducation artistique.

8744. — 5 novembre 1982. — **M. Jean-François Le Grand** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que de nombreux professeurs d'éducation artistique expriment actuellement leur crainte de voir encore diminuer les horaires consacrés à cette discipline dans l'enseignement secondaire. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer le nombre d'heures hebdomadaires actuellement consacrées à l'enseignement de la musique et du dessin dans les lycées, collèges et L.E.P. et si cette durée est supérieure ou inférieure à celle des années précédentes.

Etat civil : prénoms.

8745. — 5 novembre 1982. — **M. Louis Longequeue** rappelle à **M. le ministre de la justice** sa question écrite en date du 21 juin 1982, par laquelle il exposait les difficultés rencontrées par les services de l'état civil en matière de prénoms et la réponse en date du 19 août 1982. Il lui demande s'il lui paraît possible d'admettre le prénom d'Alexandrie pour une fillette.

C.A.F. de l'Aube : suppression du chèque restaurant.

8746. — 5 novembre 1982. — **M. Henri Portier** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur l'annulation par ses services d'une décision du conseil d'administration de la caisse d'allocation familiales de l'Aube, en application de l'article L. 171, alinéa 1, du code de la sécurité sociale, concernant l'attribution du chèque déjeuner. Cette décision a d'autant plus surpris les administrateurs de la C.A.F., qu'elle remet totalement en cause la position adoptée par eux le 18 mars 1981, à savoir le maintien sans réserve du chèque restaurant à titre expérimental jusqu'en mai 1982. Or cette délibération n'avait à l'époque fait l'objet d'aucune réserve de la part de l'administration de tutelle. D'autre part, il est connu que certains organismes de sécurité sociale ont adopté la même position et ce depuis plusieurs années, sans qu'il y ait eu une mesure d'annulation prise à leur encontre. Les agents qui bénéficient du chèque restaurant considèrent celui-ci comme un avantage acquis. Existe-t-il par rapport et depuis 1981 des éléments nouveaux qui justifient cette annulation.

Préretirés : cotisations sociales.

8747. — 5 novembre 1982. — Au moment où il s'apprette à augmenter considérablement les cotisations sociales des préretraités, **M. Henri Portier** expose à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** que ceux-ci sont tout à fait disposés à faire preuve de solidarité, mais à condition d'être traités à la

même enseigne que les salariés actifs. Les préretraités ont payé intégralement leurs cotisations de sécurité sociale pendant trente-cinq à quarante-cinq ans et ils n'ont accepté de quitter la vie active que sous réserve de conditions financières bien déterminées. Il convient également de rappeler que le seul but recherché dans l'institution de la préretraite était de favoriser l'embauche de jeunes sans emploi et non de réaliser des économies au détriment de ceux qui ont fait confiance au Gouvernement. Aussi lui demande-t-il comment il compte limiter et compenser la diminution de ressources dont vont être victimes les préretraités, par la seule action du Gouvernement.

Pensions d'invalidité : suspensions.

8748. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le cas d'assurés sociaux se trouvant dans une situation précaire. En effet, lorsqu'un assuré social est bénéficiaire d'une pension d'invalidité, première ou deuxième catégorie, il est soumis à un examen médical de contrôle. Or il arrive que l'assuré social, après une visite, reçoit du directeur de la caisse primaire d'assurance maladie, une notification l'informant que l'examen médical ayant permis de constater que la capacité de travail ou de gain étant redevenue supérieure à 50 p. 100, la pension était suspendue. Bien entendu, il est indiqué sur la notification que l'intéressé peut faire appel devant la commission régionale d'invalidité, mais il en résulte que le versement de la pension est arrêté, ce qui prive l'intéressé de ce revenu dans un délai restreint, qu'il ne peut non plus obtenir une aide de l'Assedic et que le bureau d'aide sociale ne peut que lui venir en aide provisoirement. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas opportun de faire en cette circonstance une application compréhensive des textes (art. L. 319 du Code de la sécurité sociale).

Conseils d'administration de la sécurité sociale : date des élections.

8749. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** s'il peut démentir les informations selon lesquelles il serait dès maintenant envisagé le report des élections aux conseils d'administration de la sécurité sociale, prévues au milieu de l'année 1983, en raison de difficultés « financières et techniques ».

Travailleurs indépendants de la batellerie : accession à la propriété.

8750. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson**, ayant noté avec intérêt que **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, vient d'annoncer à l'association nationale des travailleurs indépendants de la batellerie diverses mesures tendant, selon lui, à faciliter leur activité économique, appelle l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les difficultés rencontrées par cette catégorie sociale lorsqu'elle veut accéder à la propriété. En effet, les bateliers, en raison de leur activité professionnelle itinérante, ne peuvent effectivement résider comme le prévoit la loi, huit mois par an, dans leur habitation principale. Ils sont donc de ce fait, durant l'essentiel de leur vie professionnelle, exclus des possibilités de prêts à l'accession à la propriété, notamment en logement social. Il lui demande si, à l'instar de son collègue ministre d'Etat, ministre des transports, il n'envisage pas lui aussi de favoriser la batellerie française en définissant, à l'égard de cette activité économique importante, de nouvelles modalités dérogatoires d'octroi de prêts facilitant l'accession à la propriété sociale.

Dépenses de santé : progression.

8751. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de la santé** de lui confirmer les informations selon lesquelles il serait actuellement constaté une accélération de la progression des dépenses de santé, principalement due à l'hospitalisation. En septembre, le rythme annuel serait de 19,2 p. 100 contre 18,8 p. 100 en août et 17,7 p. 100 en 1981.

Modification institutionnelle du système bancaire.

8752. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui préciser l'état actuel des réflexions et des perspectives de réalisation d'une modification institutionnelle du système bancaire qui, sur les bases du rapport Bloch-Lainé, viserait les instruments de contrôle, le statut des banques et le rôle du conseil national du crédit.

Banques étrangères : exigences.

8753. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut démentir l'information selon laquelle le Gouvernement français aurait été contraint de céder partiellement aux exigences des banques étrangères qui ont notamment obtenu la clause « paripassu », faisant que toute condition plus favorable accordée aux prêteurs étrangers sur un emprunt public ou parapublic à venir serait automatiquement appliquée à l'emprunt d'Etat, sous peine de ne pas disposer des fonds récemment sollicités dans le cadre de l'emprunt de 4 milliards de dollars.

Usages du système bancaire à l'égard de l'industrie : réforme.

8754. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est effectivement envisagé une réforme des usages du système bancaire à l'égard de l'industrie, notamment quant au traitement des P.M.E., des entreprises en difficulté, des aides à la création de l'entreprise et de l'intégration de la politique du commerce extérieur dans la distribution du crédit.

Plans des entreprises nationales : publication.

8755. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie**, de lui préciser les perspectives de préparation et de publication des plans des entreprises nationales, publication qui a été annoncée à plusieurs reprises depuis de nombreux mois.

Institut de recherches sur le cancer de Lille : crédits.

8756. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation préoccupante de l'institut de recherches sur le cancer de Lille. En effet, selon des informations qui lui ont été communiquées, il semblerait que l'institut, qui mène une activité de recherche à vocation nationale et qui, depuis dix ans, a considérablement développé ses activités, occupant une place plus qu'honorable dans la compétition scientifique internationale, serait gravement menacé dans son fonctionnement en raison de la diminution, voire de la suppression, de plusieurs subventions de fonctionnement assurant sa pérennité et notamment d'une subvention de la sécurité sociale. Il lui demande de lui préciser la nature des initiatives qu'il envisage de prendre afin d'assurer le maintien et le développement de cet institut, dont il est lui-même administrateur.

Investissements étrangers : déclin.

8757. — 5 novembre 1982. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur le déclin des investissements étrangers en France. Selon les informations dont il dispose et qu'il lui demande de lui confirmer, il semblerait que les investissements étrangers qui atteignaient 14 milliards en 1980 n'auraient atteint que 12,7 milliards en 1981 et n'atteindraient au mieux qu'une dizaine de milliards en 1982. Il lui demande s'il ne craint pas que ce déclin soit de nature à accélérer la récession économique et le chômage en France.

REPONSES DES MINISTRES**AUX QUESTIONS ECRITES****AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE***Amiens : création d'une caisse régionale de sécurité sociale.*

2. — 12 juin 1981. — **M. Charles-Edmond Lenglet** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** si, conformément aux vœux exprimés depuis de nombreuses années par les instances régionales, les organisations syndicales et les usagers, il envisage de créer une caisse régionale de sécurité sociale à Amiens, capitale régionale.

Création d'une caisse régionale de sécurité sociale à Amiens.

5000. — 25 mars 1982. — **M. Charles-Edmond Lenglet** s'étonne auprès de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** de ne pas avoir obtenu de réponse à sa question écrite n° 2, publiée au *Journal officiel*, Sénat, du 12 juin 1981, dans laquelle il lui demandait si, conformément aux vœux exprimés par les instances régionales de Picardie, les organisations syndicales et les usagers, il envisage de créer une caisse régionale de la sécurité sociale à Amiens, capitale régionale.

Réponse. — La création d'une caisse régionale d'assurance maladie à Amiens ne paraît pas présenter, dans la situation actuelle, un intérêt suffisant pour justifier les coûts importants qu'engendrerait la mise en œuvre d'un tel projet. En effet, pour un service de qualité analogue, et sans certitude d'obtenir en action sanitaire et sociale des dotations aussi importantes que celles allouées actuellement, l'implantation d'un nouvel organisme en Picardie conduirait à des dépenses considérables pour l'édification ou l'acquisition de bâtiments et de matériels administratifs ; elle nécessiterait également le doublement des postes de direction actuels ainsi que la mise en place de nouveaux services de contrôle médical, et elle obligerait à transférer à Amiens une partie des services généraux lillois, alourdissant de manière sensible les frais de gestion de la caisse régionale d'assurance maladie du nord de la France. Or, la gestion des risques vieillesse, invalidité et accidents du travail, ainsi que l'application et le développement du programme sanitaire et social sont, en ce qui concerne les régions du Nord et de Picardie, assurés avec efficacité par la caisse régionale d'assurance maladie précitée. Un examen comparatif des actions menées par cette caisse dans chacune des deux régions de programme permet d'ailleurs d'apprécier les efforts particuliers qui ont été consentis durant ces dernières années en faveur de trois départements picards. Ces efforts ont été essentiellement orientés vers une large décentralisation des personnels et des moyens puisque, hormis la division de l'informatique et celle des comptes individuels qui ne peuvent techniquement être démembrées, seuls les services généraux demeurent groupés au siège lillois. Le souci d'améliorer le service rendu aux assurés s'est surtout traduit, en matière d'assurance vieillesse, par le développement d'un réseau de permanences comprenant actuellement, pour la seule région de Picardie, 109 points d'accueil et d'information du public, et par l'installation d'antennes à vocation départementale chargées notamment de l'instruction des dossiers de pensions et du contact avec les assurés. C'est également dans cet esprit que fonctionnent, à l'échelon picard, le service social et le service prévention de la caisse régionale de Lille. Enfin, en ce qui concerne l'action sanitaire et sociale, il convient d'observer que, malgré une population inférieure de plus de la moitié à celle de la région Nord, la Picardie bénéficie d'une situation qui s'avère, à bien des égards (aide aux personnes âgées, aides financières aux investissements, équipement hospitalier), plus favorable que celle des régions voisines.

Assurance volontaire vieillesse des Français de l'étranger : application de la loi.

422. — 2 juillet 1981. — **M. Jean Béranger** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le cas des salariés qui, ayant exercé leur activité hors de France, tombent sous le coup des dispositions de la loi n° 65-555 du 10 juillet 1965 et des interprétations que l'administration de la sécurité sociale fait du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945, article 102, paragraphe 4, aboutissant à les spolie de leurs droits de rachat de cotisations volontaires. Il semble qu'il y ait lieu, au vu des situations créées, de reconsidérer l'interprétation de l'administration, voire d'abroger le paragraphe 4 du décret précité, d'ailleurs modifié par le décret n° 68-351 du 19 avril 1968 (abrogation du paragraphe 5 du décret n° 45-0179) et d'ouvrir la possibilité de rachat à cette catégorie de demandeurs, c'est-à-dire, les Français qui ont choisi avec l'assentiment des autorités françaises de tutelle, de servir un gouvernement étranger dans le cadre de ce qui ne s'appelait pas encore la coopération technique. Ces délais ont été ouverts par le décret n° 80-896 du 27 novembre 1980 limités au 1^{er} juillet 1982. Dans ces conditions extrêmement limitées dans le temps pour des dossiers fort délicats, il lui demande quelles sont les mesures qu'il entend prendre.

Réponse. — Les français ayant exercé une activité salariée à l'étranger pouvaient racheter, dans le cadre de la loi n° 65-555 du 10 juillet 1965, les cotisations d'assurance vieillesse correspondantes à cette activité. Les délais ouverts par cette loi pour le dépôt des demandes de rachat de cotisations, et successivement prorogés depuis le 1^{er} janvier 1968, vont être de nouveau prorogés par un décret en cours d'élaboration et les demandes pourront être présentées jus-

qu'au 30 juin 1985. Par ailleurs, les modalités d'application de cette loi sont fixées aux articles 105-1 à 105-9 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 modifié. Cependant, l'article 102, paragraphe 4, du décret précité du 29 décembre 1945, disposition qui résulte du décret n° 62-1246 du 20 octobre 1962, n'autorise pas l'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse pour les personnes ressortissant de régimes spéciaux de sécurité sociale de salariés et bénéficiaires à ce titre d'une pension complète. En effet, ces dispositions, prises à l'époque pour interdire l'ouverture de droits complémentaires, dans le régime général, aux personnes qui bénéficient ou sont susceptibles de bénéficier d'une pension complète au titre soit du régime général, soit d'un ou plusieurs régimes spéciaux, soit du régime d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés, étaient fondées sur la coordination entre régimes qui ne permettait pas la prise en compte des droits à l'assurance vieillesse au-delà d'un seuil maximum. Désormais, depuis la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 supprimant la coordination entre les régimes d'assurance vieillesse la question se pose en d'autres termes. Bien que le problème d'équité soulevé par l'honorable parlementaire, soit réel, on ne peut que constater à cet égard la situation favorable dans laquelle se trouvent les personnes qui ont exercé plusieurs activités relevant de régimes différents et qui peuvent cumuler sans limite les pensions correspondantes. Dans le cas d'espèce, les intéressés se trouvent dans une situation analogue à celle des personnes relevant du régime général et bénéficiaires d'une pension complète.

Entreprises : délais de paiement des cotisations sociales.

1389. — 31 juillet 1981. — **M. Albert Voilquin** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le fait que, au moment où le Gouvernement concentre ses efforts sur le maintien et le développement de l'activité économique des entreprises de toutes dimensions, en apportant éventuellement des aides diversifiées pour leur permettre de faire face aux difficultés rencontrées à court, moyen ou long terme, trop souvent il apparaît que les organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales semblent manquer de compréhension ou de souplesse pour leur accorder les délais nécessaires à un redressement quelconque. Il lui demande d'examiner la possibilité d'accorder une plus grande latitude à ces organismes pour prendre, en l'occurrence, les mesures de compréhension qui s'imposent, avec, évidemment, les précautions d'usage.

Réponse. — Dans la conjoncture difficile que connaissent actuellement les entreprises, un compromis raisonnable doit être recherché, chaque fois que cela est possible, entre, d'une part, les impératifs immédiats de la trésorerie de la sécurité sociale, qui rendent indispensable le recouvrement à bonne date des cotisations, et, d'autre part, la nécessité pour les pouvoirs publics de sauvegarder l'emploi et maintenir les effectifs cotisants, qui conduit à soutenir les entreprises en difficulté passagère. Mais il n'entre pas dans la mission de la sécurité sociale d'assurer la trésorerie des entreprises en accordant, par l'intermédiaire de délais de paiement, l'équivalent de prêts bancaires à des conditions avantageuses. A cette fin, le taux des majorations de retard et le montant des pénalités encourues pour tout paiement tardif des cotisations seront relevés à bref délai. Le recours à ces délais de paiement des cotisations arriérées doit donc demeurer tout à fait exceptionnel et n'intervenir que lorsque toutes les autres possibilités d'aide ont été épuisées.

Assurance vieillesse des invalides prise en considération de la période de bénéfice de l'indemnité de soins.

1481. — 20 août 1981. — **M. Pierre Lacour** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** de bien vouloir préciser les dispositions que le Gouvernement envisage de prendre tendant à la prise en considération gratuite, comme période d'assurance vieillesse, du temps durant lequel les invalides bénéficiaient de l'indemnité de soins.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que la validation gratuite dans le cadre de l'assurance obligatoire, des périodes durant lesquelles a été versée l'indemnité de soins aux tuberculeux prévue par l'article L. 41 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, a été instituée par l'article 28 de la loi n° 82-599 du 13 juillet 1982 relative aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage.

Couverture sociale des jeunes artistes.

2033. — 2 octobre 1981. — **M. Marcel Vidal** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** quelles mesures il entend prendre en faveur des jeunes artistes (auteurs d'œuvres graphiques et plastiques) qui, n'ayant pas encore commercialisé leur production, ne peuvent être affiliés à la sécurité sociale.

Couverture sociale des jeunes artistes.

6327. — 4 juin 1982. — **M. Marcel Vidal** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sa question écrite n° 2033 du 2 octobre 1981 restée sans réponse à ce jour, par laquelle il lui demandait quelles mesures il entendait prendre en faveur des jeunes artistes (auteurs d'œuvres graphiques et plastiques) qui n'ayant pas encore commercialisé leur production ne peuvent être affiliés à la sécurité sociale.

Réponse. — Les jeunes diplômés d'établissements d'enseignement artistique qui n'ont pas retiré de revenus de leur activité artistique peuvent être affiliés au régime de sécurité sociale des artistes auteurs après avis favorable de la commission professionnelle mentionnée à l'article L. 613-1 du code de la sécurité sociale, compétente pour les artistes auteurs d'œuvres graphiques et plastiques; cette commission apprécie le caractère artistique et l'importance de l'activité dont ces jeunes artistes font preuve en dehors des travaux directement liés au cursus scolaire. Dans l'hypothèse où les éléments d'appréciation fournis à la commission lui apparaissent insuffisants pour justifier l'affiliation des intéressés, ceux-ci ne sont pas pour autant dépourvus de la protection sociale. Ils peuvent, en effet, bénéficier du maintien pendant douze mois des droits aux prestations du régime d'assurance maladie dont ils relevaient durant leurs études. A défaut, ils sont invités à solliciter leur adhésion à l'assurance personnelle instituée par la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 dont les décrets d'application, publiés au *Journal officiel* du 18 juillet 1980, prévoient diverses possibilités de prise en charge des cotisations. En ce qui concerne plus particulièrement les jeunes de moins de vingt-deux ans, la cotisation forfaitaire annuelle s'établit à 631 francs pour la période allant du 1^{er} juillet 1982 au 30 juin 1983.

Veuves ou divorcées : pensions de réversion.

2088. — 6 octobre 1981. — **M. Paul Malassagne** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** que le principe selon lequel le remariage fait perdre à une femme veuve ou divorcée le droit à la pension de réversion du chef de son premier mari connaît une exception, en faveur des veuves remariées qui, à la suite d'un nouveau veuvage, ne pouvaient obtenir de pension du chef de leur second mari. Cette exception a d'ailleurs été étendue à une femme divorcée et remariée et dont le deuxième conjoint est décédé sous la même réserve qu'elle ne puisse obtenir de pension du chef de son second mari. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser si le cas d'une femme divorcée d'un assuré relevant du régime des artisans et commerçants et avec lequel elle a géré le fonds de commerce pendant six ans, puis remariée et veuve d'un assuré relevant du régime général, ne pourrait faire l'objet de la même bienveillance que les précédentes exceptions, compte tenu du fait que ladite femme a cogéré de fait le commerce de son premier mari et que la pension de réversion de son second mari est d'un montant extrêmement faible.

Réponse. — Dans les régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, alignés depuis la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 sur le régime général de la sécurité sociale, les pensions de réversion des conjoints sont désormais liquidées conformément aux dispositions en vigueur dans le régime général, du moins en ce qui concerne les droits afférents aux périodes d'assurance accomplies depuis le 1^{er} janvier 1973, date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juillet 1972. Ainsi en cas de remariage du conjoint survivant ou d'un ex-conjoint divorcé d'un assuré, sont examinés normalement les droits éventuels à réversion au regard du régime dont relevait son dernier conjoint. Toutefois, dans le régime général, il avait été admis, par mesure de bienveillance, que si l'intéressé ne pouvait obtenir aucun avantage de réversion du chef de son dernier conjoint, il pouvait faire valoir ses droits éventuels à pension de réversion du chef de son premier conjoint, à condition que son dernier conjoint ait également relevé du régime général. La même interprétation bienveillante avait été adoptée dans les régimes d'assurance vieillesse des artisans et commerçants depuis l'alignement de ces régimes sur le régime général, dès lors que le second conjoint relevait du même régime d'assurance vieillesse que le premier. Ces mesures de bienveillance ont été légalisées et élargies par l'article 12 de la loi n° 82-599 du 13 juillet 1982 relative aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage. En application de ce texte, le conjoint survivant ou divorcé remarié qui n'est susceptible de bénéficier d'aucun droit à pension de réversion du chef de son dernier conjoint, recouvre le droit à pension de réversion du chef d'un précédent conjoint dont l'a privé son remariage, à condition que ce droit ne soit pas ouvert au profit d'un autre

ayant cause. Ces dispositions ne concernent donc que les conjoints qui ne peuvent prétendre à aucun avantage de réversion du fait de leur second mariage et le cas évoqué par l'honorable parlementaire n'apparaît pas entrer dans cette catégorie puisque l'intéressée bénéficie d'une pension de réversion du chef de son second mari.

Reprise d'activité de certains travailleurs indépendants : cotisations d'allocations familiales.

2728. — 5 novembre 1981. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le mode de calcul du montant de la cotisation trimestrielle d'allocations familiales s'appliquant aux travailleurs indépendants qui reprennent une activité non salariée. D'après les termes de la législation actuelle en vigueur : « lorsque la reprise d'activité intervient dans l'année suivant celle au cours de laquelle est survenue la cessation d'activité, l'employeur ou le travailleur indépendant est redevable à compter du premier jour du trimestre civil au cours duquel se situe la reprise d'activité d'une cotisation calculée sur la base des revenus professionnels de la dernière année civile complète d'activité. Les cotisations restent fixées sur cette base jusqu'au 31 décembre de la deuxième année suivant la reprise d'activité lorsque les revenus de l'année de référence sont inférieurs à ceux de la dernière année d'activité complète précédant l'interruption... » Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'envisager la modification de cette législation qui freine la reprise d'activité de certains travailleurs indépendants.

Réponse. — Les cotisations personnelles d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants sont assises sur les revenus professionnels retenus au titre de l'avant-dernière année pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Aux termes de l'article 8 de l'arrêté du 9 août 1974, en cas de cessation temporaire d'activité, et lorsque la reprise d'activité intervient dans l'année civile suivante, l'assiette est constituée par les revenus professionnels de la dernière année civile complète d'activité. Le décalage de deux ans entre les bases de calcul de la cotisation et l'exercice d'exigibilité de celle-ci explique également pourquoi les revenus professionnels de la dernière année civile complète d'activité constituent l'assiette des cotisations pour les deux années suivant celle au cours de laquelle a eu lieu la reprise d'activité. Ces règles qui peuvent conduire à mettre à la charge des assurés des cotisations d'un montant élevé au regard de leurs revenus réels, sont toutefois tempérées par des possibilités d'exonération à l'égard des employeurs et travailleurs indépendants titulaires de bas revenus (moins de 14 952 francs en 1982) et ceux âgés de plus de soixante-cinq ans, qui ont assumé la charge d'au moins quatre enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans. Par ailleurs, un projet de loi en cours d'examen au Parlement prévoit, conformément aux décisions arrêtées par le conseil des ministres du 10 novembre 1981 en vue d'harmoniser les cotisations d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants avec celles des salariés, un nouveau mode de calcul de ces cotisations qui devrait permettre d'atténuer la rigueur des règles existantes.

Conjoints non salariés des Français de l'étranger : couverture sociale.

2775. — 10 novembre 1981. — **M. Jean-Pierre Cantegrit** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les conditions d'application des dispositions résultant des décrets n° 80-342, 80-344 et 80-345 du 12 mai 1980 par le centre n° 533 de sécurité sociale française, qui est géré par la mutuelle des affaires étrangères. Les textes réglementaires susvisés, pris en application de l'article L. 770 du code de la sécurité sociale, fixent les conditions dans lesquelles les fonctionnaires de l'Etat français en service ou en mission à l'étranger et leurs ayants droit conservent le bénéfice de leur régime de sécurité sociale. Les dispositions prévues par la loi n° 76-1287 du 31 décembre 1976, ainsi que par les décrets d'application susvisés permettent aux fonctionnaires qui avaient adhéré à la mutuelle des affaires étrangères d'être couverts, ainsi que leurs ayants droit, contre les risques maladie-maternité. Il s'avère que le centre n° 533 géré par celle-ci refuse, depuis la parution de ces textes d'application, de considérer comme ayants droit les conjoints, n'exerçant pas d'activité professionnelle, de fonctionnaires français assurés sociaux, et refuse par conséquent, les remboursements de soins engagés par ceux-ci. Cette interprétation restrictive étant contraire à l'intention du législateur et aux dispositions prévues par les décrets du 12 mai 1980, il lui demande quelles instructions elle est en mesure de donner à ce centre, afin qu'il se conforme à ces textes et permette ainsi la couverture sociale des conjoints n'exerçant pas d'activité professionnelle des fonctionnaires français à l'étranger, qu'il gère.

Réponse. — Avant l'intervention des décrets d'application de la loi n° 76-1287 du 31 décembre 1976 relative à la situation, au regard de la sécurité sociale, des travailleurs salariés à l'étranger, les fonctionnaires de l'Etat français en service ou en mission à l'étranger et leurs ayants droit, dans la mesure où ceux-ci ne relevaient pas, à titre personnel, d'un régime de sécurité sociale, pouvaient conserver le bénéfice de la couverture du risque maladie, les prestations en nature étant servies par la mutuelle des affaires étrangères, quelle que fût l'administration d'origine de l'assuré. Le décret n° 80-342 du 12 mai 1980 prévoit que les fonctionnaires de l'Etat et les magistrats de l'ordre judiciaire en service ou en mission à l'étranger, lorsqu'ils sont rémunérés sur le budget général de l'Etat ou sur le budget d'un établissement public de l'Etat, bénéficient des prestations en nature pendant toute la durée de l'exercice de leurs fonctions à l'étranger. Il précise, en outre, qu'ils restent affiliés à la caisse primaire d'assurance maladie dont ils relevaient en dernier lieu avant leur départ, le service des prestations étant confié aux sections constituées par les sociétés mutualistes qui ont compétence à l'égard des fonctionnaires exerçant leurs fonctions sur le territoire métropolitain. En principe, la mutuelle des affaires étrangères prend en charge les fonctionnaires du ministère des relations extérieures, ceux dépendant d'autres départements ministériels continuant à percevoir les prestations en nature des sections mutualistes dont ils relevaient avant leur départ en service ou en mission à l'étranger. Les prestations sont alors servies dans les mêmes conditions et selon les tarifs de remboursements prévus en faveur des ressortissants du régime général détachés à l'étranger. Ainsi que le précise l'article 2 du décret n° 80-342 du 12 mai 1980, le même principe est appliqué en ce qui concerne les ayants droit qui séjournent ou résident soit sur le territoire métropolitain, soit sur le territoire de l'Etat où les fonctionnaires exercent leurs fonctions dès lors naturellement qu'ils n'exercent pas d'activité professionnelle leur faisant obligation d'être affiliés à un régime obligatoire d'assurance maladie français ou local. Les mêmes dispositions concernent les militaires (décret n° 80-343 du 12 mai 1980.) De l'enquête effectuée auprès du centre 533 il ressort que les règles ci-dessus énoncées sont respectées. La situation à laquelle il est fait allusion par l'honorable parlementaire s'appliquait à un dossier faisant, à l'époque, l'objet d'une enquête de la part du centre. Cette enquête ayant permis d'avoir la preuve que le demandeur avait effectivement des droits ouverts, les prestations qui lui étaient dues ont été versées.

Développement de l'action sociale en milieu rural.

3588. — 21 décembre 1981. — **M. Jean Desmarests** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** ce qu'il compte faire pour améliorer les prestations de services d'aide à domicile en milieu rural ; l'intervention en zone rurale de travailleuses familiales est en effet un facteur important d'animation du milieu et de fixation des populations. Il lui demande donc de lui préciser la politique qu'elle compte mener en matière d'action sociale en milieu rural, de lui préciser les actions qu'elle compte entreprendre pour améliorer la formation des personnels concernés, pour créer des emplois dans ce secteur où la demande est forte et d'instituer une prestation légale permettant d'appréhender globalement le maintien à domicile des personnes âgées par exemple, ce qui s'inscrit dans les objectifs du plan intérimaire de deux ans.

Réponse. — Le Gouvernement est parfaitement conscient de l'importance, en milieu rural, du rôle social et éducatif des travailleuses familiales dont les interventions permettent le maintien ou le redressement de l'équilibre familial et peuvent éviter l'éloignement temporaire des enfants de la mère de famille incapable d'assurer l'ensemble de ses tâches ménagères et éducatives. Afin de pouvoir intervenir efficacement au sein des familles, les travailleuses familiales suivent une formation spécifique qui comprend aussi bien des cours théoriques que des stages pratiques et qui est jugée bien adaptée aux besoins concrets des familles. S'agissant d'une manière générale du financement des services de travailleuses familiales, une concertation associant l'Etat aux syndicats, aux organismes financeurs et aux fédérations nationales des associations employeurs se poursuit actuellement. Elle a pour objectif d'analyser l'ensemble des problèmes posés par l'activité des travailleuses familiales et de rechercher une meilleure adaptation de leurs services aux impératifs d'un financement assuré essentiellement par des fonds publics. En ce qui concerne l'aide aux personnes âgées, un effort significatif a été fait pour renforcer les services dans les zones insuffisamment couvertes, notamment en milieu rural. C'est ainsi que des emplois d'initiative locale ont été mis à la disposition de l'union nationale des bureaux d'aide sociale et des principales fédérations d'employeurs d'aide ménagère, pour lancer des services là où ils n'existaient pas encore. Des subventions d'Etat ont été

apportées : 2 000 francs par emploi nouveau créé, 20 000 francs par service nouveau. Parallèlement, un renforcement des financements a été réalisé. Les relèvements très importants du plafond d'octroi au titre de l'aide sociale (+ 19 p. 100 au 1^{er} juillet 1981, + 17 p. 100 au 1^{er} janvier 1982) ont permis d'offrir à un plus grand nombre de personnes âgées la possibilité de bénéficier de cette prestation. La création, en 1982, d'un fonds additionnel permet d'abonder de 37 millions de francs les fonds mis à la disposition des caisses de mutualité sociale agricole. Par ailleurs, des commissions sont mises en place dans tous les départements, à la demande du secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées. Ces commissions — rassemblant employeurs, financeurs et syndicats d'aide ménagère — ont pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre un dispositif de gestion de cette prestation mieux adapté aux besoins des personnes âgées. Les travaux de ces commissions serviront d'éléments de réflexion au groupe de travail mis en place par le secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, groupe dont la mission est de réfléchir aux éventuelles réformes de l'aide ménagère à moyen terme.

*Pensions des militaires retraités :
retenues de sécurité sociale.*

3761. — 8 janvier 1982. — M. Jean Franco appelle l'attention de M. le ministre de la santé sur le décret n° 80-475 du 27 juin 1980, rétablissant certaines cotisations d'assurance maladie à la charge des personnes relevant pour partie des risques d'un régime spécial de sécurité sociale. L'article 3 du décret susvisé du 17 août 1950 modifié est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : les travailleurs visés à l'article premier ci-dessus, qui bénéficient pour tout ou partie des risques d'un régime spécial de sécurité sociale, sont, lorsqu'ils exercent simultanément et à titre accessoire une activité salariée ou assimilée, relevant du régime général de sécurité sociale, dispensés au titre de cette activité de la cotisation ouvrière d'assurance vieillesse prévue à l'article 41 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 modifiée. Ils n'ont droit qu'aux prestations prévues par le régime auquel ils sont affiliés au titre de leur activité principale. » Sont abrogés : l'article D 56 du code des pensions civiles et militaires de retraite et l'article premier du décret susvisé du 17 décembre 1956, le paragraphe 2 de l'article 2 du décret susvisé du 12 septembre 1952 modifié. Il lui demande en conséquence s'il est possible de rétablir le régime antérieur concernant les retenues de sécurité sociale pour les pensions des militaires retraités, à savoir la retenue d'une seule pension pour ceux qui ont une activité et non une seconde retenue sur leur pension militaire. (Question transmise à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.)

Réponse. — La loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale a posé le principe suivant lequel tout revenu acquis au titre d'une activité professionnelle présente ou passée, donne lieu au versement des cotisations d'assurance maladie dont relève ou a relevé cette activité quel que puisse être par ailleurs le régime d'assurance maladie compétent pour le service des prestations. Le décret n° 80-475 du 27 juin 1980 met en œuvre ce principe en supprimant le droit à l'exonération de la cotisation d'assurance maladie due au régime ne servant pas les prestations et dont pouvaient bénéficier auparavant notamment les titulaires d'une pension de retraite servie au titre du code des pensions civiles et militaires lorsqu'ils continuaient à exercer une activité salariée relevant du régime général de la sécurité sociale. Cette généralisation est nécessaire pour que l'effort contributif soit proportionnel aux revenus de l'intéressé. Elle assure, en effet, une participation plus juste entre les personnes qui perçoivent un seul revenu et celles qui en reçoivent plusieurs. Il est par ailleurs rappelé à l'honorable parlementaire que les retraités les plus modestes en sont exonérés. Tel est le cas des personnes appartenant à un foyer fiscal exonéré de l'impôt sur le revenu ou exempté du paiement de cet impôt, et des titulaires d'un avantage de vieillesse servi sous les conditions de ressources du minimum vieillesse. Les bénéficiaires de ces exonérations sont plus nombreux depuis l'augmentation du minimum vieillesse dont le montant pour une personne seule est passé de 1 400 F à 1 700 F par mois au 1^{er} juillet 1982, à 2 000 francs par mois au 1^{er} janvier 1982, et à 2 125 francs par mois au 1^{er} juillet 1982.

Clichy : création d'un second centre de sécurité sociale.

4557. — 25 février 1982. — M. Guy Schmaus appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur la nécessité de créer un second centre de sécurité sociale à Clichy (92). En effet, la charge de travail pour le personnel du centre situé 19, rue Villeneuve, n'a cessé d'augmenter en raison du

nombre croissant d'assurés qui ont besoin d'un remboursement immédiat. Il convient de noter également l'accroissement des formalités administratives, et l'obligation qu'a le centre de procéder à des enquêtes sur certains assurés. Tous ces éléments provoquent une surcharge de travail pour le personnel et le mécontentement compréhensible des usagers contraints à de longues attentes dans des locaux trop petits. De surcroît, la commune de Clichy compte 50 000 habitants. Or, il est admis qu'un centre ne peut couvrir qu'une population de 30 000 habitants. Aussi il lui demande de bien vouloir prendre en considération la situation du centre de Clichy : 1° en prenant les dispositions devant aboutir à la création d'un second centre ; 2° en augmentant dans l'immédiat les effectifs du personnel du centre actuellement en grande difficulté pour faire face à la charge de travail qui lui est demandée.

Clichy : création d'un second centre de sécurité sociale.

7013. — 13 juillet 1982. — M. Guy Schmaus rappelle à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale qu'il n'a pas reçu de réponse à sa question écrite n° 4557, parue au *Journal officiel* du 25 février 1982, qu'il avait posée à son prédécesseur concernant la nécessaire implantation d'un second centre de sécurité sociale à Clichy (92). Or il s'agit là d'un besoin largement exprimé aussi bien par les usagers que par le personnel de la sécurité sociale. En effet, la charge de travail pour le personnel du centre situé 19, rue Villeneuve, n'a cessé d'augmenter en raison du nombre croissant d'assurés qui ont besoin d'un remboursement immédiat. Il convient de noter également l'accroissement des formalités administratives et l'obligation qu'a le centre de procéder à des enquêtes sur certains assurés. Tous ces éléments provoquent une surcharge de travail pour le personnel et le mécontentement compréhensible des usagers contraints à de longues attentes dans des locaux trop petits. De surcroît, la commune de Clichy compte 50 000 habitants. Or il est admis qu'un centre ne peut couvrir qu'une population de 30 000 habitants. Aussi, il lui demande de bien vouloir prendre en considération la situation du centre de sécurité sociale de Clichy : 1° en prenant les dispositions devant aboutir à la création d'un second centre ; 2° en augmentant dans l'immédiat les effectifs du personnel du centre actuellement en grande difficulté pour faire face à la charge de travail qui lui est demandée.

Réponse. — Le fonctionnement du centre de sécurité sociale à Clichy, qui se caractérise par une forte fréquentation au guichet, est considéré, dans l'ensemble, comme satisfaisant. Le nombre de dossiers en instance représente, à l'heure actuelle, trois jours de retard de paiement. Cet organisme est installé dans des locaux relativement récents. Toutefois, à cet égard, une étude concernant les besoins immobiliers des centres de paiement qui est en cours d'élaboration, englobera, entre autres, le centre dont il s'agit. En ce qui concerne les effectifs de personnel, qui s'élèvent à soixante-dix agents, ceux-ci sont comparables à ceux des autres centres de la circonscription administrative.

Annuités ouvrant droit à la retraite : décompte.

4720. — 11 mars 1982. — M. Lucien Gautier expose à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale qu'en l'état actuel de la réglementation la sécurité sociale ne tient pas compte des années passées sur les bancs de l'Université pour déterminer le nombre d'annuités ouvrant droit au bénéfice de la retraite. Un tel principe serait admissible s'il n'y existait d'ores et déjà un grand nombre de dérogations qui le rendront plus difficilement supportable à ceux qui en sont victimes. C'est ainsi que le temps passé à l'étude est décompté pour ceux qui, au sortir de telle ou telle école, sont tenus à servir l'Etat. De même, les caisses d'assurance vieillesse de certaines professions admettent de déduire le nombre d'annuités pour les années consacrées aux études supérieures. Aussi lui demande-t-il s'il n'y aurait pas lieu, dans le cas d'un salarié possédant un diplôme d'Etat ou reconnu par l'Etat, de réduire le nombre d'annuités exigées pour l'ouverture complète des droits à la retraite, du nombre d'années minimal nécessaire à l'obtention du diplôme concerné.

Réponse. — La pension de vieillesse du régime général de sécurité sociale est accordée en contrepartie des cotisations retenues sur le salaire de l'assuré. Les périodes d'études ne donnant pas lieu à affiliation à l'assurance vieillesse du régime général ne peuvent en conséquence être prises en compte pour la détermination des droits à pension de retraite de ce régime. Pour répondre à l'objection concernant les assurés relevant de régimes spéciaux de retraite, il est souligné que ces régimes sont établis

sur des bases essentiellement différentes de celles du régime général, tant en ce qui concerne leur conception que leurs modalités de financement, ce qui explique que les conditions d'attribution des prestations qu'ils servent ne soient pas identiques à celles du régime général.

Allocation aux adultes handicapés.

4950. — 25 mars 1982. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le fait que la référence aux ressources de l'année antérieure pour le service de l'allocation aux adultes handicapés peut pénaliser des personnes handicapées qui travaillent. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, dans le cas de changements de situation importants, qu'une prévision soit faite pour que le service des allocations soit rétabli au moment où la personne en a le plus grand besoin.

Réponse. — L'attribution de l'allocation aux adultes handicapés est subordonnée à une condition de ressources : les revenus de la personne handicapée ne doivent pas excéder le plafond retenu pour le versement du minimum vieillesse. Les ressources sont appréciées comme en matière de complément familial. C'est à dire qu'il est tenu compte du revenu net fiscal des intéressés après déduction de droit commun et abattement spécifiques. La vérification des droits aux allocations intervient au 1^{er} juillet de chaque année sur la base de la déclaration de revenus établie au mois de mars. Ce décalage peut être favorable ou défavorable aux bénéficiaires de l'allocation. Il peut pénaliser les personnes aux ressources aléatoires et notamment lorsque leurs revenus accusent une chute importante d'une année sur l'autre ou en cours d'année. Dès à présent, la réglementation prévoit que la situation des personnes handicapées peut être revue en cours d'année pour tenir compte de l'augmentation ou de la diminution du nombre d'enfants à sa charge et des changements intervenus dans la situation au regard du travail : chômage, ouverture des droits à une pension de retraite.

Réfractaires de la guerre d'Algérie : calcul de la retraite.

4995. — 25 mars 1982. — **M. Bernard-Michel Hugo** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur la situation des retraités des Français qui ont refusé de faire la guerre au peuple algérien et qui ont passé plusieurs années en prison. Au moment du vingtième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, il lui demande s'il serait possible que puisse être pris en compte pour le calcul de la retraite, le temps passé en prison pour cette catégorie de personnes. (*Question transmise à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.*)

Réponse. — Les périodes de détention, d'internement administratif ou d'assignation à résidence, en raison des circonstances liées aux événements d'Afrique du Nord, peuvent être assimilées — depuis des instructions ministérielles de 1963 — à des périodes de chômage involontaire et, en conséquence, validées gratuitement comme période d'assurance (dans le cadre de l'article L. 342 du code de la sécurité sociale) pour la détermination des droits à pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale. Peuvent bénéficier de cette validation gratuite les personnes qui, sous réserve d'apporter les justifications nécessaires, ont fait l'objet d'une mesure de grâce ou d'amnistie (quelle que soit la date à laquelle cette mesure est intervenue) et étaient affiliées au régime général antérieurement aux périodes en cause.

Rachat des cotisations d'assurance-vieillesse : périodes de maladie non indemnisées.

5469. — 21 avril 1982. — **Mme Monique Midy** expose à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** le cas d'une personne atteinte, à l'âge de quinze ans, d'une tuberculose pulmonaire, qui n'a pu, après sa guérison, entreprendre une activité professionnelle salariée qu'à l'âge de trente ans. De ce fait, l'intéressée, faute de ne pouvoir réunir le maximum d'annuités liquidables, ne pourra prétendre à l'âge de la retraite qu'à une pension proportionnelle. Or, il apparaît qu'au fil des années, de très nombreuses catégories de salariés ont été admises à racheter des droits à l'assurance vieillesse ; tel a été en dernier le cas des titulaires de l'indemnité de soins aux tuberculeux ou de certains détenus. Compte tenu de la volonté du Gouvernement d'assurer à tous les Français une retraite décente, elle lui demande si le

Gouvernement ne pourrait envisager de proposer au Parlement le vote d'une loi autorisant les salariés à racheter leurs droits à l'assurance vieillesse pour les périodes pendant lesquelles ils ont été, pour cause de maladie non indemnisée, dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle.

Réponse. — Dans un système de retraite fonctionnant par répartition, tel le régime général de la sécurité sociale, les rachats de cotisations d'assurance vieillesse doivent présenter un caractère exceptionnel. La faculté de procéder à une telle opération n'est actuellement ouverte qu'aux personnes qui ont été assujetties obligatoirement aux assurances sociales postérieurement au 1^{er} juillet 1930 (date de leur création) ou qui ont été admises tardivement au bénéfice de l'assurance volontaire vieillesse, afin de leur permettre de régulariser leur situation pour les périodes durant lesquelles elles n'avaient pas la possibilité de cotiser. Il n'est pas envisagé d'ouvrir cette possibilité aux personnes qui, pour cause de maladie, ont été dans l'impossibilité d'exercer une activité salariée. D'une manière générale, les périodes de maladie n'ouvrent des droits à la sécurité sociale que si l'intéressé était assuré social auparavant.

Equipements d'accueil des adolescents : développement des moyens financiers et de la participation des associations familiales.

5887. — 11 mai 1982. — **M. Alfred Gérin** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur l'insuffisance quantitative, mais aussi par manque de moyens d'encadrement, des équipements d'accueil des adolescents. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions que le Gouvernement envisage de prendre tendant à encourager et développer, notamment au niveau des moyens financiers, les efforts importants entrepris par les municipalités et les associations soutenues notamment par les caisses d'allocations familiales pour associer les familles et les jeunes à la définition et à la gestion des équipements qui leur sont destinés.

Equipements d'accueil des adolescents : insuffisance.

8600. — 2 novembre 1982. — **M. Alfred Gérin** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sa question écrite n° 5887 du 11 mai 1982 restée sans réponse, par laquelle il attirait son attention sur l'insuffisance quantitative, mais aussi par manque de moyens d'encadrement, des équipements d'accueil des adolescents. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions que le Gouvernement envisage de prendre tendant à encourager et développer, notamment au niveau des moyens financiers, les efforts importants entrepris par les municipalités et les associations soutenues notamment par les caisses d'allocations familiales pour associer les familles et les jeunes à la définition et à la gestion des équipements qui leur sont destinés.

Réponse. — Le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale attache une importance particulière au développement de l'ensemble des actions destinées aux jeunes adolescents. Outre les actions spécifiques d'insertion sociale et socioprofessionnelle menées en coordination avec le ministère de la formation professionnelle et le ministère chargé de la jeunesse et des sports, le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale contribue à l'accueil des adolescents dans des équipements socio-culturels à gestion essentiellement associative, tels les centres sociaux. D'autres équipements, telles les maisons des jeunes et de la culture, relèvent de la compétence d'autres départements. Par ailleurs, certains équipements plus particuliers, tels les foyers de jeunes travailleurs, mènent également une importante action socio-éducative grâce aux financements de postes d'animateurs attribués par le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale par le canal du Fonjep. Les centres sociaux et socioculturels ont comme vocation première l'organisation d'activités de loisirs et de formation à destination des enfants, des adolescents, des femmes et des personnes âgées. Il existe aujourd'hui près de 1 100 centres sociaux et leur nombre s'accroît chaque année d'environ 70 nouveaux centres, dont le coût en investissement est supporté à 40 p. 100 en moyenne par l'Etat. Les dépenses d'animation globale des centres sociaux sont prises en charge à raison de 30 p. 100 par la caisse nationale des allocations familiales et 20 p. 100 par l'Etat, soit, pour l'Etat, une dépense de 61 millions de francs en 1982, en augmentation de 30 p. 100 par rapport au montant prévu par la loi de finances pour 1981. Cet effort considérable de rattrapage a été complété par les dispositions du programme gouvernemental d'aide à la création d'emplois : les centres sociaux ont bénéficié, en 1981 et 1982, d'un total d'aide à la création d'emplois de 23,4 millions de francs pour 400 emplois d'utilité publique (anima-

teurs), auxquels s'ajoutent environ 160 postes décidés par les conseils généraux sur crédits de l'aide sociale à l'enfance. Il est enfin indiqué à l'honorable parlementaire que la circulaire D.A.S. n° 81-8 du 19 février 1981 a rappelé et renforcé les dispositions recommandant aux services extérieurs du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale de prendre toutes les mesures utiles afin d'associer les habitants d'un quartier et les usagers potentiels d'un centre social à l'élaboration et à la gestion de l'équipement prévu.

*Caisse de retraite et de prévoyance
des clercs et employés de notaire : situation financière.*

6381. — 9 juin 1982. — **M. Charles Lederman** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur la situation de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (C.R.P.C.E.N.). La politique anti-sociale menée sous le septennat par l'ancienne majorité réactionnaire avait, entre autres, pour but de remettre en cause les acquis obtenus dans le cadre des régimes spéciaux et particuliers en matière de protection sociale (santé, retraite). La droite, tout en attaquant, en même temps, le régime général, n'hésitait pas à présenter les bénéficiaires de ces régimes comme des nantis et des privilégiés. C'est dans ce contexte que furent prises les décisions de compensation financière imposées à la C.R.P.C.E.N. qui ont conduit à la situation catastrophique que celle-ci connaît aujourd'hui, d'autant plus que la participation des employeurs semble tout à fait insuffisante. C'est la survie même du régime qui est en jeu. La nouvelle majorité de gauche s'est engagée à mettre un terme à cette politique : elle a ouvert le dialogue qui a abouti à un accord de principe, le 14 décembre 1981, portant sur les points suivants : révision des mécanismes de calcul de la compensation (il s'agissait de la ramener à un juste niveau de solidarité, accepté par les intéressés), allocation d'une subvention d'équilibre pour 1982. Le cas de la C.R.P.C.E.N. n'est pas isolé, tant sont nombreux les régimes spéciaux ainsi menacés par l'ancienne majorité. Cependant, dans l'attente des réformes annoncées relatives à la sécurité sociale et de l'application de l'avancement à soixante ans des pleins droits de retraite au 1^{er} avril 1983, les inquiétudes légitimes des intéressés amènent à poser les deux questions suivantes : 1^o pourquoi les mesures concrètes d'application de l'accord du 14 décembre 1981 concernant la C.R.P.C.E.N. tardent-elles à voir le jour ; 2^o quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour garantir l'existence, ainsi que les acquis des régimes spéciaux et particuliers.

Réponse. — La compensation instituée par la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974 relative à la protection sociale commune à tous les Français entre les régimes de base de sécurité sociale tend à remédier aux inégalités provenant des déséquilibres démographiques et des disparités contributives, en assurant une solidarité financière entre salariés relevant de régimes différents tant dans leurs prestations que dans leurs cotisations. Elle s'impose à tous les régimes de sécurité sociale dont le nombre de cotisants actifs dépasse 20 000. Si les règles du régime général étaient appliquées dans leur totalité dans les régimes concernés, ceux-ci auraient d'ailleurs à supporter des charges équivalant à celles qui leur sont imposées par ce mécanisme. Compte tenu de ses caractéristiques démographiques, de son niveau de prestations et de cotisations, la caisse de retraites et de prévoyance des clercs et employés de notaires a vu affecter à son débit une charge importante. Cependant depuis plusieurs années, l'Etat contribue, de manière dégressive, au financement du régime par l'octroi d'une subvention budgétaire qui n'est, d'ailleurs, prévue par aucun texte. Pour 1982, cette contribution atteindra, en tout état de cause, le niveau de 202 millions de francs, ce qui permettra à la caisse de faire face à ses obligations. Outre la majoration du taux des cotisations décidée par le conseil d'administration, le Gouvernement, soucieux de tenir ses engagements et de trouver une solution de caractère durable au problème du financement de ce régime spécial, a constitué un groupe de travail réunissant les ministères de la solidarité nationale, de la justice et du budget, ainsi que les représentants de la profession. Ce groupe a proposé des solutions portant notamment sur le financement du régime en 1982 et les modalités de calcul de la compensation démographique. Des mesures d'application de ces propositions sont en cours. La situation des régimes spéciaux de sécurité sociale fait au demeurant l'objet de toute l'attention du Gouvernement, dans le cadre de la politique de solidarité nationale qu'il entend développer.

Harmonisation des régimes de retraite.

6464. — 11 juin 1982. — **M. Pierre Vallon** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les dispositions prévues par l'ordonnance n° 82-270 du 26 mars 1982 qui accorde la retraite à taux plein dès l'âge de soixante ans aux assu-

rés qui totalisent au moins 150 trimestres de cotisations. La loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 avait, de son côté, créé l'alignement des régimes d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales sur le régime général de la sécurité sociale. Or, l'ordonnance du 26 mars 1982 semble ne pas s'appliquer aux travailleurs et travailleuses non salariés. Ceci est particulièrement injuste s'agissant aussi bien des artisans, des industriels et des commerçants que des mères de familles nombreuses qui souhaiteraient prendre un repos bien mérité dès l'âge de soixante ans. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à porter remède dans les meilleurs délais à cette situation.

Réponse. — L'ordonnance n° 82-270 du 26 mars 1982 permet, effectivement, aux assurés du régime général des salariés de bénéficier de leur retraite à taux plein dès l'âge de soixante ans, à partir du 1^{er} avril 1983, dès lors qu'ils justifieront d'au moins trente-sept ans et demi d'assurance ou de périodes reconnues équivalentes. Le rapport au Président de la République précise que la concertation avec les organisations professionnelles et les régimes intéressés permettra de déterminer dans quels délais et selon quelles modalités les artisans et commerçants pourront également bénéficier de la retraite à soixante ans, étant entendu que les charges nouvelles qui en résulteraient impliqueraient un effort contributif accru de la part des intéressés. Cette concertation portera également sur le problème de la limitation des possibilités de cumul entre les pensions de retraite des régimes de travailleurs non salariés et les revenus d'activité. En ce qui concerne les régimes d'assurance vieillesse des membres des professions libérales, la situation se présente différemment dans la mesure où ces régimes ne sont pas « alignés » sur le régime général. Mais la concertation sera néanmoins poursuivie avec les organisations professionnelles et les régimes intéressés tant sur la question de l'abaissement de l'âge de la retraite que sur celle des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activités. Quant aux exploitants agricoles, il est rappelé que leur régime social relève plus particulièrement des attributions du ministre de l'Agriculture. S'agissant plus précisément de la situation des mères de famille, l'ordonnance du 26 mars 1982 a maintenu les dispositions actuellement applicables dans le régime général et le régime des salariés agricoles en faveur des ouvrières mères de trois enfants pour lesquelles la durée d'assurance requise pour l'ouverture du droit à pension de vieillesse à taux plein n'est, en fait, que de vingt-quatre annuités compte tenu des deux années supplémentaires accordées pour chaque enfant.

RECHERCHE ET INDUSTRIE

Saint-Etienne-du-Rouvray : situation de la Société Everitube.

2049. — 2 octobre 1981. — **M. Jean Lecanuet** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie**, que, en juin 1980, l'attention de son département a été, à plusieurs reprises, appelée sur la situation de la Société Everitube, à Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime). Les réponses alors adressées aux parlementaires donnaient l'assurance qu'aucun licenciement n'était, à cette époque, envisagé et que de toute façon le personnel serait reclassé à proximité de son lieu de travail, dans une entreprise appartenant au même groupe. Il lui demande si, dans le cadre du projet de loi actuellement à l'étude portant nationalisation du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, les mêmes engagements seront tenus et si, en raison de la situation de l'emploi en Seine-Maritime où le taux de demandeurs d'emploi atteint actuellement 10,35 p. 100, des mesures particulières seront prises pour assurer le maintien d'une activité industrielle importante dans l'agglomération rouennaise comme le souhaitaient, à juste titre, en particulier, les syndicats C.G.C. et C.F.D.T.

Réponse. — Depuis cinq ans environ, le marché des canalisations en amiante-ciment, produits destinés principalement à l'assainissement, ne cesse de régresser très sensiblement, à l'exception de l'année 1980 qui a connu un léger redressement, lequel n'a toutefois pas remis en cause la tendance à moyen terme. La Société Everitube, filiale du groupe Saint-Gobain, disposait pour ce type de fabrication d'environ 110 000 tonnes de capacité de production annuelle réparties sur quatre unités industrielles, dont celle de Saint-Etienne-du-Rouvray. Sur le marché concerné, les ventes d'Everitube ont chuté de 96 000 tonnes en 1976 à 74 000 tonnes en 1981 ; à ce niveau, les capacités de production étant devenues largement excédentaires, les dirigeants de la société ont jugé nécessaire d'adapter les capacités au volume effectif du marché, compte tenu de ses très médiocres perspectives. L'établissement de Saint-Etienne-du-Rouvray, qui représentait environ 28 000 tonnes de capacité annuelle, a donc fait l'objet d'une décision de fermeture envisagée dès 1980 et prise dans le courant de l'année 1981 ; cet établissement, qui employait environ soixante-quinze personnes, ne

disposait que d'une seule ligne de fabrication de tuyaux sans autre activité qui aurait permis d'amortir ses charges de structure. C'est sur ce handicap économique que repose le choix fait par les dirigeants d'Everitube. Au moment où cette décision avait été envisagée, il était question d'une éventuelle extension d'une usine voisine, appartenant au même groupe, qui aurait permis de reclasser le personnel d'Everitube, sans difficultés majeures ; la mauvaise conjoncture du marché de l'isolation et l'ajournement consécutif du projet Isover n'ont malheureusement pas permis de concrétiser cet espoir. Les négociations qui ont eu lieu dans le courant de l'automne 1981 entre la direction et le personnel d'Everitube ont abouti à un accord comportant la décision de retarder le démontage de la machine jusqu'à la fin du mois d'avril 1982 afin d'être en mesure de redémarrer éventuellement l'exploitation, si le marché des canalisations pour l'assainissement manifestait des signes de reprise au cours du premier trimestre. Au lieu de la reprise espérée, c'est une nouvelle régression du marché qui a été enregistrée au cours des cinq premiers mois de 1982, les ventes d'Everitube accusant une baisse de 25 p. 100 en volume par rapport à la période correspondante de 1981. La direction a informé le personnel de cette situation du marché qui rend la fermeture définitive de l'établissement inévitable. Préoccupée des conséquences sociales de cette décision et soucieuse d'en atténuer les effets, la Société Everitube a proposé à l'ensemble des personnels concernés des mutations dans les autres usines du groupe ; une quinzaine de salariés ont accepté cette solution. Par ailleurs, la société a décidé de maintenir en activité sur le site les personnels âgés de plus de cinquante ans, qui sont au nombre de dix-sept. C'est donc pour quarante salariés environ que se pose le problème de l'emploi de la manière la plus aiguë, en dépit de la prime de reconversion proposée par la société et acceptée par quinze d'entre eux. Compte tenu de ces différentes mesures, le nombre des licenciements effectifs s'établit à vingt-six. Il faut noter que les perspectives d'emploi dans la région des salariés d'Everitube se présentent aujourd'hui d'une manière plus favorable qu'il y a quelques mois ; en effet, bien qu'aucune décision n'ait encore été prise, il n'est pas impossible qu'une implantation industrielle nouvelle se localise dans la zone concernée. Les créations d'emplois qu'impliquerait la réalisation de cette éventualité faciliteraient à l'évidence la résolution du problème que pose la fermeture de l'établissement d'Everitube. Le ministre de la recherche et de l'industrie continuera de suivre cette affaire avec attention et, dans le respect du principe de l'autonomie de gestion des filiales des groupes nationalisés, veillera à prendre toute mesure en son pouvoir qui permettra de résoudre les problèmes que pose la fermeture de l'établissement d'Everitube.

Robotique : retard français.

4871. — 18 mars 1982. — **M. Christian Poncelet** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie**, sur le grave retard accumulé par la France dans le développement de la robotique par rapport aux principaux pays industrialisés. La France connaît en effet un préjudiciable sous-équipement dans ce domaine puisque le parc des machines à commandes numériques est estimé à 10 500 en 1980 contre 70 000 aux Etats-Unis, 50 000 au Japon, 25 000 en Allemagne fédérale et 20 000 en Italie. De plus, notre pays subit une forte dépendance vis-à-vis de l'étranger d'où provient 50 p. 100 du parc national de machines numériques. Considérant l'importance industrielle et stratégique de la robotique pour l'avenir de notre pays, il demande quelles dispositions il entend prendre afin que la France dispose très rapidement d'une filière robotique complète et, d'autre part, s'il ne lui paraît pas urgent de mettre en place l'office d'évaluation des choix technologiques auprès du Parlement proposé lors du récent colloque national sur la recherche qui s'est tenu en janvier 1982.

Réponse. — Le retard de la France par rapport aux principaux pays industrialisés dans le développement de la robotique et plus particulièrement dans celui de l'équipement en machines-outils à commandes numériques est effectivement important. Ces chiffres cités par l'honorable parlementaire concernant les parcs de machines-outils à commandes numériques attestent de l'insuffisance de notre équipement en ce domaine. Ce retard se constate également au niveau des robots industriels, dans la plupart des secteurs des industries manufacturières, dont les investissements ont diminué de façon sensible depuis la première crise pétrolière. La faiblesse relative de l'équipement français en la matière est préjudiciable à notre économie dans la mesure où la compétitivité de notre industrie se trouve pénalisée sur les marchés internationaux où la concurrence est de plus en plus vive. Aussi, le ministère de la recherche et de l'industrie a-t-il entrepris une action importante pour la promotion de l'automatisation de la production. Dans le domaine particulier des machines-outils à commande numérique, l'honorable parlementaire n'est pas sans connaître le plan de déve-

loppement très ambitieux qui a été approuvé par le Gouvernement en décembre dernier. Ce plan de développement repose, pour l'essentiel, sur une croissance importante de la production de machines-outils à commande numérique dont le marché devrait être porteur au cours des prochaines années. Il comprend des actions pour renforcer l'offre sous forme, notamment, de contrats de développement avec les principales sociétés françaises du secteur. La plupart de ces contrats, après une phase d'expertise très approfondie, sont parvenus actuellement dans la phase finale de négociation. Ce programme de développement de la machine-outil comprend également une action importante au niveau de la demande, tant sous forme de commandes publiques (l'éducation nationale passe 430 millions de francs d'achats en 1982) que sous forme d'incitation des entreprises à l'acquisition de machines-outils à commande numérique. L'attention est également appelée sur le rôle très important que doivent jouer, dans ce domaine, les prêts superbonifiés en faveur de la robotique (procédure « efficacité de l'investissement ») dont l'enveloppe pour l'année est de 2 500 millions de francs ainsi que la procédure M.E.C.A. (machines et équipements de conception avancée) dont les dotations sont passées respectivement de 20 millions de francs en 1980 à 60 millions de francs en 1981 et 100 millions de francs en 1982. Cette dernière procédure est gérée par l'Agence nationale pour le développement de la production automatisée (A.D.E.P.A.) pour laquelle il est prévu un programme important de régionalisation en vue d'accroître encore l'impact de cet organisme sur les petites et moyennes entreprises. Le plan machines-outils n'est qu'une première étape d'une action plus large du Gouvernement en faveur de l'automatisation de la production et de la modernisation de nos industries manufacturières. Ainsi, dans le cadre du comité d'orientation du développement des industries stratégiques, la robotique a été retenue comme thème stratégique. Des aides à l'industrie portant sur l'offre et la demande ont été mises en œuvre en 1981. Des projets pour un montant de plus de 400 millions de francs ont été encouragés, l'aide des pouvoirs publics s'élevant à 110 millions de francs. D'autres actions sont actuellement en cours. C'est ainsi qu'un industriel de la profession a été invité à présider une mission d'études sur la robotique. Son rapport vient d'être déposé et fait actuellement l'objet d'une analyse approfondie en vue du développement de l'action des pouvoirs publics dans ce domaine. Par ailleurs, huit groupes de travail ont été mis en place dans les secteurs suivants : textile, bonneterie, confection, chaussures, transformation du plastique, transformation du papier, travail mécanique du bois, ameublement et maroquinerie. Ces groupes de travail étudient l'incidence que pourrait avoir l'automatisation de la production sur l'avenir de ces différents secteurs et devraient préparer très prochainement des propositions d'actions. Une synthèse de ces travaux, avec ceux de la mission robotique, devrait permettre, avant la fin de l'année, de définir un plan d'action gouvernemental en vue du développement de cette activité qui, comme le rappelle l'honorable parlementaire, revêt une très grande importance pour l'avenir de notre pays.

Industries nationalisées : décentralisation.

6043. — 18 mai 1982. — **M. Pierre Bastié** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie**, sur la possibilité de décentraliser au maximum les entreprises et en particulier les nationalisées sur des départements qui possèdent la main-d'œuvre et pas d'industries. Il lui demande donc si un effort particulier du Gouvernement sera mis dans ce sens.

Réponse. — Le ministre de la recherche et de l'industrie comprend fort bien le souci exprimé par l'honorable parlementaire de voir se réaliser une meilleure répartition de l'activité économique sur le territoire national. Cette indispensable péréquation entre les diverses régions et départements est précisément l'un des objectifs du plan intérimaire arrêté par les pouvoirs publics. Il lui rappelle cependant qu'il n'appartient pas au Gouvernement de se substituer aux chefs d'entreprise dans la définition de leur stratégie de développement. Pour ce qui concerne les entreprises nationalisées, l'Etat veillera dans le cadre des conventions qui seront prochainement passées avec ces sociétés à ce qu'elles intègrent l'objectif de politique de développement régional dans la démarche de restructuration industrielle qui pourra être la leur, à ce qu'elles adoptent une attitude exemplaire en matière de sous-traitance et qu'elles exercent avec une particulière rigueur les responsabilités qui sont celles de toutes les entreprises en matière d'emploi. Cependant, de telles préoccupations ne pourront être prises en compte que si elles sont compatibles dans chaque cas d'espèce avec les contraintes qui s'imposent à des entreprises du secteur concurrentiel et avec le principe d'autonomie de gestion qui doit s'appliquer à ces entreprises.

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du vendredi 5 novembre 1982.

SCRUTIN (N° 33)

Sur le paragraphe I de l'amendement B 5 présenté par M. Jean-Pierre Fourcade au nom de la commission des finances sur l'article 118 du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (urgence déclarée).

Nombre de votants.....	301
Suffrages exprimés	196
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	99
Pour	196
Contre	0

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Michel d'Aillières.
Michel Alloncle.
Jean Amelin.
Hubert d'Andigné.
Alphonse Arzel.
Octave Bajeux.
René Ballayer.
Bernard Barbier.
Charles Beaupetit.
Marc Bécam.
Henri Belcour.
Jean Bénard
Mousseaux.
Georges Berchet.
André Bettencourt.
Jean-Pierre Blanc.
Maurice Blin.
André Bohl.
Roger Boileau.
Edouard Bonnefous.
Charles Bosson.
Jean-Marie Bouloux.
Pierre Bouneau.
Amédée Bouquerel.
Yvon Bourges.
Raymond Bourguine.
Philippe de
Bourgoing.
Raymond Bouvier.
Louis Boyer.
Jacques Braconnier.
Raymond Brun.
Louis Caiveau.
Michel Caldaguès.
Jean-Pierre Cantegrit.
Pierre Carous.
Marc Castex.
Jean Cauchon.
Pierre Ceccaldi-
Pavard.
Jean Chamant.
Jacques Chaumont.
Michel Chauty.
Adolphe Chauvin.
Jean Chérioux.
Lionel Cherrier.
Auguste Chupin.
Jean Cluzel.
Jean Colin.
Henri Collard.
François Collet.
Henri Collette.
Francisque Colomb.
Georges Constant.
Pierre Croze.
Michel Cruclis.
Charles de Cuttoll.
Etienne Dailly.
Marcel Daunay.
Jacques Delong.
Jacques Descours
Desacres.
Jean Desmarests.
François Dubanchet.
Hector Dubois.
Charles Durand
(Cher).

Yves Durand
(Vendée).
Edgar Faure.
Charles Ferrant.
Louis de la Forest.
Marcel Fortier.
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jean Francou.
Lucien Gautier.
Jacques Genton.
Alfred Gérin.
Michel Giraud
(Val-de-Marne).
Jean-Marie Girault
(Calvados).
Paul Girod (Aisne).
Henri Goetschy.
Adrien Gouteyron.
Jean Gravier.
Mme Brigitte Gros.
Paul Guillard.
Paul Guillaumot.
Jacques Habert.
Marcel Henry.
Rémi Herment.
Daniel Hoeffel.
Bernard-Charles
(Ardèche).
Hugo (Ardèche).
Marc Jacquet.
René Jager.
Pierre Jeambrun.
Léon Jozeau-Marigné.
Louis Jung.
Paul Kauss.
Pierre Lacour.
Christian
de La Malène.
Jacques Larché.
Bernard Laurent.
Guy de La Verpillière.
Louis Lazuech.
Henri Le Breton.
Jean Lecanuet.
Yves Le Cozannet.
Modeste Legouez.
Bernard Legrand.
(Loire-Atlantique).
Jean-François
Le Grand (Manche).
Edouard Le Jeune
(Finistère).
Max Lejeune
(Somme).
Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
Louis Le Montagner.
Charles-Edmond
Lenglet.
Roger Lise.
Georges Lombard
(Finistère).
Maurice Lombard
(Côte-d'Or).
Pierre Louvot.
Roland du Luart.
Marcel Lucotte.
Jean Madelain.

Sylvain Maillols.
Paul Malassagne.
Kléber Malécot.
Hubert Martin (Meur-
the-et-Moselle).
Louis Martin (Loire).
Serge Mathieu.
Michel Maurice-
Bokanowski.
Jacques Ménard.
Pierre Merli.
Daniel Millaud.
Michel Miroudot.
René Monory.
Claude Mont.
Geoffroy de Monta-
lembert.
Roger Moreau.
André Morice.
Jacques Moission.
Georges Mouly.
Jacques Moutet.
Jean Natali.
Henri Olivier.
Charles Ornano
(Corse-du-Sud).
Paul d'Ornano
(Français établis
hors de France).
Dominique Pado.
Francis Palmero.
Sosefo Makape
Papilio.
Charles Pasqua.
Bernard Pellarin.
Jacques Pelletier.
Pierre Perrin (Isère).
Guy Petit.
Paul Pillet.
Jean-François Pintat.
Raymond Poirier.
Christian Poncelet.
Henri Portier.
Roger Poudonson.
Richard Pouille.
Maurice PrévotEAU.
Jean Puech.
André Rabineau.
Jean-Marie Rausch.
Joseph Raybaud.
Georges Repiquet.
Paul Robert.
Victor Robini.
Roger Romani.
Jules Roujon.
Marcel Rudloff.
Roland Ruet.
Pierre Sallenave.
Pierre Salvi.
Jean Sauvage.
Pierre Schiélé.
François Schleiter.
Robert Schmitt.
Maurice Schumann.
Abel Sempé.
Paul Séramy.
Michel Sordel.
Raymond Soucaret.

Louis Souvet.
Jacques Thyraud.
René Tinant.
René Tomasini.
Henri Torre.
René Touzet.

René Travert.
Georges Treille.
Raoul Vadepiéd.
Jacques Valade.
Edmond Valcin.
Pierre Vallon.

Louis Virapoullé.
Albert Voilquin.
Frédéric Wirth.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

Se sont abstenus :

MM.
Antoine Andrieux.
Germain Authié.
André Barroux.
Pierre Bastié.
Gilbert Baumet.
Mme Marie-Claude
Beaudeau.
Gilbert Belin.
Jean Béranger.
Noël Berrier.
Jacques Bialski.
Mme Danielle Bidard.
René Billères.
Marc Bœuf.
Stéphane Bonduel.
Charles Bonifay.
Serge Boucheny.
Louis Brives.
Henri Caillaudet.
Jacques Carat.
Michel Charasse.
René Chazelle.
William Chervy.
Félix Ciccolini.
Roland Courteau.
Georges Dagonia.
Michel Darras.
Marcel Debarge.
Gérard Delfau.
Lucien Delmas.
Bernard Desbrière.
Emile Didier.
Michel Dreyfus-
Schmidt.
Henri Duffaut.
Raymond Dumont.
Emile Durieux.

Jacques Eberhard.
Léon Eeckhoutte.
Gérard Ehlers.
Raymond Espagnac.
Jules Faigt.
Claude Fuzier.
Pierre Gamboa.
Jean Garcia.
Marcel Gargat.
Gérard Gaud.
Jean Geoffroy.
François Giacobbi.
Mme Cécile Goldet.
Roland Grimaldi.
Robert Guillaume.
Bernard-Michel
Hugo (Yvelines).
Maurice Janetti.
Paul Jargot.
André Jouany.
Tony Larue.
Robert Laucournet.
Mme Geneviève
Le Bellegou-Béguin.
France Lechenault.
Charles Lederman.
Fernand Lefort.
Louis Longequeue.
Mme Hélène Luc.
Philippe Madrelle.
Michel Manet.
James Marson.
René Martin.
(Yvelines).
Pierre Matraja.
Jean Mercier.
André Méric.
Mme Monique Midy.

Louis Minetti.
Gérard Minvielle.
Josy Moinet.
Michel Moreigne.
Pierre Noé.
Jean Ooghe.
Bernard Parmantier.
Mme Rolande
Perlican.
Louis Perrein (Val-
d'Oise).
Hubert Peyou.
Jean Peyrafitte.
Maurice Pic.
Marc Plantegenest.
Robert Pontillon.
Mlle Irma Rapuzzi.
René Regnault.
Michel Rigou.
Roger Rinchet.
Marcel Rosette.
Gérard Roujas.
André Rouvière.
Guy Schmaus.
Robert Schwint.
Frank Sérusclat.
Edouard Soldani.
Georges Spéna.
Raymond Spingard.
Edgar Tailhades.
Pierre Tajan.
Raymond Tarcy.
Fernand Tardy.
Camille Vallin.
Jean Varlet.
Marcel Vidal.
Hector Viron.

N'a pas pris part au vote :

Mme Jacqueline Alduy.

N'ont pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants.....	300
Suffrages exprimés	196
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	99
Pour	196
Contre	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 34)

Sur l'amendement B 9 présenté par M. Joseph Raybaud au nom de la commission des finances sur l'article 122 du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (urgence déclarée).

Nombre de votants.....	301
Suffrages exprimés	196
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	99
Pour	196
Contre	0

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Michel d'Aillières.
Michel Alloncle.
Jean Amelin.
Hubert d'Andigné.
Alphonse Arzel.

Octave Bajeux.
René Ballayer.
Bernard Barbier.
Charles Beaupetit.
Marc Bécam.
Henri Belcour.

Jean Bénard
Mousseaux.
Georges Berchet.
André Bettencourt.
Jean-Pierre Blanc.
Maurice Blin.

André Bohl.
Roger Boileau.
Edouard Bonnefous.
Charles Bosson.
Jean-Marie Bouloux.
Pierre Bouneau.
Amédée Bouquerel.
Yvon Bourges.
Raymond Bourguine.
Philippe de Bourgoing.
Raymond Bouvier.
Louis Boyer.
Jacques Braconnier.
Raymond Brun.
Louis Caiveau.
Michel Caldaguès.
Jean-Pierre Cantegril.
Pierre Carous.
Marc Castex.
Jean Cauchon.
Pierre Ceccaldi-Pavard.
Jean Chamant.
Jacques Chaumont.
Michel Chauty.
Adolphe Chauvin.
Jean Chérioux.
Lionel Cherrier.
Auguste Chupin.
Jean Cluzel.
Jean Colin.
Henri Collard.
François Collet.
Henri Collette.
Francisque Collomb.
Georges Constant.
Pierre Croze.
Michel Crucis.
Charles de Cuttoli.
Etienne Dailly.
Marcel Daunay.
Jacques Delong.
Jacques Descours Desacres.
Jean Desmarests.
François Dubanchet.
Hector Dubois.
Charles Durand (Cher).
Yves Durand (Vendée).
Edgar Faure.
Charles Ferrant.
Louis de la Forest.
Marcel Fortier.
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jean Francou.
Lucien Gautier.
Jacques Genton.
Alfred Gérin.
Michel Giraud (Val-de-Marne).
Jean-Marie Girault (Calvados).
Paul Girod (Aisne).
Henri Goetschy.

Adrien Gouteyron.
Jean Gravier.
Mme Brigitte Gros.
Paul Guillard.
Paul Guillaumot.
Jacques Habert.
Marcel Henry.
Rèmi Herment.
Daniel Hoeffel.
Bernard-Charles Hugo (Ardèche).
Marc Jacquet.
René Jager.
Pierre Jeambrun.
Léon Jozeau-Marigné.
Louis Jung.
Paul Kauss.
Pierre Lacour.
Christian de La Malène.
Jacques Larché.
Bernard Laurent.
Guy de La Verpillière.
Louis Lazuech.
Henri Le Breton.
Jean Lecanuët.
Yves Le Cozannet.
Modeste Legouez.
Bernard Legrand (Loire-Atlantique).
Jean-François Le Grand (Manche).
Edouard Le Jeune (Finistère).
Max Lejeune (Somme).
Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
Louis Le Montagner.
Charles-Edmond Lenglet.
Roger Lise.
Georges Lombard (Finistère).
Maurice Lombard (Côte-d'Or).
Pierre Louvet.
Roland du Luart.
Marcel Lucotte.
Jean Madelain.
Sylvain Maillols.
Paul Malassagne.
Kléber Malécot.
Hubert Martin (Meurthe-et-Moselle).
Louis Martin (Loire).
Serge Mathieu.
Michel Maurice-Bokanowski.
Jacques Ménard.
Pierre Merli.
Daniel Millaud.
Michel Miroudot.
René Monory.
Claude Mont.
Geoffroy de Montalembert.
Roger Moreau.

Se sont abstenus :

MM.
Antoine Andrieux.
Germain Authié.
André Barroux.
Pierre Bastié.
Gilbert Baumet.
Mme Marie-Claude Beaudéau.
Gilbert Belin.
Jean Béranger.
Noël Berrier.
Jacques Bialski.
Mme Danielle Bidard.
René Billères.
Marc Bœuf.
Stéphane Bonduel.
Charles Bonifay.
Serge Boucheny.
Louis Brives.
Henri Caillavet.
Jacques Carat.
Michel Charasse.
René Chazelle.
William Chervy.
Félix Ciccolini.
Roland Courteau.
Georges Dagonia.
Michel Darras.

Marcel Debarge.
Gérard Delfau.
Lucien Delmas.
Bernard Desbrière.
Emile Didier.
Michel Dreyfus-Schmidt.
Henri Duffaut.
Raymond Dumont.
Emile Durieux.
Jacques Eberhard.
Léon Eeckhoutte.
Gérard Ehlers.
Raymond Espagnac.
Jules Faigt.
Claude Fuzier.
Pierre Gamboa.
Jean Garcia.
Marcel Gargar.
Gérard Gaud.
Jean Geoffroy.
François Giacobbi.
Mme Cécile Goldet.
Roland Grimaldi.
Robert Guillaume.
Bernard-Michel Hugo (Yvelines).
Maurice Janetti.

André Morice.
Jacques Mossion.
Georges Mouly.
Jacques Moutet.
Jean Natali.
Henri Olivier.
Charles Ornano (Corse-du-Sud).
Paul d'Ornano (Français établis hors de France).
Dominique Pado.
Francis Palmero.
Sosefo Makape Papilio.
Charles Pasqua.
Bernard Pellarin.
Jacques Pelletier.
Pierre Perrin (Isère).
Guy Petit.
Paul Pillet.
Jean-François Pintat.
Raymond Poirier.
Christian Poncelet.
Henri Portier.
Roger Poudousson.
Richard Pouille.
Maurice Prévotéau.
Jean Puech.
André Rabineau.
Jean-Marie Rausch.
Joseph Raybaud.
Georges Repiquet.
Paul Robert.
Victor Robini.
Roger Romani.
Jules Roujon.
Marcel Rudloff.
Roland Ruet.
Pierre Sallenave.
Pierre Salvi.
Jean Sauvage.
Pierre Schiélé.
François Schleiter.
Robert Schmitt.
Maurice Schumann.
Abel Sempé.
Paul Sérampy.
Michel Sordel.
Raymond Soucaret.
Louis Souvet.
Jacques Thyraud.
René Tinant.
René Tomasini.
Henri Torre.
René Touzet.
René Travert.
Georges Treille.
Raoul Vadepiéd.
Jacques Valade.
Edmond Valcin.
Pierre Vallon.
Louis Virapoullé.
Albert Voilquin.
Frédéric Wirth.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

Paul Jargot.
André Jouany.
Tony Larue.
Robert Laucournet.
Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin.
France Lechenault.
Charles Lederman.
Fernand Lefort.
Louis Longuequeue.
Mme Hélène Luc.
Philippe Madrelle.
Michel Manet.
James Marson.
René Martin (Yvelines).
Pierre Matraja.
Jean Mercier.
André Méric.
Mme Monique Midy.
Louis Minetti.
Gérard Minvielle.
Josy Moinet.
Michel Moreigne.
Pierre Noé.
Jean Ooghe.
Bernard Parmentier.

Mme Rolande Perlican.
Louis Perrein (Val-d'Oise).
Hubert Peyou.
Jean Peyrafitte.
Maurice Pic.
Marc Plantegenest.
Robert Pontillon.
Mlle Irma Rapuzzi.

René Regnault.
Michel Rigou.
Roger Rinchet.
Marcel Rosette.
Gérard Roujas.
André Rouvière.
Guy Schmaus.
Robert Schwint.
Franck Sérusclat.
Edouard Soldani.

Georges Spénale.
Raymond Splingard.
Edgar Tailhades.
Pierre Tajan.
Raymond Tarcy.
Fernand Tardy.
Camille Vallin.
Jean Varlet.
Marcel Vidal.
Hector Viron.

N'a pas pris part au vote :

Mme Jacqueline Alduy.

N'ont pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants.....	302
Suffrages exprimés	197
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	99
Pour	197
Contre	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 35)

Sur l'ensemble du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (urgence déclarée).

Nombre de votants.....	301
Suffrages exprimés	196
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	99
Pour	196
Contre	0

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Michel d'Aillières.
Michel Alloncle.
Jean Amelin.
Hubert d'Andigné.
Alphonse Arzel.
Octave Bajoux.
René Ballayer.
Bernard Barbier.
Charles Beaupetit.
Marc Bécam.
Henri Belcour.
Jean Bénard Mousseaux.
Georges Berchet.
André Bettencourt.
Jean-Pierre Blanc.
Maurice Blin.
André Bohl.
Roger Boileau.
Edouard Bonnefous.
Charles Bosson.
Jean-Marie Bouloux.
Pierre Bouneau.
Amédée Bouquerel.
Yvon Bourges.
Raymond Bourguine.
Philippe de Bourgoing.
Raymond Bouvier.
Louis Boyer.
Jacques Braconnier.
Raymond Brun.
Louis Caiveau.
Michel Caldaguès.
Jean-Pierre Cantegril.
Pierre Carous.
Marc Castex.
Jean Cauchon.
Pierre Ceccaldi-Pavard.
Jean Chamant.
Jacques Chaumont.
Michel Chauty.
Adolphe Chauvin.

Jean Chérioux.
Lionel Cherrier.
Auguste Chupin.
Jean Cluzel.
Jean Colin.
Henri Collard.
François Collet.
Henri Collette.
Francisque Collomb.
Georges Constant.
Pierre Croze.
Michel Crucis.
Charles de Cuttoli.
Etienne Dailly.
Marcel Daunay.
Jacques Delong.
Jacques Descours Desacres.
Jean Desmarests.
François Dubanchet.
Hector Dubois.
Charles Durand (Cher).
Yves Durand (Vendée).
Edgar Faure.
Charles Ferrant.
Louis de la Forest.
Marcel Fortier.
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jean Francou.
Lucien Gautier.
Jacques Genton.
Alfred Gérin.
Michel Giraud (Val-de-Marne).
Jean-Marie Girault (Calvados).
Paul Girod (Aisne).
Henri Goetschy.
Adrien Gouteyron.
Jean Gravier.
Mme Brigitte Gros.

Paul Guillard.
Paul Guillaumot.
Jacques Habert.
Marcel Henry.
Rèmi Herment.
Daniel Hoeffel.
Bernard-Charles Hugo (Ardèche).
Marc Jacquet.
René Jager.
Pierre Jeambrun.
Léon Jozeau-Marigné.
Louis Jung.
Paul Kauss.
Pierre Lacour.
Christian de La Malène.
Jacques Larché.
Bernard Laurent.
Guy de La Verpillière.
Louis Lazuech.
Henri Le Breton.
Jean Lecanuët.
Yves Le Cozannet.
Modeste Legouez.
Bernard Legrand (Loire-Atlantique).
Jean-François Le Grand (Manche).
Edouard Le Jeune (Finistère).
Max Lejeune (Somme).
Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
Louis Le Montagner.
Charles-Edmond Lenglet.
Roger Lise.
Georges Lombard (Finistère).
Maurice Lombard (Côte-d'Or).
Pierre Louvet.

Roland du Luart.
 Marcel Lucotte.
 Jean Madelain.
 Sylvain Maillols.
 Paul Malassagne.
 Kléber Malécot.
 Hubert Martin (Meurthe-et-Moselle).
 Louis Martin (Loire).
 Serge Mathieu.
 Michel Maurice-Bokanowski.
 Jacques Ménard.
 Pierre Merli.
 Daniel Millaud.
 Michel Miroudot.
 René Monory.
 Claude Mont.
 Geoffroy de Montalembert.
 Roger Moreau.
 André Morice.
 Jacques Mossion.
 Georges Mouly.
 Jacques Moutet.
 Jean Natali.
 Henri Olivier.
 Charles Ornano (Corse-du-Sud).

Paul d'Ornano (Français établis hors de France).
 Dominique Pado.
 Francis Palmero.
 Sosefo Makape Papilio.
 Charles Pasqua.
 Bernard Pellarin.
 Jacques Pelletier.
 Pierre Perrin (Isère).
 Guy Petit.
 Paul Pillet.
 Jean-François Pintat.
 Raymond Poirier.
 Christian Poncelet.
 Henri Portier.
 Roger Poudonson.
 Richard Pouille.
 Maurice PrévotEAU.
 Jean Puech.
 André Rabineau.
 Jean-Marie Rausch.
 Joseph Raybaud.
 Georges Repiquet.
 Paul Robert.
 Victor Robini.
 Roger Romani.
 Jules Roujon.

Se sont abstenus :

MM.
 Antoine Andrieux.
 Germain Authié.
 André Barroux.
 Pierre Bastié.
 Gilbert Bauret.
 Mme Marie-Claude BeaudEAU.
 Gilbert Belin.
 Jean Béranger.
 Noël Berrier.
 Jacques Bialski.
 Mme Danielle Bidard.
 René Billères.
 Marc Bœuf.

Stéphane Bonduel.
 Charles Bonifay.
 Serge Boucheny.
 Louis Brives.
 Henri Caillavet.
 Jacques Carat.
 Michel Charasse.
 René Chazelle.
 William Chervy.
 Félix Ciccolini.
 Roland Courteau.
 Georges Dagonia.
 Michel Darras.
 Marcel Debarge.
 Gérard Delfau.

Marcel Rudloff.
 Roland Ruet.
 Pierre Sallenave.
 Pierre Salvi.
 Jean Sauvage.
 Pierre Schiélé.
 François Schleiter.
 Robert Schmitt.
 Maurice Schumann.
 Abel Sempé.
 Paul Séramy.
 Michel Sordel.
 Raymond Soucaret.
 Louis Souvet.
 Jacques Thyraud.
 René Tinant.
 René Tomasini.
 Henri Torre.
 René Touzet.
 René Travert.
 Georges Treille.
 Raoul Vade pied.
 Jacques Valade.
 Edmond Valcin.
 Pierre Vallon.
 Louis Virapoullé.
 Albert Voilquin.
 Frédéric Wirth.
 Joseph Yvon.
 Charles Zwickert.

Jean Garcia.
 Marcel Gargar.
 Gérard Gaud.
 Jean Geoffroy.
 François Giacobbi.
 Mme Cécile Goldet.
 Roland Grimaldi.
 Robert Guillaume.
 Bernard-Michel Hugo (Yvelines).
 Maurice Janetti.
 Paul Jargot.
 André Jouany.
 Tony Larue.
 Robert Laucournet.
 Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin.
 France Lechenault.
 Charles Lederman.
 Fernand Lefort.
 Louis Longequeue.
 Mme Hélène Luc.
 Philippe Madrelle.

Michel Manet.
 James Marson.
 René Martin. (Yvelines).
 Pierre Matraja.
 Jean Mercier.
 André Méric.
 Mme Monique Midy.
 Louis Minetti.
 Gérard Minvielle.
 Josy Moinet.
 Michel Moreigne.
 Pierre Noé.
 Jean Ooghe.
 Bernard Parmantier.
 Mme Rolande Perlican.
 Louis Perrein (Val-d'Oise).
 Hubert Peyou.
 Jean Peyrafitte.
 Maurice Pic.
 Marc Plantegenest.

Robert Pontillon.
 Mlle Irma Rapuzzi.
 René Regnault.
 Michel Rigou.
 Roger Rinchet.
 Marcel Rosette.
 Gérard Roujas.
 André Rouvière.
 Guy Schmaus.
 Robert Schwint.
 Franck Sérusclat.
 Edouard Soldani.
 Georges Spénale.
 Raymond Spingard.
 Edgar Tailhades.
 Pierre Tajan.
 Raymond Tarcy.
 Fernand Tardy.
 Camille Vallin.
 Jean Varlet.
 Marcel Vidal.
 Hector Viron.

N'a pas pris part au vote :

Mme Jacqueline Alduy.

N'ont pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants.....	302
Suffrages exprimés	197
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	99
Pour	197
Contre	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.